EMPIRE CHÉRIFIEN
 Protectorat de la République Française
 AU MAROC

Bulletin Officiel

LE « BULLETIN OFFICIEL » PARAIT LE VENDREDI

L'édition complète comprend :

- 1° Une première partie ou édition partielle : dahirs, arrêtés, ordres, décisions, circulaires, avis, informations, statistiques, etc. ;
- 2° Une deuxième partie : publicité réglementaire, légale et judiciaire (immatriculation des immeubles, délimitation des terres domaniales et collectives, avis d'adjudication, d'enquête, etc.).

Seule l'édition partielle est vendue séparément

Les abonnements sont reçus à l'Imprimerie Officielle, avenue Jean-Mermoz, à Rabat.

Tous règlements doivent être effectués à l'adresse du Régisseur-comptable de l'Imprimerie Officielle (annexe chaque semaine n° 464-16, à Rabat).

AVIS. — Il n'est pas assuré d'abonnement avec effet rétroactif. Les abonnements partent du 1^{er} de chaque mois.

Abonnements :

		ÉDITION PARTIELLE	ÉDITION COMPLÈTE
Zone française et Tanger	Un an..	600 fr.	1.300 fr.
	6 mois..	400 »	700 »
France et Colonies	Un an..	750 »	1.500 »
	6 mois..	500 »	850 »
Étranger	Un an..	1.250 »	2.100 »
	6 mois..	850 »	1.400 »

Changement d'adresse : 10 francs, indiquer l'ancienne adresse ou joindre une bande.

Prix du numéro :

Edition partielle 16 fr.
 Edition complète 26 fr.

Années antérieures :
 Prix ci-dessus majorés de 50 %

Prix des annonces :

Annonces légales, réglementaires et judiciaires } La ligne de 27 lettres :
 40 francs

(Arrêté résidentiel du 24 décembre 1947)

Pour la publicité-réclame commerciale et industrielle, s'adresser à l'agence Havas, 3, avenue Dar-el-Makhzen, à Rabat.

Les annonces judiciaires et légales prescrites pour la publicité et la validité des actes, des procédures et des contrats pour toute la zone du Protectorat Français de l'Empire Chérifien doivent être obligatoirement insérées au "Bulletin Officiel" du Protectorat.

SOMMAIRE

TEXTES GÉNÉRAUX

Service téléphonique. — Tarifs, contributions ou redevances d'abonnement.	
Arrêté viziriel du 26 juin 1950 (10 ramadan 1369) modifiant l'arrêté viziriel du 15 avril 1920 (25 rejeb 1338) déterminant l'objet et l'organisation du service téléphonique, ainsi que les conditions, tarifs, contributions ou redevances d'abonnement	870
Actes de notoriété. — Légalisation de signatures.	
Décision du secrétaire général du Protectorat du 1 ^{er} juin 1950 donnant aux chefs de régions, aux secrétaires généraux de régions ainsi qu'à leurs intérimaires, subdélégation de certains pouvoirs dévolus au secrétaire général du Protectorat	871
Chemins de fer du Maroc. — Nouveaux tarifs.	
Arrêté du secrétaire général du Protectorat du 17 juin 1950 fixant les nouveaux tarifs des chemins de fer sur les réseaux du chemin de fer du Maroc	871
Prix du sucre.	
Arrêté du secrétaire général du Protectorat du 21 juin 1950 fixant le prix maximum du sucre de vente réglementée	872
Prix des huiles comestibles raffinées.	
Arrêté du secrétaire général du Protectorat du 26 juin 1950 modifiant l'arrêté du 28 avril 1950 fixant le prix maximum des huiles comestibles raffinées autres que celle d'olive pure	872
Prix des produits pharmaceutiques.	
Arrêté du secrétaire général du Protectorat du 26 juin 1950 modifiant l'arrêté du 30 mars 1949 fixant le prix des produits pharmaceutiques	873

Emission de bons d'équipement.	
Arrêté du directeur des finances du 20 juin 1950, pris pour l'application du dahir du 15 avril 1950 (27 jourmada II 1369), autorisant le Gouvernement chérifien à émettre des bons d'équipement à deux, trois ou quatre ans	873
Contrôle technique de certains produits.	
Arrêté du directeur de l'agriculture, du commerce et des forêts du 15 juin 1950 relatif au contrôle technique à la fabrication, à la transformation, au conditionnement, au stockage et à l'exportation des amandes sèches, des noix et cerneaux, des dattes, des fruits séchés (figues, raisins, abricots, pêches, etc.), des pâtes de fruits sans miel ni sucre, des légumes déshydratés et des noyaux et amandons de noyaux	874
Police sanitaire des végétaux à l'importation.	
Arrêté du directeur de l'agriculture, du commerce et des forêts du 20 juin 1950 relatif à la police sanitaire des végétaux ou produits végétaux à l'importation	883
Sortie des marchandises hors de la zone française de l'Empire chérifien.	
Arrêté du directeur de l'agriculture, du commerce et des forêts du 20 juin 1950 modifiant l'arrêté du 15 mai 1950 relatif à la sortie des marchandises hors de la zone française de l'Empire chérifien	886

TEXTES PARTICULIERS.

Khenifra. — Création d'un lotissement domaniale.	
Dahir du 2 juin 1950 (15 chaabane 1369) autorisant la création d'un lotissement domaniale à Khenifra et la vente des lots constituant ce lotissement	886
Défenseur agréé.	
Arrêté viziriel du 2 juin 1950 (15 chaabane 1369) autorisant M ^{re} Bensouda Ali à assister et représenter les parties devant les juridictions makhzen	886

Cautionnement.

Arrêté du secrétaire général du Protectorat du 15 juin 1950 autorisant la Banque Ottomane à se porter caution personnelle et solidaire des marchés de l'Etat marocain ou des municipalités 886

Mechra-Bel-Ksiri. — Coopérative de pompage des Assalja.

Arrêté du secrétaire général du Protectorat du 20 juin 1950 autorisant la constitution de la coopérative de pompage des Assalja 886

Commission d'appel des sanctions administratives.

Arrêté du secrétaire général du Protectorat du 21 juin 1950 arrêtant, pour l'année 1950, la liste des membres de la commission d'appel des sanctions administratives 886

Hydraulique.

Arrêté du directeur des travaux publics du 22 juin 1950 portant ouverture d'enquête sur le projet de prise d'eau par pompage, dans la nappe phréatique, au profit de M. Mohamed ben Mansour, colon à Marrakech-banlieue. 887

ORGANISATION ET PERSONNEL DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES

TEXTES COMMUNS

Dahir du 24 avril 1950 (6 rejeb 1369) complétant le dahir du 11 octobre 1947 (25 kaada 1366) sur les emplois réservés dans les cadres généraux des administrations publiques. 887

TEXTES PARTICULIERS

Direction des services de sécurité publique.

Arrêté du directeur des services de sécurité publique du 16 juin 1950 relatif à l'organisation de l'examen probatoire pour l'admission de certains agents dans le cadre de dames employées et de dames dactylographes de la direction des services de sécurité publique 888

Direction des finances.

Arrêté du directeur des finances du 19 juin 1950 fixant les conditions, les formes et le programme de concours pour l'emploi d'agent de poursuites du service des perceptions et recettes municipales 888

Rectificatif au « Bulletin officiel » n° 1964, du 16 juin 1950, page 805 890

Direction de l'agriculture, du commerce et des forêts.

Arrêté du directeur de l'agriculture, du commerce et des forêts du 16 juin 1950 modifiant et complétant l'arrêté directeur du 6 mars 1950 ouvrant un concours pour seize emplois d'ingénieur géomètre adjoint stagiaire 890

Direction de l'instruction publique.

Arrêté du directeur de l'instruction publique du 9 juin 1950 fixant les formes et le programme de l'examen professionnel de fin de stage d'un météorologiste 890

Rectificatif au « Bulletin officiel » n° 1960 bis, du 23 mai 1950, page 645 891

Office marocain des anciens combattants et victimes de la guerre.

Arrêté résidentiel du 18 juin 1950 ouvrant un concours pour deux emplois de rédacteur stagiaire du cadre particulier de l'Office marocain des anciens combattants et victimes de la guerre 891

MOUVEMENTS DE PERSONNEL ET MESURES DE GESTION

Création d'emplois	891
Nominations et promotions	891
Admission à la retraite	896
Résultats de concours et d'examens	897

AVIS ET COMMUNICATIONS

Avis de mise en recouvrement des rôles d'impôts directs dans diverses localités	897
Concours pour le recrutement d'inspecteurs adjoints stagiaires de l'agriculture, de l'horticulture, de la défense des végétaux et de la répression des fraudes au Maroc	897
Concours pour l'emploi de commis stagiaire de la direction de l'intérieur	898
Avis d'ouverture d'un concours pour le recrutement d'ingénieurs des directions de travaux de 2 ^e classe des travaux maritimes	898
Accord commercial franco-portugais du 17 novembre 1949	898
Accord de paiement franco-uruguayen du 22 mars 1950	898
Accord commercial franco-tchecoslovaque du 26 avril 1950	899
Accord commercial franco-danois des 8 et 15 mai 1950	900
Arrangement commercial franco-italien du 11 mars 1950	901
Accord commercial franco-suédois du 15 décembre 1949	901
Accords commercial et monétaire franco-finlandais du 5 juin 1950	902

TEXTES GÉNÉRAUX

Arrêté viziriel du 26 juin 1950 (10 ramadan 1369) modifiant l'arrêté viziriel du 15 avril 1920 (28 rejeb 1338) déterminant l'objet et l'organisation du service téléphonique, ainsi que les conditions, tarifs, contributions ou redevances d'abonnement.

LE GRAND VIZIR,

Vu le dahir du 25 novembre 1924 (27 rebia II 1343) relatif au monopole de l'Etat en matière de télégraphie et de téléphonie avec fil ou sans fil ;

Vu l'arrêté viziriel du 15 avril 1920 (25 rejeb 1338) déterminant l'objet et l'organisation du service téléphonique, ainsi que les conditions, tarifs, contributions ou redevances d'abonnement, tel qu'il a été complété et modifié par les arrêtés viziriels subséquents, et, notamment, par l'arrêté viziriel du 15 février 1949 (16 rebia II 1368) ;

Sur la proposition du directeur de l'Office des postes, des télégraphes et des téléphones, et après avis du directeur des finances,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Les articles 16, paragraphe 1^o, littéra a) et b), 18, 19, littéra a), b), c) et d), 20, 21, 28, littéra b), 35, littéra c), de l'arrêté viziriel susvisé du 15 avril 1920 (25 rejeb 1338), sont remplacés par les dispositions suivantes :

« Article 16. —

« a) Réseaux téléphoniques à service permanent : 400 francs « par mois » ;

« b) Autres réseaux : 300 francs par mois. »

« Article 18. — La taxe des conversations locales est fixée à 10 francs par unité de trois minutes. »

« Article 19. —

« La taxe applicable à ces conversations est calculée de la façon suivante :

« 1° Entre réseaux distants au maximum de 100 kilomètres, d'après les distances calculées à vol d'oiseau :

« Jusqu'à 35 kilomètres 20 francs ;

« Jusqu'à 65 kilomètres 30 —

« Jusqu'à 100 kilomètres 40 —

« 2° Au delà de 100 kilomètres d'après les distances, calculées à vol d'oiseau, séparant les centres de taxation suivant l'échelonnement ci-après :

« a) Entre 100 et 300 kilomètres : 40 francs pour les 100 premiers kilomètres et 10 francs par 50 kilomètres ou fraction de 50 kilomètres en excédent ;

« b) Au-dessus de 300 kilomètres : 80 francs pour les premiers 300 kilomètres et 10 francs par 100 kilomètres ou fraction de 100 kilomètres en excédent avec maximum de 120 francs. »

« Article 20. — Les communications locales, interurbaines et internationales demandées à partir des cabines téléphoniques publiques, sont soumises à une surtaxe fixée à 5 francs par unité de conversation. »

« Article 21. — La taxe des avis d'appel et des préavis téléphoniques est de :

« 25 francs, lorsque l'unité de conversation n'excède pas 50 francs ;

« 30 francs, lorsque l'unité de conversation n'excède pas 60 francs ;

« 35 francs, lorsque l'unité de conversation est supérieure à 70 francs. »

« Article 28. —

« b) Taxe de raccordement, une fois payée, de 10.000 francs dans les réseaux desservis par batterie centrale et de 8.000 francs dans les réseaux desservis par batterie locale. »

« Article 35. —

« c) Taxe de raccordement :

« Tout transfert effectué d'un réseau desservi par un commutateur à batterie locale dans un réseau desservi par batterie centrale, donne lieu au paiement d'une taxe complémentaire de 2.000 francs. Dans les autres cas le raccordement des postes transférés est effectué gratuitement. »

ART. 2. — Le directeur des finances et le directeur de l'Office des postes, des télégraphes et des téléphones sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté, dont les dispositions entreront en vigueur à compter du 1^{er} juillet 1950.

Fait à Rabat, le 10 ramadan 1369 (26 juin 1950).

MOHAMED EL MOKRI.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 26 juin 1950.

Le Commissaire résident général,

A. JUIN.

Subdélégation en matière de légalisation de signatures.

Par décision du secrétaire général du Protectorat du 1^{er} juin 1950, subdélégation particulière des pouvoirs et attributions du secrétaire général du Protectorat est donnée aux chefs de régions, aux secrétaires généraux de régions ainsi qu'à leurs intérimaires, pour légaliser les signatures des fonctionnaires marocains et des agents de l'autorité administrative, chargés d'établir ou de viser les actes de notoriété établis dans les conditions prévues par le dahir du 21 juillet 1936 qui doivent être produits hors du territoire de l'Empire chérifien.

Arrêté du secrétaire général du Protectorat du 17 juin 1950 fixant les nouveaux tarifs des chemins de fer sur les réseaux du chemin de fer du Maroc.

LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DU PROTECTORAT,
Chevalier de la Légion d'honneur,

Vu le dahir du 25 février 1941 sur la réglementation et le contrôle des prix et les dahirs qui l'ont modifié ou complété ;

Vu l'arrêté résidentiel du 25 février 1941 pris pour l'application du dahir précité et les arrêtés qui l'ont modifié ou complété ;

Vu l'arrêté du secrétaire général du Protectorat du 29 novembre 1948 fixant les tarifs des chemins de fer sur les réseaux de chemins de fer du Maroc ;

Sur la proposition du directeur des travaux publics,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — *Voyageurs.* — A partir du 19 juin 1950, la compagnie des chemins de fer du Maroc, la compagnie des chemins de fer du Maroc oriental et la compagnie du Tanger-Fès sont autorisées à appliquer les tarifs kilométriques suivants pour le transport des voyageurs :

1 ^{re} classe	3 fr. 75
2 ^e classe	2 fr. 75
3 ^e classe	2 fr. 15
4 ^e classe	1 fr. 30

Dans ces tarifs sont inclus les impôts perçus par l'État.

ART. 2. — *Bagages.* — A la même date, le droit d'enregistrement des bagages est fixé à 55 francs ; le tarif des excédents sera fixé à 35 francs par tonne et par kilomètre.

ART. 3. — A la même date, le droit fixe prévu aux conditions générales d'application des tarifs G. V. et P. V. pour les expéditions par wagon complet, est porté de 110 à 140 francs par tonne et pour les expéditions de détail, de 220 francs à 280 francs par tonne.

ART. 4. — A la même date, les prix appliqués aux transports en grande vitesse sur C.F.M., C.M.O. et T.F. sont fixés suivant les trois barèmes prévus aux tarifs généraux par wagon complet.

Par tonne et par kilomètre :

6 fr. 50 ;
9 fr. 10 ;
12 fr. 90.

ART. 5. — A la même date, il est substitué aux barèmes actuels appliqués sur C.F.M. et T.F. pour les transports en petite vitesse, par wagon complet, les barèmes suivants :

BARÈMES	1	2	3	4	5	6
Prix par tonne et par kilomètre.....	5 francs	4 fr. 50	3 fr. 80	3 fr. 20	2 fr. 70	2 fr. 50

ART. 6. — Pour les expéditions de détail en G.V. dont le poids excède 50 kilos, les taux actuels sont remplacés par les suivants, applicables à l'ensemble des réseaux C.F.M. et T.F. :

Par tonne et par kilomètre :

1 ^{re} catégorie : 5 francs ;
2 ^e catégorie : 9 fr. 50 ;
3 ^e catégorie : 13 fr. 50.

ART. 7. — A la même date, les prix de transport applicables aux colis d'un poids égal ou inférieur à 50 kilos, sont majorés dans les mêmes conditions.

ART. 8. — L'arrêté susvisé du 29 novembre 1948 est abrogé.

Rabat, le 17 juin 1950.

BARADUC.

**Arrêté du secrétaire général du Protectorat du 21 juin 1950
fixant le prix maximum du sucre de vente réglementée.**

LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DU PROTECTORAT,
Chevalier de la Légion d'honneur,

Vu le dahir du 25 février 1941 sur la réglementation et le contrôle des prix; et les dahirs qui l'ont modifié ou complété;

Vu l'arrêté résidentiel du 25 février 1941 pris pour l'application du dahir susvisé, et les arrêtés qui l'ont modifié ou complété;

Vu le dahir du 25 février 1941 instituant une caisse de compensation, et les dahirs qui l'ont modifié ou complété;

Vu l'arrêté interdirectorial du 15 janvier 1946 concernant l'importation en zone française du Maroc de certaines marchandises, et les arrêtés qui l'ont modifié ou complété;

Vu l'arrêté du secrétaire général du Protectorat du 31 décembre 1948 fixant le prix maximum du sucre soumis à répartition, et les arrêtés qui l'ont modifié ou complété,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — A compter du 23 juin 1950, le prix maximum du sucre de vente réglementée est fixé ainsi qu'il suit, marchandise livrée au magasin des grossistes, Casablanca, ou sur wagon départ :

PRÉSENTATION	PRIX au quintal	CONDITIONNEMENT
	Francs	
Pains de 2 kilos fabriqués par :		Habillés sous papier, en sacs ou caisses carton, emballages perdus.
Centrifugation	9.865	
Égouttage	9.970	
Concassés de pains nus et pains de 2 kilos nus ..	9.605	En sacs ou caisses carton, emballages perdus.
Pains de 1 kg. 500 (prix de base)	9.885	Habillés sous papier, en sacs ou caisses carton, emballages perdus.
Coupés	9.700	En boîtes carton de 1 kilo mises en fardeaux de 5 kilos sous papier.
Granulés	9.200	En sacs perdus.

Ces prix résultent d'une péréquation entre les prix de revient des sucres, bruts ou raffinés, transformés au Maroc et ceux des sucres importés raffinés et revendus en l'état. La différence entre le prix de revient de chaque importation de sucre, brut ou raffiné, et le prix qui sert de base à la péréquation fait l'objet d'un compte, créateur ou débiteur suivant le cas, entre l'importateur et la caisse de compensation.

ART. 2. — Les stocks, au 23 juin 1950, de sucre de vente réglementée, détenus par les importateurs et par les fabricants de sucre (Compagnie sucrière et Omnium industriel du Moghreb), seront déclarés le 23 juin 1950.

Les déclarations souscrites par les importateurs seront adressées simultanément à la région (section économique) et à la direction de l'agriculture, du commerce et des forêts (bureau de l'alimentation). Elles préciseront l'adresse exacte des différents magasins où la marchandise déclarée est entreposée.

Les fabricants de sucre déclareront, dans les mêmes conditions que les importateurs, les quantités de sucre prêtes à être livrées aux grossistes. Ils déclareront, en outre, à la même date, mais uniquement à la direction de l'agriculture, du commerce et des forêts (bureau de l'alimentation) leurs stocks de sucre non encore transformé et en cours de transformation.

ART. 3. — Les importateurs recevront de la caisse de compensation une ristourne de 1.000 francs par quintal de sucre de vente réglementée, autre que granulé, effectivement détenu par eux à la date du 23 juin 1950.

Les fabricants de sucre seront crédités de la même somme pour le sucre en stock prêt à être livré et d'une somme proportionnelle pour le sucre non encore transformé ou en cours de transformation.

ART. 4. — Les importateurs et les fabricants de sucre adresseront, au plus tard le 26 juin 1950, à la direction de l'agriculture, du commerce et des forêts (bureau de l'alimentation), un état, signé et certifié sincère, détaillant les quantités de sucre de vente réglementée vendues par eux du 9 au 22 juin inclus; ces états mentionneront la date et la composition de chaque vente, ainsi que le nom et l'adresse de l'acheteur.

ART. 5. — Les importateurs recevront de la caisse de compensation une ristourne de 1.000 francs par quintal de sucre de vente réglementée, autre que granulé, effectivement vendu par eux aux grossistes du 9 au 22 juin 1950 inclus.

Les fabricants de sucre seront crédités de la même somme.

En contrepartie, les importateurs et les fabricants de sucre devront reverser à chacun de leur client grossiste 1.000 francs par quintal de sucre de vente réglementée, autre que granulé, effectivement vendu du 9 au 22 juin 1950 inclus.

ART. 6. — Les grossistes seront tenus, à leur tour, de reverser à leurs clients, demi-grossistes et détaillants, 1.000 francs par quintal de sucre de vente réglementée, autre que granulé, vendu à ces clients du 16 au 22 juin 1950 inclus.

Les demi-grossistes reverseront aux détaillants 1.000 francs par quintal de sucre de vente réglementée, autre que granulé, vendu par eux à ces détaillants du 19 au 22 juin 1950 inclus.

ART. 7. — La marge maximum des importateurs de sucre raffiné de vente réglementée est fixée à 375 francs par quintal net, quelles que soient la nature et la provenance de la marchandise, ainsi que le bureau de douane par lequel elle est importée.

Cette marge comprend le bénéfice de l'importateur et couvre forfaitairement tous les frais et risques incombant à cet importateur entre la sortie de la marchandise du bureau de douane et sa livraison au magasin grossiste ou sa remise en gare (du chemin de fer ou du B.C.T.), lorsque ce magasin ou cette gare sont situés dans la même localité que le bureau de douane d'entrée au Maroc.

A titre transitoire, pour le sucre mis à la consommation antérieurement à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté, les importateurs bénéficieront, à partir du troisième mois de stockage, d'une prime calculée au taux mensuel de 0,75 %. Cette prime cessera d'être payée sur le sucre en stock après le 31 août 1950.

ART. 8. — Les prix de revente par les grossistes, les demi-grossistes et les détaillants sont librement débattus entre les intéressés.

ART. 9. — Le directeur de l'agriculture, du commerce et des forêts et le directeur de la caisse de compensation sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté.

ART. 10. — Sont abrogés l'arrêté susvisé du 31 décembre 1948 fixant le prix maximum du sucre soumis à répartition et les arrêtés qui l'ont modifié ou complété.

Rabat, le 21 juin 1950.

BARADUC.

Arrêté du secrétaire général du Protectorat du 26 juin 1950 modifiant l'arrêté du 28 avril 1950 fixant le prix maximum des huiles comestibles raffinées autres que celle d'olive pure.

LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DU PROTECTORAT,
Chevalier de la Légion d'honneur,

Vu le dahir du 25 février 1941 sur la réglementation et le contrôle des prix, et les dahirs qui l'ont modifié ou complété;

Vu l'arrêté résidentiel du 25 février 1941 pris pour l'application du dahir susvisé, et les arrêtés qui l'ont modifié ou complété;

Vu l'arrêté du secrétaire général du Protectorat du 28 avril 1950 fixant le prix maximum des huiles comestibles raffinées autres que celle d'olive pure,

ARRÊTE :

ARTICLE UNIQUE. — Le troisième alinéa de l'article premier de l'arrêté susvisé du 28 avril 1950 est abrogé et remplacé par le suivant :

« Article premier. —

« Les huiles présentées en bouteilles cachetées, munies d'une étiquette mentionnant le nom et l'adresse du conditionneur, ainsi que la contenance effective et garantie, seront vendues au détail, verre à échanger, au prix maximum obtenu en multipliant le volume, exprimé en litre, de l'huile réellement contenue dans la bouteille, par 220. Ce taux de 220 comprend, outre la valeur de l'huile, comptée à 210 francs le litre, les frais de conditionnement, chiffrés forfaitairement à 10 francs par litre ; il pourra être majoré, s'il y a lieu, des frais d'approche prévus au deuxième alinéa du présent article. »

Rabat, le 26 juin 1950.

BARADUC.

Arrêté du secrétaire général du Protectorat du 26 juin 1950 modifiant l'arrêté du 30 mars 1949 fixant le prix des produits pharmaceutiques.

LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DU PROTECTORAT,
Chevalier de la Légion d'honneur,

Vu le dahir du 25 février 1941 sur la réglementation et le contrôle des prix, et les dahirs qui l'ont modifié ou complété ;

Vu l'arrêté résidentiel du 25 février 1941 pris pour l'application du dahir susvisé, et les arrêtés qui l'ont modifié ou complété ;

Vu l'arrêté du secrétaire général du Protectorat du 20 novembre 1946 pris pour l'application du régime des taux et marges limites de marque brute ;

Vu l'arrêté du secrétaire général du Protectorat du 31 décembre 1947 rendant la liberté aux prix des spécialités pharmaceutiques de fabrication locale ;

Vu l'arrêté du secrétaire général du Protectorat du 30 mars 1949 fixant le prix des produits pharmaceutiques ;

Sur proposition du directeur de la santé publique et de la famille,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — L'article premier de l'arrêté susvisé du 30 mars 1949 est abrogé et remplacé par les dispositions suivantes :

« Article premier. — Le prix de vente à public dans tous les centres du Maroc des spécialités pharmaceutiques et des produits similaires importés de France ou des autres pays de l'Afrique du Nord française et dont la vente est exclusivement réservée aux pharmaciens, est déterminé en appliquant au prix public fixé dans le pays d'origine les majorations ci-après variant selon le poids net unitaire et le prix public dans le pays d'origine des produits en question :

	Majorations maxima.
« Poids net inférieur à 50 grammes :	
« Prix public égal ou inférieur à 80 francs	12 %
« Prix public supérieur à 80 francs	11 %
« Poids net compris entre 51 et 100 grammes :	
« Prix public égal ou inférieur à 125 francs	14 %
« Prix public supérieur à 125 francs	12 %
« Poids net compris entre 101 et 200 grammes :	
« Prix public égal ou inférieur à 180 francs	16 %
« Prix public supérieur à 180 francs	14 %

« Poids net compris entre 201 et 350 grammes :	
« Prix public égal ou inférieur à 225 francs	20 %
« Prix public supérieur à 225 francs	18 %

« Poids net compris entre 351 et 500 grammes :	
« Prix public égal ou inférieur à 300 francs	26 %
« Prix public supérieur à 300 francs	24 %

« Poids net supérieur à 501 grammes :	
« Prix public égal ou inférieur à 350 francs	31 %
« Prix public supérieur à 350 francs	28 %

« Par poids net on entend le poids du produit dans son conditionnement d'origine, tel qu'il est remis généralement au public par le pharmacien.

« Des dérogations pourront être accordées, à titre exceptionnel, sur proposition du directeur de la santé publique et de la famille.

« Une étiquette spéciale apposée sur chaque produit, doit porter visiblement le prix de vente au public avec la mention « prix obligatoire de vente au Maroc ».

« En ce qui concerne les échantillons remis pour essais au corps médical, les conditionnements devront porter une étiquette avec la mention « échantillon médical gratuit, vente interdite ».

ART. 2. — Les dispositions du présent arrêté entreront en vigueur à compter du 15 juillet 1950, sauf en ce qui concerne les nouvelles règles d'étiquetage des prix des spécialités qui devront toutefois être appliquées dans les trois mois qui suivront la parution du présent arrêté.

Rabat, le 26 juin 1950.

BARADUC.

Arrêté du directeur des finances du 20 juin 1950 pris pour l'application du dahir du 15 avril 1950 (27 jourmada II 1369) autorisant le Gouvernement chérifien à émettre des bons d'équipement à deux, trois ou quatre ans.

LE DIRECTEUR DES FINANCES,
Chevalier de la Légion d'honneur,

Vu le dahir du 15 avril 1950 (27 jourmada II 1369) autorisant l'émission au Maroc de bons d'équipement à deux, trois ou quatre ans, et, notamment, son article 3,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — La première tranche des bons d'équipement, dont l'émission est autorisée par le dahir susvisé du 15 avril 1950, sera représentée par des coupures de 10.000, 100.000, 1.000.000 et 5.000.000 de francs, sous la forme au porteur.

Ces bons seront endossables et pourront faire l'objet d'un barrement général ou spécial.

L'émission durera du 1^{er} au 6 juillet 1950.

ART. 2. — Pour une valeur nominale de 10.000 francs ces bons d'équipement seront émis à 8.400 francs et remboursables au gré du porteur à :

10.000 francs le 1 ^{er} juillet 1952 ;
10.450 francs le 1 ^{er} juillet 1953 ;
11.250 francs le 1 ^{er} juillet 1954.

ART. 3. — Les souscriptions auront lieu en espèces ou par chèques et par virements.

ART. 4. — Les commissions de toute nature que le Gouvernement pourrait avoir à verser seront fixées par accord entre le directeur des finances et l'établissement bancaire chargé des opérations.

Rabat, le 20 juin 1950.

E. LAMY.

Arrêté du directeur de l'agriculture, du commerce et des forêts du 15 juin 1950 relatif au contrôle technique à la fabrication, à la transformation, au conditionnement, au stockage et à l'exportation des amandes sèches, des noix et cerneaux, des dattes, des fruits séchés (figues, raisins, abricots, pêches, etc.), des pâtes de fruits sans miel ni sucre, des légumes déshydratés et des noyaux et amandons de noyaux.

LE DIRECTEUR DE L'AGRICULTURE, DU COMMERCE
ET DES FORÊTS,
Officier de la Légion d'honneur,

Vu le dahir du 14 janvier 1922 relatif à l'exportation de certains animaux et de certaines marchandises, modifié par le dahir du 22 avril 1922, et notamment son article 2 ;

Vu le dahir du 1^{er} septembre 1944 relatif au fonctionnement du contrôle technique de la fabrication, du conditionnement et de l'exportation marocains ;

Vu l'arrêté viziriel du 1^{er} septembre 1944 relatif à l'application du contrôle technique de la fabrication, du conditionnement et de l'exportation marocains, modifié et complété par les arrêtés viziriels des 12 juin 1947, 8 février et 5 avril 1949 ;

Vu l'arrêté du directeur général de l'agriculture, du commerce et de la colonisation du 22 juin 1934 relatif au contrôle à l'exportation des amandes décortiquées ;

Vu l'arrêté du directeur général de l'agriculture du 27 mai 1936 relatif au contrôle des fruits à l'exportation ;

Vu l'arrêté du directeur des affaires économiques du 2 juin 1939 relatif au contrôle technique des noix fraîches à l'exportation ;

Vu l'arrêté du directeur de la production agricole, du commerce et du ravitaillement du 22 février 1941 relatif au contrôle technique des raisins secs à l'exportation ;

Vu l'arrêté du directeur de la production agricole, du commerce et du ravitaillement du 22 février 1941 modifié par l'arrêté du 1^{er} octobre 1941, relatif au contrôle technique des figues sèches à l'exportation ;

Vu l'arrêté du directeur de la production agricole, du commerce et du ravitaillement du 5 juin 1941 relatif au contrôle des fruits secs ;

Vu l'arrêté du directeur de la production agricole, du commerce et du ravitaillement du 11 décembre 1941 relatif au contrôle des pâtes de fruits avec ou sans miel, sans sucre ;

Vu l'arrêté du directeur du commerce et du ravitaillement du 16 octobre 1942 relatif au contrôle des noyaux de fruits à l'exportation ;

Vu l'arrêté du directeur des affaires économiques du 27 avril 1944 portant interdiction de la fabrication des pains et pâtes de figues, de dattes et de pêches et prescrivant le recensement des stocks de ces produits ;

Vu l'arrêté du directeur des affaires économiques du 22 décembre 1944 relatif au maintien en vigueur des dispositions prises en application du dahir du 21 juin 1934, modifié par celui du 22 mars 1938, concernant le contrôle technique de la production marocaine à l'exportation ;

Vu l'arrêté du directeur de l'agriculture, du commerce et des forêts du 13 juillet 1948 relatif à l'agrèage des usines et ateliers fabriquant, transformant, conditionnant ou stockant des produits alimentaires soumis au contrôle technique à la fabrication et au conditionnement de l'Office chérifien de contrôle et d'exportation, et aux normes hygiéniques auxquelles doivent satisfaire ces ateliers et usines et auxquelles leur personnel doit se conformer ;

Après avis de la commission technique des fruits secs et des fruits et légumes séchés et déshydratés de l'Office chérifien de contrôle et d'exportation, émis au cours de ses réunions des 18 juin, 28 octobre, 6 décembre 1948 et 21 février 1949,

ARRÊTE :

CHAPITRE PREMIER.

DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

ARTICLE PREMIER. — *Déclaration à souscrire, agrèage des ateliers, normes d'hygiène.* — Tout industriel ou commerçant se livrant à

la fabrication, à la transformation, au conditionnement, au stockage ou à l'exportation : des amandes sèches, des noix et cerneaux, des dattes, des fruits séchés (figues, raisins, abricots, pêches, etc.), des pâtes de fruits sans miel ni sucre, des légumes déshydratés, des noyaux et amandons de noyaux, est soumis :

1° Aux dispositions de l'arrêté du 13 juillet 1948 relatif à l'agrèage des usines et ateliers fabriquant, transformant, conditionnant ou stockant des produits alimentaires soumis au contrôle technique à la fabrication et au conditionnement de l'Office chérifien de contrôle et d'exportation, et aux normes hygiéniques auxquelles doivent satisfaire ces ateliers et usines et auxquelles leur personnel doit se conformer ;

2° Aux dispositions du présent arrêté : Tout producteur, conditionnant, fabriquant ou exportant les mêmes produits, est soumis aux mêmes obligations.

ART. 2. — *Dépôt de marque à l'O.C.E.* — Toute personne fabriquant, transformant, conditionnant, stockant ou exportant les différents produits visés au présent arrêté doit déposer à l'Office chérifien de contrôle et d'exportation les différentes marques (y compris, le cas échéant, les marques de distribution) sous lesquelles seront vendus les différents produits ou les différentes qualités de produits visés au présent arrêté.

ART. 3. — *Certificat d'inspection.* — Les certificats d'inspection relatifs aux expéditions hors de la zone française de l'Empire chérifien des produits visés au présent arrêté, doivent constater que les marchandises contrôlées répondent aux conditions imposées par celui-ci, faute de quoi le service des douanes refusera l'exportation.

La durée de validité des certificats d'inspection délivrés par les agents de l'Office chérifien de contrôle et d'exportation, est fixée ainsi qu'il suit :

Amandes sèches	20 jours.
Noix et cerneaux	20 —
Dattes	8 —
Fruits séchés	8 —
Pâtes de fruits	8 —
Légumes déshydratés	8 —
Noyaux et amandons de noyaux	20 —

ART. 4. — *Qualité.* — Les produits visés au présent arrêté doivent répondre aux conditions de qualités exigées par celui-ci pour chaque catégorie de produit.

ART. 5. — *Emploi de produits antiseptiques, colorants, aromatisants ou édulcorants.* — Il est interdit d'utiliser au cours de la fabrication, de la transformation, du conditionnement ou du stockage des produits visés au présent arrêté, ou d'ajouter à ces produits en vue de leur conservation, de leur coloration, de leur aromatisation ou de leur édulcoration, tous produits autres que ceux dont l'emploi est déclaré licite par la réglementation marocaine en matière de répression des fraudes sur les denrées alimentaires.

ART. 6. — *Appellation des produits.* — Toutes les appellations généralement employées dans le commerce et destinées à faire ressortir une qualité particulière, telles que « luxe », « choix », « surchoix », « supérieur », etc., ne peuvent figurer ni sur les emballages élémentaires des produits visés au présent arrêté, ni à l'intérieur des emballages.

Seules doivent figurer les appellations qualitatives prévues pour certains produits par le présent arrêté.

ART. 7. — *Désinsectisation.* — Les produits visés au présent arrêté, à l'exception des amandes en coques, des noix en coques et des noyaux, doivent obligatoirement avoir subi, préalablement à leur exportation, un traitement de désinsectisation dans des installations, suivant des modalités et par un procédé approuvés par le chef du service de la défense des végétaux.

Les produits doivent être fumigés dans leurs emballages définitifs dans les quinze jours qui précèdent l'exportation.

Les légumes déshydratés et leurs dérivés ne sont soumis à la fumigation qu'autant qu'ils ont été obtenus par séchage solaire, ou que, traités industriellement, ils ne sont pas emballés immédiatement après déshydratation.

Les agents du service de la défense des végétaux et les agents de l'Office chérifien de contrôle et d'exportation, peuvent, chacun en ce qui les concerne, procéder à tout moment au contrôle des opérations de fumigation.

La mention « fumigé » et la date de la fumigation doivent obligatoirement être portées sur les emballages d'expédition.

ART. 8. — *Emballages.* — Les normes des emballages élémentaires et les normes des emballages d'expédition utilisés à l'exportation et destinés à contenir les produits visés au présent arrêté seront fixées par décision ultérieure.

Par « emballage élémentaire », il faut entendre l'emballage qui sert à présenter le produit au consommateur en unités de vente.

Par « emballage d'expédition », il faut entendre l'emballage contenant les emballages élémentaires, ou des produits nus, et constitué de façon à satisfaire aux exigences du transport.

ART. 9. — *Conditionnement.* — L'emploi, dans les colis destinés à l'exportation, de paille, de fourrage ou de papier imprimé dont le texte ne se rapporte pas exclusivement au produit contenu, est interdit.

Les produits visés au présent arrêté, mis en caissettes en bois, sans emballages élémentaires, doivent, à l'exception des amandes en coques et des noix en coques, être isolés des parois et protégés contre toute pénétration d'insectes ou d'agents de destruction de l'extérieur, par une pellicule souple, transparente ou un papier spécial (cristal, glacé, sulfurisé, métallique, etc.), ou un papier de pliage neuf, blanc, ou coloré au moyen d'une substance dont l'emploi est autorisé pour l'emballage des produits alimentaires, la couleur devant être indélébile.

Les produits visés au présent arrêté et exportés sur l'étranger peuvent être conditionnés en emballages d'un poids conforme aux usages commerciaux du pays importateur.

Les colis doivent être homogènes, c'est-à-dire ne contenir que des produits de la même espèce botanique, de variétés analogues, de même coloration, de même qualité et présentés en emballages élémentaires identiques (sauf exception prévue à l'article 13 du présent arrêté).

ART. 10. — *Marquage des emballages élémentaires.* — Outre les mentions imposées par le pays importateur, les emballages élémentaires destinés à l'exportation doivent porter, d'une manière indélébile, les indications suivantes, soit en français, soit dans la langue du pays importateur :

1° La nature du produit, conformément aux dispositions prévues au présent arrêté pour chaque produit ;

2° La mention d'origine : « Produit du Maroc français » ;

3° Le nom, ou la raison sociale, ou la marque du conditionneur, ou la marque correspondant à chaque produit ou à chaque qualité de produit, ou le numéro d'inscription à l'Office chérifien de contrôle et d'exportation de l'atelier ou de l'usine de conditionnement, ou la marque de distribution, suivie obligatoirement dans ce dernier cas du numéro d'inscription de l'atelier ou de l'usine de conditionnement ;

4° Pour les produits pour lesquels il est prévu par le présent arrêté plusieurs qualités, la qualité ;

5° Le poids net du produit à l'emballage ;

6° Facultativement, pour les produits pour lesquels il est prévu un calibrage, le calibre.

ART. 11. — *Marquage des emballages d'expédition.* — Les dispositions suivant lesquelles les indications exigées au présent article doivent être apposées sur les emballages d'expédition, et les dimensions des caractères typographiques, seront fixées par décision ultérieure.

Outre les mentions imposées par le pays importateur, les emballages d'expédition destinés à l'exportation doivent porter, d'une manière indélébile, les indications suivantes, soit en français, soit dans la langue du pays importateur :

1° Les mentions :

a) « Emballeur » ou « EMB. », suivie de l'une des mentions prévues à l'alinéa 3 de l'article précédent ;

b) « Exportateur » ou « EXP. », suivie du nom, ou de la raison sociale, ou de la marque de l'exportateur.

Exemple : « EMB. 356 ».

« EXP. Durand ».

Lorsque le conditionnement est assuré par l'exportateur, les indications prévues ci-dessus doivent être remplacées par la men-

tion « EMB. EXP. », suivie de l'une des mentions prévues à l'alinéa 3 de l'article précédent ;

Exemple : « EMB. EXP. 356 ».

2° La nature du produit, ainsi que son classement qualitatif et son calibre, s'il s'agit d'un produit pour lequel plusieurs qualités et plusieurs calibres sont prévus par le présent arrêté ;

3° Le nombre d'emballages élémentaires contenus dans la caisse, suivi de l'indication du poids net de chacun d'eux, s'il s'agit de caisses ;

Le poids brut et le poids net du produit contenu, s'il s'agit de fûts ou d'estagnons ;

Le poids net du produit contenu, s'il s'agit de sacs ;

4° Trois chiffres de 001 à 365 indiquant le jour de conditionnement, suivis d'une lettre indiquant l'année de conditionnement ou de fabrication, lettre fixée chaque année par le directeur de l'Office chérifien de contrôle et d'exportation, cette mention n'étant pas imposée pour les emballages contenant des amandes, des noix, des noyaux ou des amandons de noyaux ;

5° La mention d'origine « Produit du Maroc français » ;

6° La marque de contrôle de l'Office chérifien de contrôle et d'exportation ;

7° La marque nationale chérifienne, s'il y a lieu ;

8° La mention « fumigé », suivie de la date de fumigation, pour les produits pour lesquels, conformément à l'article 7 du présent arrêté, un traitement de désinsectisation est obligatoire.

ART. 12. — *Stockage et conservation.* — Après transformation, conditionnement ou fumigation, les produits visés au présent arrêté doivent être stockés dans des magasins propres, secs, obscurs ou peu éclairés, et dans de bonnes conditions de conservation les mettant à l'abri des éléments extérieurs (humidité, poussières, parasites, rongeurs, etc.).

Ces produits doivent pouvoir se conserver parfaitement au moins six mois, dans des conditions normales de transport et de stockage.

Les agents de l'Office chérifien de contrôle et d'exportation peuvent prélever sur tout lot, un échantillon qui sera emballé de façon étanche et conservé en observation dans les conditions prévues à l'alinéa premier du présent article.

ART. 13. — *Colis panachés.* — Par dérogation aux dispositions du dernier alinéa de l'article 9, plusieurs produits visés au présent arrêté peuvent être conditionnés dans un même emballage d'expédition, sous réserve :

1° Que le poids total du colis ne dépasse pas 10 kilos ;

2° Que les poids nets des divers emballages élémentaires contenus soient au plus égal à 1 kilo ;

3° Que les amandes en coques soient à coque papier ou à coque tendre ;

Que les amandes décortiquées soient de qualité extra ou de première qualité ;

Que les cerneaux soient des cerneaux entiers, ou des moitiés de cerneaux de couleur jaune paille ou jaune ;

Que les dattes soient de qualité extra ;

Que les fruits séchés soient de qualité extra ou de première qualité.

Outre les indications prévues à l'article 11 du présent arrêté pour le marquage des emballages d'expédition, chaque colis panaché doit porter, par marquage direct de la caisse ou par étiquette parfaitement adhérente, la liste et le poids net de chacun des produits contenus dans la caisse.

CHAPITRE II.

AMANDES SÈCHES.

ART. 14. — *Qualité.* — Les amandes sèches, décortiquées ou non, doivent être saines, loyales et marchandes, provenir de la récolte de l'année et avoir atteint sur l'arbre leur complet développement et leur pleine maturité, être propres, exemptes de taches, tares, lésions, blessures, ou maladies pouvant nuire à leur présentation ou à leur conservation, exemptes d'impuretés, de poussières, de terre et de corps étrangers, de parasites visibles à l'œil nu, externes ou internes, morts ou vivants, de lésions provenant des rongeurs ou parasites, bien sèches pour assurer leur bonne conservation, de bonne odeur, sans trace de fermentation, de rancissement ou de moisissure, bien formées, de couleur spécifique et franches de goût.

ART. 15. — Classement qualitatif des amandes douces :

A. — Amandes douces en coques :

Les amandes douces en coques doivent remplir les conditions de qualité prévues à l'article 14 du présent arrêté, et doivent être classées dans l'une des quatre qualités suivantes :

CLASSEMENT QUALIFICATIF	POURCENTAGE en poids d'amandons consommables par rapport au poids d'amandes.
Amandes à coques papier	Plus de 55 %
Amandes à coques tendres	47,1 à 55 %
Amandes à coques mi-tendres	35,1 à 47 %
Amandes à coques dures	18 à 35 %

Dans chaque qualité, les tolérances ci-après sont admises :

- 2 % en nombre d'amandes amères ;
- 0,5 % en poids d'impuretés (poussières, débris de coques, corps étrangers, etc.).

B. — Amandes douces décortiquées :

Les amandes douces décortiquées doivent remplir les conditions de qualité prévues à l'article 14 du présent arrêté, et être classées dans l'une des quatre qualités suivantes, pour lesquelles les tolérances ci-après sont admises :

TOLÉRANCES ADMISES	QUALITÉS			
	Extra	Première	Standard	Marchande
Pourcentage maximum en poids d'amandes blessées (est considérée comme amande blessée toute amande à laquelle manque une fraction inférieure à la moitié de l'amandon ; cependant n'est pas considéré comme blessé un amandon dont l'épiderme seul a été partiellement enlevé)	2	3		
Pourcentage maximum en poids de brisures (est considérée comme brisure toute partie d'amande égale ou inférieure à la moitié d'une amande)			4	8
Pourcentage maximum en poids d'amandes mal venues, avortées, brûlées, piquées, rances, moisies, etc.	0,25	0,50	1	1
Pourcentage maximum en poids d'impuretés (poussières, débris de coques, corps étrangers)				1
Pourcentage maximum en nombre d'amandes amères	0	2	3	3

ART. 16. — Classement qualitatif des amandes amères. — Les amandes amères doivent remplir les conditions de qualité prévues à l'article 14 du présent arrêté et être décortiquées. Elles doivent être classées dans l'une des trois qualités suivantes, pour lesquelles les tolérances ci-après sont admises :

TOLÉRANCES ADMISES	QUALITÉS		
	Extra	Première	Standard
Pourcentage maximum en poids d'amandes blessées (est considérée comme amande blessée toute amande à laquelle manque une fraction inférieure à la moitié de l'amandon ; cependant n'est pas considéré comme blessé un amandon dont l'épiderme seul a été partiellement enlevé)	2	5	
Pourcentage maximum en poids de brisures (est considérée comme brisure toute partie d'amande égale ou inférieure à la moitié d'une amande)			10
Pourcentage maximum en poids d'amandes mal venues, avortées, brûlées, piquées, rances, moisies, etc.	0,25	0,50	1
Pourcentage maximum en poids d'impuretés (poussières, débris de coques, corps étrangers)			1
Pourcentage maximum en nombre d'amandes douces	2	3	5

ART. 17. — Brisures d'amandes décortiquées (douces ou amères). — Les brisures d'amandes décortiquées doivent provenir d'amandes remplissant les conditions de qualité prévues à l'article 14 du présent arrêté. Elles ne doivent pas contenir :

- 1° Plus de 10 % en poids d'amandes entières ou simplement blessées ;
- 2° Plus de 1 % en poids d'amandes piquées, rances, moisies, etc. ;
- 3° Plus de 1 % en poids d'impuretés (poussières, débris de coques, corps étrangers) ;
- 4° Plus de 3 % en poids de brisures d'amandes amères s'il s'agit de brisures d'amandes douces, plus de 5 % en poids de brisures d'amandes douces s'il s'agit de brisures d'amandes amères.

ART. 18. — Amandes grillées salées. — Les amandes grillées salées doivent être préparées avec des amandes douces décortiquées de qualité extra ou de première qualité.

Elles doivent être classées dans l'une des deux qualités suivantes :

- 1° Qualité extra ;
- 2° Première qualité,

et doivent être conformes aux standards de ces qualités, tels qu'ils sont fixés au paragraphe B de l'article 15 du présent arrêté, pour les amandes douces décortiquées.

ART. 19. — Qualités exportables. — Seules sont admises à l'exportation :

- 1° Les amandes douces en coques à coques papier, à coques tendres, à coques mi-tendres et à coques dures ;
- 2° Les amandes douces décortiquées de qualité extra et de première qualité ;
- 3° Les amandes amères décortiquées de qualité extra et de première qualité ;
- 4° Les brisures d'amandes décortiquées (douces ou amères) ;
- 5° Les amandes grillées salées.

ART. 20. — Conditionnement :

A. — Amandes douces en coques :

Dans un même colis, les amandes douces en coques doivent être de variétés analogues, de même coloration, avoir atteint un degré de dessiccation suffisant et être de grosseur sensiblement uniforme.

Sont seuls autorisés pour l'exportation, les emballages suivants :

Le sac neuf réglé à 50 ou 60 kilos net ;

Les caissettes en bois ou en carton dont les caractéristiques seront fixées comme prévu à l'article 8 du présent arrêté.

Seules peuvent être exportées en caissettes et peuvent être conditionnées en emballages élémentaires de 250 grammes, 500 grammes, ou 1 kilo, les amandes douces à coques papier et les amandes douces à coques tendres.

B. — Amandes douces décortiquées :

Sont seuls autorisés pour l'exportation les emballages suivants :

Le sac neuf réglé à 70 kilos net ;

Les caissettes en bois ou en carton dont les caractéristiques seront fixées comme prévu à l'article 8 du présent arrêté.

Seules peuvent être conditionnées en emballages élémentaires de 100, 125, 250 ou 500 grammes, les amandes douces décortiquées de qualité extra ou de première qualité.

C. — Amandes amères décortiquées :

Est seul autorisé pour l'exportation le sac neuf réglé à 70 kilos net.

D. — Brisures d'amandes :

Sont seuls autorisés pour l'exportation les emballages suivants :

Le sac neuf réglé à 70 kilos net ;

Les caissettes en bois ou carton dont les caractéristiques seront fixées comme prévu à l'article 8 du présent arrêté.

E. — Amandes grillées salées :

Sont seuls autorisés pour l'exportation les emballages prévus à l'article 73 du présent arrêté pour le conditionnement des légumes déshydratés.

ART. 21. — *Marquage*. — Le marquage des emballages doit être conforme aux dispositions des articles 10 et 11 du présent arrêté.

La nature du produit et son classement qualitatif doivent être indiqués de la façon suivante :

A. — Amandes douces en coques :

- A coques papier..... « Amandes D. papier » ;
 A coques tendres..... « Amandes D. tendres » ;
 A coques mi-tendres..... « Amandes D. mi-tendres » ;
 A coques dures..... « Amandes D. dures ».

B. — Amandes douces décortiquées :

« Amandes D.D. », suivie de la mention de la qualité.

C. — Amandes amères décortiquées :

« Amandes A.D. », suivie de la mention de la qualité.

D. — Brisures d'amandes décortiquées :

« Amandes D. brisures » ou « Amandes A. brisures », suivant qu'il s'agit de brisures d'amandes douces ou de brisures d'amandes amères.

E. — Amandes grillées salées :

« Amandes grillées salées », suivie de la mention de la qualité.

CHAPITRE III.

NOIX ET CERNEAUX.

ART. 22. — *Qualité*. — Les noix et les cerneaux doivent être de qualité saine, loyale et marchande, provenir de la récolte de l'année et avoir atteint sur l'arbre leur complet développement et leur pleine maturité, être propres, exempts de taches, tares, lésions, blessures, ou maladies pouvant nuire à leur présentation ou à leur conservation, exempts d'impuretés, de poussières, de terre, et de corps étrangers, de parasites visibles à l'œil nu, externes ou internes, morts ou vivants, de lésions provenant des rongeurs ou parasites, bien secs pour assurer leur bonne conservation, de bonne odeur, sans trace de fermentation, de rancissement ou de moisissures, bien formés, de couleur spécifique et francs de goût.

TITRE PREMIER.

Noix en coques.

ART. 23. — *Classement qualitatif*. — Les noix doivent remplir les conditions de qualité prévues à l'article 22 du présent arrêté.

Elles doivent être sèches (c'est-à-dire susceptibles d'une conservation de longue durée), ne pas avoir été soumises au trempage, être parfaitement écalées, et avoir un diamètre minimum au moins égal à 25 millimètres.

Elles doivent être classées dans l'une des quatre qualités suivantes pour lesquelles les tolérances ci-après sont admises :

TOLÉRANCES ADMISES	QUALITÉS			
	Extra	Première	Standard	Marchande
Pourcentage en nombre de noix de calibre inférieur à 25 millimètres, mais cependant d'un diamètre minimum supérieur à 20 millimètres	10	10	10	10
Pourcentage maximum en nombre de noix mauvaises, creuses, demi-creuses, altérées, touchées, parasitées, brisées, etc., chaque partie sèche ou altérée comptant pour sa valeur décomptée par fraction d'un quart au moins (par exemple une noix demi-creuse et deux noix quart creuses sont comptées pour une noix mauvaise).....	3	6	12	20 (1)
Pourcentage maximum en poids d'impuretés (poussières, débris de coques, corps étrangers, etc.)	0,5	0,5	0,5	0,5

(1) Dont 12 % au maximum en nombre de noix inconsommables en totalité.

ART. 24. — *Banchiment des noix*. — Les noix peuvent être blanchies par soufrage, à condition que le produit présenté à l'exportation ne renferme pas plus de 1 % d'anhydride sulfureux.

ART. 25. — *Qualités exportables*. — Seules sont admises à l'exportation les noix de qualité extra et de première qualité.

ART. 26. — *Conditionnement*. — Seuls sont autorisés pour l'exportation, les emballages suivants :

Le sac neuf réglé à 30 ou 50 kilos net ;

Les caissettes en bois ou en carton dont les caractéristiques seront fixées comme prévu à l'article 8 du présent arrêté.

Seules peuvent être exportées en caissettes et peuvent être conditionnées en emballages élémentaires de 500 grammes ou 1 kilo, les noix sèches de qualité extra et de première qualité.

ART. 27. — *Marquage*. — Le marquage des emballages doit être conforme aux dispositions des articles 10 et 11 du présent arrêté.

TITRE II.

Cerneaux.

ART. 28. — *Définition*. — Le cerneau est la partie comestible de la noix, entièrement débarrassée de tous débris, de coques et de zeste, et suffisamment séchée pour être d'une conservation assurée.

ART. 29. — *Forme et couleur*. — Un cerneau est caractérisé par sa forme et par sa couleur.

A. — Forme :

Les cerneaux doivent être classés, au point de vue forme, de la façon suivante :

a) *Entier* : Cerneaux composés de deux moitiés telles qu'elles sont définies ci-dessous au paragraphe b) ;

b) *Moitié* : L'amande d'une noix, séparée en deux parties égales et entières, donne deux moitiés ;

c) *Quart* : Une moitié, séparée en deux parties égales et entières, donne deux quarts ;

d) *Invalide* : Un cerneau plus petit qu'un quart et plus gros qu'une brisure, telle qu'elle est définie ci-après, est dit « invalide » ;

e) *Brisure* : Un cerneau passant au travers d'un crible de 6 millimètres de diamètre est dit « brisure ».

B. — Couleur :

Les cerneaux doivent être classés, au point de vue couleur, de la façon suivante :

a) *Jaune paille* : Un cerneau est dit « jaune paille » lorsqu'à l'exception éventuelle des vaisseaux, il est uniformément de couleur paille ;

b) *Jaune ou jaune canari* : Un cerneau est dit « jaune » ou « jaune canari » lorsqu'à l'exception éventuelle des vaisseaux, il est de couleur jaune clair ;

c) *Arlequin clair* : Un cerneau est dit « arlequin clair » lorsqu'il est de couleur paille foncée, jaune foncé ou brun clair, à l'exclusion de brun foncé ou de noir ;

d) *Arlequin* : Un cerneau est dit « arlequin » lorsqu'il est brun foncé, à l'exclusion de noir.

ART. 30. — *Classement qualitatif*. — Les cerneaux doivent remplir les conditions de qualité prévues à l'article 22 du présent arrêté, et doivent être classés suivant leur forme et suivant leur couleur conformément à l'article 29, les tolérances ci-après étant admises :

1° Au point de vue forme :

Dans un lot de cerneaux entiers, il est toléré 10 % en poids de moitiés de cerneaux, écornés ou non, de quarts et d'invalides ;

Dans un lot de moitiés de cerneaux, il est toléré 20 % en poids de moitiés écornés, de quarts et d'invalides ;

Dans un lot de quarts de cerneaux, il est toléré 20 % en poids d'invalides et 2 % de brisures ;

Dans un lot de cerneaux invalides, il est toléré 2 % en poids de brisures.

2° Au point de vue couleur :

Dans un lot de cerneaux présenté sous une dénomination de couleur déterminée, il est toléré 2 % en poids de cerneaux de couleur plus foncée.

3° En ce qui concerne la présence d'impuretés :

Il est toréré 1 % en poids d'impuretés (débris de coques, débris de zeste, poussières, corps étrangers).

4° De plus, un lot de cerneaux présenté sous une forme et sous une couleur déterminées ne doit pas contenir :

- a) Plus de 5 % en poids de cerneaux de calibre supérieur ;
- b) Plus de 5 % en poids de cerneaux de couleur plus claire.

ART. 31. — *Qualités exportables.* — Seuls sont admis à l'exportation les cerneaux de forme « entiers », « moitiés », ou « quarts », et de couleur « jaune paille » ou « jaune ».

ART. 32. — *Conditionnement.* — Les cerneaux présentés à l'exportation doivent être emballés dans les caissettes en bois ou en carton dont les caractéristiques seront fixées comme prévu à l'article 8 du présent arrêté.

Ils peuvent être présentés en emballages élémentaires de 125, 250 ou 500 grammes.

ART. 33. — *Marquage.* — Le marquage des emballages doit être conforme aux dispositions des articles 10 et 11 du présent arrêté.

La nature du produit, sa forme et sa couleur doivent être indiquées de la façon suivante :

« Cerneaux », suivie de l'indication de leur classement suivant leur forme et suivant leur couleur.

Exemple : « Cerneaux, moitiés, jaunes ».

CHAPITRE IV.

DATTES.

ART. 34. — *Qualité.* — Les dattes doivent être saines, loyales et marchandes, mûres, entières, souples, bien formées.

Elles doivent provenir de la récolte de l'année et avoir atteint sur l'arbre leur complet développement et leur pleine maturité, être propres, exemptes de taches, tares, lésions, blessures ou maladies qu'elle qu'en soit l'origine, d'impuretés, de poussières, de terre et de corps étrangers (aucun crissement ne doit être perçu à la dégustation), de parasites visibles à l'œil nu, externes ou internes, morts ou vivants, de lésions provenant de rongeurs ou parasites.

Le taux d'humidité des dattes ne doit en aucun cas être supérieur à 25 %.

ART. 35. — *Classement qualitatif.* — Les dattes doivent remplir les conditions de qualité prévues à l'article 34 du présent arrêté, et doivent être classées dans l'une des trois qualités suivantes pour lesquelles les tolérances ci-après sont admises :

CONDITIONS EXIGÉES et tolérances admises	QUALITÉS		
	Extra	Première	Standard
Poids minimum des fruits	17 grammes.	13 grammes.	10 grammes.
Tolérance en nombre de fruits au kilo n'ayant pas le poids minimum, mais dont le poids est au moins égal au poids minimum exigé moins 1 gramme	2	4	6
Tolérance en poids de fruits éclatés	2 %	4 %	6 %
Tolérance en poids de fruits ne répondant pas aux autres conditions prévues à l'article 34, à l'exception des fruits insuffisamment secs, moisis, fermentés, ou parasités.	1 %	2 %	3 %

ART. 36. — *Qualités exportables.* — Seules sont admises à l'exportation les dattes de qualité extra et présentant les caractéristiques, soit des variétés du type Mejoule, soit des variétés du type Bou-Fegousse.

ART. 37. — *Conditionnement.* — Les dattes présentées à l'exportation doivent être logées dans des caissettes en bois ou en carton dont les caractéristiques seront fixées comme prévu à l'article 8 du présent arrêté.

Les dattes de qualité extra doivent être soigneusement rangées en emballages élémentaires de 250 grammes, 500 grammes ou 1 kilo, ces emballages élémentaires étant présentés soit sous pellicule souple et transparente, sous papier métallique ou métallisé, soit en boîtes en bois, cartonnées, métalliques, plastiques ou mixtes.

Si les dattes sont branchées, le poids des branches ne doit pas dépasser 5 % du poids total des dattes et des branches.

ART. 38. — *Marquage.* — Le marquage des emballages doit être conforme aux dispositions des articles 10 et 11 du présent arrêté.

La nature du produit, sa variété et son classement qualitatif doivent être indiqués de la façon suivante :

« Dattes », suivie d'une part du mot « Mejoule » ou du mot « Bou-Fegousse » suivant que la variété est du type Mejoule ou du type Bou-Fegousse, et d'autre part de la mention de la qualité :

Exemple : « Dattes Mejoule extra ».

CHAPITRE V.

FRUITS SÉCHÉS

(figues sèches, raisins secs, abricots et pêches séchés, etc.)

TITRE PREMIER.

Dispositions générales.

ART. 39. — *Matières premières.* — Les fruits destinés au séchage doivent être sains, normalement mûrs, de bonne venue, propres, exempts de laches non spécifiques, de tares ou de blessures.

ART. 40. — *Préparation.* — Le séchage des fruits doit suivre la cueillette aussitôt que possible.

L'eau employée pour le lavage des fruits doit être changée aussi souvent qu'il est nécessaire pour être maintenue propre pendant son usage.

Les fruits traités par sulfuration ne doivent pas contenir plus de 2 % d'anhydride sulfureux.

ART. 41. — *Qualité.* — Les fruits séchés doivent remplir les conditions de qualité prévues ci-après et doivent être classés dans l'une des cinq qualités suivantes :

- 1° Qualité extra ;
- 2° Première qualité ;
- 3° Qualité standard ;
- 4° Qualité marchande ;
- 5° Écarts de triage.

A. — Fruits séchés des qualités extra, première, standard et marchande :

Les fruits séchés doivent être sains, loyaux et marchands.

Ils doivent être souples, c'est-à-dire qu'étant serrés dans la paume de la main, ils doivent reprendre leur volume initial dès que la main est desserrée, et, en tout cas, ne doivent pas se prendre en masse. Ils doivent présenter après trempage un aspect, un gonflement et une élasticité satisfaisants.

Leur apparence doit être saine, agréable, leur couleur franche. Ils doivent être exempts de lésions, quelle qu'en soit la cause, et de parties croûtées.

Ils doivent être exempts d'odeur et de goût ne rappelant pas ceux du fruit frais ; leur saveur doit être normale sans astringence aucune, ni goût herbacé, ni arrière goût désagréable.

Ils doivent être propres, c'est-à-dire exempts de sable, terre, incrustations terreuses, débris de végétaux et de toute autre matière étrangère ; aucun crissement ne doit être perçu à la dégustation.

Ils doivent être utilisables sans déchets autres que les pépins dans le cas de raisins à pépins, la rafle dans le cas de raisins présentés en grappes entières, les noyaux dans le cas de pruneaux.

Il n'est toléré dans un lot de fruits séchés aucun fruit insuffisamment sec, moisi, fermenté, ou présentant des parasites visibles à l'œil nu, externes ou internes, morts ou vivants.

B. — Écarts de triage de fruits séchés :

Les écarts de triage de fruits séchés doivent être propres, c'est-à-dire exempts de sable, terre, incrustations terreuses, débris de végétaux et de toute autre matière étrangère, le pourcentage de matières terreuses ne devant pas dépasser 1 %.

Il n'est toléré dans un lot d'écarts de triage de fruits séchés aucun fruit insuffisamment sec, moisi, fermenté ou présentant des parasites vivants, externes ou internes, visibles à l'œil nu.

ART. 42. — *Qualités exportables.* — Seuls sont admis à l'exportation, les fruits séchés de qualité extra et de première qualité, et les écarts de triage de fruits séchés.

ART. 43. — *Conditionnement* :

A. — Fruits séchés de qualité extra et de première qualité :

Les fruits séchés de qualité extra et de première qualité doivent être emballés dans des caissettes en bois ou en carton dont les caractéristiques seront fixées comme prévu à l'article 8 du présent arrêté.

Les fruits séchés de qualité extra et de première qualité doivent être soigneusement rangés en emballages élémentaires de 125 grammes, 250 grammes ou 500 grammes, ces emballages élémentaires étant présentés soit sous pellicule souple et transparente, sous papier métallique ou métallisé, soit en boîtes en bois, cartonnées, métalliques, plastiques ou mixtes. (Les emballages élémentaires de 1 kilo sont admis dans le cas d'emballages élémentaires constitués par des boîtes).

B. — Écartis de triage de fruits séchés :

Les écartis de triage de fruits séchés doivent obligatoirement être logés en sacs propres et en bon état.

TITRE II.

Figues sèches.

ART. 44. — *Dispositions générales.* — Les figues séchées, dites « figues sèches », doivent répondre aux règles générales fixées au titre premier (art. 39 à 43) du présent chapitre, et aux conditions suivantes.

ART. 45. — *Classement qualitatif* :

A. — Figues sèches des qualités extra, première, standard et marchande :

Les figues sèches doivent remplir, d'une part, les conditions générales de qualité prévues pour tous les fruits séchés au paragraphe A de l'article 41 du présent arrêté, et, d'autre part, les conditions particulières suivantes :

Leur taux d'humidité ne doit en aucun cas être supérieur à 26 % ;

Elles doivent provenir de figues appartenant à des variétés dites blanches et à peau fine.

Elles doivent être classées dans l'une des quatre qualités suivantes pour lesquelles les tolérances ci-après sont admises :

CONDITIONS EXIGÉES et tolérances admises	QUALITÉS			
	Extra	Première	Standard	Marchande
Nombre de fruits au kilo	Moins de 61.	61 à 75	76 à 90	91 à 125
Couleur	Blonde ou rosée ou rose ambré.	Blonde ou rosée ou rose ambré.	Blonde à brun clair.	Blonde à brun.
Peau	Fine et translucide	Fine et translucide		
Poids minimum des fruits.....	14 grammes.	10 grammes.	9 grammes.	7 grammes.
Tolérance en nombre de fruits au kilo n'ayant pas le poids minimum mais dont le poids est au moins égal au poids minimum exigé, moins 1 gramme	2	4	6	8
Tolérance en poids de fruits éclatés	2 %	4 %	6 %	8 %
Tolérance en poids de fruits ne répondant pas aux autres spé- cifications du standard, à l'exclusion de fruits insuffi- samment secs, moisiss, fermen- tés ou parasites	1 %	2 %	3 %	4 %

La grosseur des figues sèches ne peut permettre, si elles ne remplissent par les conditions de coloration et de qualité de la peau, de les classer en qualités extra, première ou standard ; elles doivent dans ce cas être classées dans la qualité correspondant à leur coloration.

Dans un même emballage d'expédition, l'homogénéité doit être telle que le poids de la figue la plus grosse ne dépasse pas une fois et demie le poids de la figue la plus petite.

Les figues sèches de qualité marchande ne doivent pas contenir un pourcentage supérieur à 5 % de figues sèches susceptibles d'être classées, après triage, au moins en qualité standard (c'est-à-dire de

figues sèches présentant à la fois une couleur blonde ou rosée ou brun clair, et un poids supérieur à 11 grammes, correspondant à 90 figues au kilo).

B. — Écartis de triage de figues sèches :

Les écartis de triage de figues sèches doivent répondre aux conditions générales prévues au paragraphe B de l'article 41 du présent arrêté.

Leur taux d'humidité ne doit en aucun cas être supérieur à 26 %.

Ils doivent être dénaturés, ou ne pas contenir un pourcentage supérieur à 5 % de figues sèches susceptibles, après triage, d'être classées au moins en qualité marchande (c'est-à-dire de figues sèches présentant un poids supérieur à 8 grammes, correspondant à 125 figues au kilo).

ART. 46. — *Conditionnement.* — Le conditionnement des figues sèches doit être conforme aux dispositions de l'article 43 du présent arrêté.

ART. 47. — *Marquage.* — Le marquage des emballages doit être conforme aux dispositions des articles 10 et 11 du présent arrêté.

La nature du produit et son classement qualitatif doivent être indiqués de la façon suivante : « Figues sèches », suivie de la mention de la qualité.

Pour les écartis de triage de figues sèches, les mots « Écartis de triage de figues sèches » doivent être inscrits en caractères typographiques identiques et de même dimension.

TITRE III.

Raisins secs.

ART. 48. — *Dispositions générales.* — Les raisins séchés, dits « raisins secs », doivent répondre aux règles générales fixées au titre premier (art. 39 à 43) du présent chapitre, et aux conditions suivantes.

ART. 49. — *Classement qualitatif* :

A. — Raisins secs des qualités extra, première, standard et marchande :

Les raisins secs doivent remplir, d'une part, les conditions générales de qualité prévues pour tous les fruits séchés au paragraphe A de l'article 41 du présent arrêté, et, d'autre part, les conditions particulières suivantes :

Leur taux d'humidité ne doit en aucun cas être supérieur à 22 % ;

Ils doivent provenir de raisins de variétés semblables et être de même couleur, sans grains avortés ou rachitiques ;

Ils doivent être présentés soit en grappes entières, soit en grains détachés et sans rafle ni pédicelle.

Ils doivent être classés dans l'une des quatre qualités suivantes pour lesquelles les tolérances ci-après sont admises :

1° Variétés à pépins.

CONDITIONS EXIGÉES et tolérances admises	QUALITÉS			
	Extra	Première	Standard	Marchande
Calibre : les grains ne doivent pas passer dans un tamis à trous de	15 mm.	12 mm.	10 mm.	(1)
Tolérance en poids de pédicelles (détachés ou non des grains) par kilo de raisins secs	0 g. 5	1 gramme	1 g. 5	2 grammes
Tolérance en poids de grains ne correspondant pas aux spécifi- cations de calibrage	5 %	10 %	15 %	
Tolérance en poids de grains de coloration différente.....	2 %	4 %	6 %	8 %
Tolérance en poids de grains ne répondant pas aux autres spé- cifications du standard, à l'exclusion de grains insuffi- samment secs, moisiss, fermen- tés ou parasites.....	1 %	2 %	3 %	4 %

(1) Aucun calibrage n'est exigé pour les raisins secs de qualité marchande qui ne doivent pas cependant comporter une proportion de fruits avortés ou rachitiques impropres à la consommation, supérieure à la tolérance admise (4 %).

Les raisins secs de qualité marchande ne doivent pas contenir un pourcentage supérieur à 5 % de raisins susceptibles d'être classés, après calibrage, triage ou élimination des pédicelles, au moins en qualité standard.

2° Variétés sans pépins.

CONDITIONS EXIGES et tolérances admises	QUALITÉS	
	Extra	Première
Teinte	Très claire.	Très claire ou claire.
Tolérance en nombre au kilo de grains contenant des pépins	2	2
Tolérance en poids de pédicelles (détachés ou non des grains) par kilo de raisins secs	0 gr. 5	1 gramme.
Tolérance en poids de grains de coloration différente de la couleur spécifique	2 %	2 %
Tolérance en poids de grains ne répondant pas aux autres spécifications du standard (grains avortés, rachitiques, etc.), à l'exclusion de grains insuffisamment secs, moisiss, fermentés ou parasités	1 %	1 %

Les raisins secs sans pépins peuvent être calibrés de la façon suivante, une tolérance en poids de 5 % de grains ne correspondant pas aux spécifications de calibrage étant admises :

Gros : grains ne passant pas au tamis de 12 millimètres ;

Moyens : grains ne passant pas au tamis de 8 millimètres, mais passant au tamis de 12 millimètres ;

Petits : grains passant au tamis de 8 millimètres.

3° Raisins secs en grappes entières :

Les raisins secs (à pépins ou sans pépins) présentés en grappes entières doivent avoir les grains de couleur uniforme, adhérents suffisamment à la rafle, et tels qu'après égrappage ils puissent être classés en qualité « extra ».

B. — Écarts de triage de raisins secs :

Les écarts de triage de raisins secs doivent répondre aux conditions prévues au paragraphe B de l'article 41 du présent arrêté.

Leur taux d'humidité ne doit en aucun cas être supérieur à 22 %.

Ils doivent être dénaturés ou ne pas contenir un pourcentage supérieur à 5 % de raisins secs susceptibles d'être classés, après triage ou élimination des pédicelles, au moins en qualité marchande.

ART. 50. — *Conditionnement.* — Le conditionnement des raisins secs doit être conforme aux dispositions de l'article 43 du présent arrêté.

ART. 51. — *Marquage.* — Le marquage des emballages doit être conforme aux dispositions des articles 10 et 11 du présent arrêté.

La nature du produit, son goût musqué s'il y a lieu, sa couleur (pour les raisins à pépins), sa qualité, son calibre (pour les raisins sans pépins) doivent être indiqués de la façon suivante :

1° La nature du produit, sous l'une des dénominations ci-après :

a) « Raisins secs », pour les raisins secs avec pépins, à goût non musqué ;

b) « Raisins secs muscats », pour les raisins secs avec pépins, de goût musqué, ayant subi un traitement par trempage ;

c) « Raisins secs Malaga », pour les raisins secs avec pépins, de goût musqué, n'ayant pas subi de traitement par trempage ;

d) « Corinthe », pour les raisins secs sans pépins, n'ayant pas subi un traitement par trempage ;

e) « Sultanine », pour les raisins secs sans pépins, ayant subi un traitement par trempage ;

2° La couleur des raisins (pour les raisins secs à pépins) : « blonds » ou « noirs » (mention obligatoire seulement pour les emballages d'expédition) ;

3° La qualité : « extra » ou « première qualité » ;

4° Le calibre des raisins (mention obligatoire seulement pour les emballages d'expédition des raisins secs sans pépins) : « petits », « gros », « moyens » ou « non calibrés ».

Exemples : « Raisins secs blonds extra » ; « Sultanine petits extra ».

L'indication du nom du cépage est facultative.

Pour les écarts de triage de raisins secs, les mots « Écarts de triage de raisins secs » doivent être inscrits en caractères typographiques identiques et de mêmes dimensions.

TITRE IV.

Abricots séchés.

ART. 52. — *Dispositions générales.* — Les abricots séchés doivent répondre aux règles générales fixées au titre premier (art. 39 à 43) du présent chapitre et aux conditions suivantes :

ART. 53. — *Classement qualitatif :*

A. — Abricots séchés de qualités extra, première, standard et marchande :

Les abricots séchés doivent remplir, d'une part, les conditions générales de qualité prévues pour tous les fruits séchés au paragraphe A de l'article 41 du présent arrêté, et, d'autre part, les conditions particulières suivantes :

Leur taux d'humidité ne doit en aucun cas être supérieur à 22 % ;

Ils doivent être présentés sous forme d'oreillons soigneusement coupés, dénoyautés, fermes, charnus, de belle coloration claire, exempts de taches non spécifiques et appartenir à des variétés semblables.

Ils doivent être classés dans l'une des quatre qualités suivantes pour lesquelles les tolérances ci-après sont admises :

CONDITIONS EXIGES et tolérances admises	QUALITÉS			
	Extra	Première	Standard	Marchande
Couleur	Couleur claire spécifique d'abricots frais.		Couleur légèrement plus foncée que la couleur spécifique d'abricots frais.	
Homogénéité	Le poids de l'oreillon le plus gros ne doit pas dépasser celui de l'oreillon le plus petit de plus du tiers.		Le poids de l'oreillon le plus gros ne doit pas dépasser celui de l'oreillon le plus petit de plus de la moitié.	
Tolérance en poids d'oreillons non entiers, ou de coloration différente, ou ne répondant pas aux autres spécifications du standard, à l'exclusion de fruits non dénoyautés, insuffisamment secs, moisiss, fermentés ou parasités	2 %	4 %	6 %	8 %

B. — Écarts de triage d'abricots séchés :

Les écarts de triage d'abricots séchés doivent répondre aux conditions prévues au paragraphe B de l'article 41 du présent arrêté.

Leur taux d'humidité ne doit en aucun cas être supérieur à 22 %.

Ils doivent être dénaturés ou ne pas contenir un pourcentage supérieur à 5 % d'abricots séchés susceptibles d'être classés, après triage, au moins en qualité marchande.

ART. 54. — *Conditionnement.* — Le conditionnement des abricots séchés doit être conforme aux dispositions de l'article 43 du présent arrêté.

ART. 55. — *Marquage.* — Le marquage des emballages doit être conforme aux dispositions des articles 10 et 11 du présent arrêté.

La nature du produit et sa qualité doivent être indiquées de la façon suivante : « Abricots séchés », suivie de la mention de la qualité.

Pour les écarts de triage d'abricots séchés, les mots « Écarts de triage d'abricots séchés » doivent être inscrits en caractères typographiques identiques et de mêmes dimensions.

TITRE V.

Pêches séchées.

ART. 56. — *Dispositions générales.* — Les pêches séchées doivent répondre aux règles générales fixées au titre premier (art. 39 à 43) du présent chapitre et aux conditions suivantes :

ART. 57. — *Classement qualitatif :*

A. — Pêches séchées des qualités extra, première, standard et marchande.

Les pêches séchées doivent remplir, d'une part, les conditions générales de qualité prévues pour tous les fruits séchés au paragraphe A de l'article 41 du présent arrêté et, d'autre part, les conditions particulières suivantes :

Leur taux d'humidité ne doit en aucun cas être supérieur à 20 % ;

Elles doivent être présentées sous forme d'oreillons soigneusement coupés, dénoyautés, fermes, charnus, de belle coloration claire, exempts de taches non spécifiques et appartenir à des variétés semblables.

Elles doivent être classées dans l'une des quatre qualités suivantes pour lesquelles les tolérances ci-après sont admises :

CONDITIONS EXIGÉES et tolérances admises	QUALITÉS			
	Extra	Première	Standard	Marchande
Couleur	Couleur claire spécifique de la chair de la pêche fraîche.		Couleur légèrement plus foncée que la couleur spécifique de la chair de la pêche fraîche.	
Élimination ou non de la peau.	Les pêches doivent obligatoirement être pelées avant séchage.		Les pêches peuvent ne pas être pelées avant séchage.	
Homogénéité	Le poids de l'oreillon le plus gros ne doit pas dépasser celui de l'oreillon le plus petit de plus d'un tiers.		Le poids de l'oreillon le plus gros ne doit pas dépasser celui de l'oreillon le plus petit de plus de la moitié.	
Tolérance en poids d'oreillons non entiers, ou de coloration différente, ou ne répondant pas aux autres spécifications du standard, à l'exclusion de fruits non dénoyautés, insuffisamment secs, moisis, fermentés ou parasités	2 %	4 %	6 %	8 %

B. — Écarts de triage de pêches séchées :

Les écarts de triage de pêches séchées doivent répondre aux conditions prévues au paragraphe B de l'article 41 du présent arrêté.

Leur taux d'humidité ne doit en aucun cas être supérieur à 20 %.

Ils doivent être dénaturés ou ne pas contenir un pourcentage supérieur à 5 % de pêches séchées susceptibles d'être classées, après triage, au moins en qualité marchande.

ART. 58. — *Conditionnement.* — Le conditionnement des pêches séchées doit être conforme aux dispositions de l'article 43 du présent arrêté.

ART. 59. — *Marquage.* — Le marquage des emballages doit être conforme aux dispositions des articles 10 et 11 du présent arrêté.

La nature du produit et sa qualité doivent être indiquées de la façon suivante : « Pêches séchées », suivie de la mention de la qualité.

Pour les écarts de triage de pêches séchées, les mots « Écarts de triage de pêches séchées » doivent être inscrits en caractères typographiques identiques et de mêmes dimensions.

TITRE VI.

Autres fruits séchés.

ART. 60. — *Dispositions générales.* — Les fruits séchés n'ayant pas fait l'objet d'une réglementation spéciale au présent arrêté doivent répondre aux règles générales fixées au titre premier (art. 39 à 43) du présent chapitre.

Les prunes peuvent être séchées sans être dénoyautées. La teneur en humidité de la pulpe ne doit en aucun cas dépasser 20 %. Dans un lot de pruneaux le poids du fruit le plus gros ne doit pas dépasser celui du fruit le plus petit de plus du tiers.

Les poires et les pommes doivent être pelées, coupées en quartiers, tranches ou rondelles, et débarrassées du cœur et des pépins. Leur teneur en humidité ne doit en aucun cas dépasser 22 %.

ART. 61. — *Conditionnement.* — Le conditionnement des fruits séchés doit être conforme aux dispositions de l'article 43 du présent arrêté.

ART. 62. — *Marquage.* — Le marquage des emballages doit être conforme aux dispositions des articles 10 et 11 du présent arrêté.

Chaque colis doit porter en toutes lettres la nature du produit, c'est-à-dire le nom de l'espèce du fruit et facultativement de la variété, suivie de la mention « sec » ou « séché ».

Pour les prunes séchées, les colis doivent porter l'appellation « pruneaux », et le nombre de fruits aux 500 grammes doit être désigné en indiquant les deux dizaines consécutives entre lesquelles le nombre de fruits aux 500 grammes s'inscrit :

Exemple : « Pruneaux 50/60 ».

CHAPITRE VI.

PÂTES DE FRUITS SANS MIEL NI SUCRE.

ART. 63. — *Matières premières.* — Les fruits secs, séchés ou frais, destinés à être transformés en pâtes de fruits sans miel ni sucre, doivent être sains, propres, de bonne qualité, exempts de parasites visibles à l'œil nu, externes ou internes, morts ou vivants, et provenir exclusivement de la dernière récolte.

Les fruits moisis, fermentés, pourris, rances, souillés de terre, mélangés de corps étrangers ou de toutes autres matières étrangères aux fruits, doivent être éliminés par un triage préalable.

Les fruits éliminés au triage ne doivent, sous aucun motif, se trouver dans le local où est effectué le broyage des fruits.

Les fruits destinés à la fabrication des pâtes de fruits sans miel ni sucre doivent, préalablement à leur transformation, et avant utilisation, avoir été traités par un procédé de désinsectisation.

Les produits destinés à donner un arôme particulier aux pâtes de fruits doivent être sains, loyaux, marchands et de bonne qualité.

ART. 64. — *Contrôle de la fabrication.* — Ne sont autorisés à fabriquer des pâtes de fruits sans miel ni sucre que les industriels dont les ateliers ont été spécialement agréés à cet effet par le directeur de l'Office chérifien de contrôle et d'exportation.

Le contrôle de la fabrication des pâtes de fruits sans miel ni sucre est exercé d'une façon permanente par les agents de l'Office chérifien de contrôle et d'exportation. Avant tout début de fabrication d'un lot de pâtes de fruits le fabricant doit avertir le directeur de l'Office chérifien de contrôle et d'exportation du jour et de l'heure à partir de laquelle il commencera sa fabrication.

Chaque lot fabriqué de pâtes de fruits sans miel ni sucre fera l'objet d'un prélèvement d'échantillon pour dégustation, analyse et essai de conservation.

ART. 65. — *Fabrication.* — Les fruits, avant d'être broyés, doivent avoir été lavés ou blanchis de telle sorte qu'après ce traitement, ils soient parfaitement propres.

La pâte recueillie à la sortie du broyeur doit être immédiatement travaillée, et il ne doit y avoir aucune interruption dans le cours de la fabrication.

Le séchage de la pâte peut être effectué par un procédé naturel, ou artificiel, ou mixte, sous réserve que la pâte soit protégée au cours de cette opération des mouches, insectes, poussières, etc., par tout moyen spécialement conçu à cet effet.

Les pâtes de fruits peuvent être parfumées avec les produits aromatisants dont l'emploi est licite.

Il est interdit d'incruster des fruits secs ou séchés, grillés ou non, entiers, en morceaux ou broyés (amandes, noisettes, raisins secs, etc.) à la périphérie des pains, plaques ou boudins, sauf s'il s'agit de pâtes dites « fourrées ».

Les pâtes de fruits dites « fourrées » doivent, outre les produits éventuellement incrustés à la périphérie, comporter un minimum de 7 % de fruits secs ou séchés, grillés ou non, entiers, en morceaux ou broyés, incorporés dans la masse de la pâte.

ART. 66. — *Qualité.* — Les pâtes de fruits visées au présent arrêté doivent présenter les caractères physiques suivants :

- 1° Le produit doit être plastique et homogène ;
- 2° Le goût doit être agréable ;
- 3° Le taux d'humidité doit être inférieur à 22 %, aucun des éléments en cas de mélange avec d'autres produits, ne devant dépasser ce taux d'humidité ;
- 4° Aucun crissement ne doit être perçu à la dégustation.

ART. 67. — *Conditionnement.* — Les pâtes de fruits visées au présent arrêté doivent obligatoirement être présentées :

Soit en pains ou boudins de forme régulière, de 125, 250 ou 500 grammes net à l'emballage, enveloppés d'une pellicule souple et transparente ou d'un papier métallique ou métallisé,

Soit en plaques séparées les unes des autres.

Est seul autorisé pour l'exportation des pâtes de fruits le conditionnement prévu à l'article 43 du présent arrêté pour les fruits séchés.

ART. 68. — *Marquage.* — Le marquage doit être conforme aux dispositions des articles 10 et 11 du présent arrêté.

Sur les emballages d'expédition la nature du produit peut être indiquée simplement par la mention « Pâte de fruits ».

Sur les emballages élémentaires la nature du produit et sa composition, s'il y a lieu, doivent être indiquées de la façon suivante :

1° Lorsque la pâte provient exclusivement du broyage d'une seule espèce de fruits, elle doit être désignée par l'appellation « Pâte de ... », suivie du nom du fruit.

Exemple : « Pâte de figues » ;

2° Lorsque la pâte est obtenue en broyant ensemble plusieurs espèces de fruits, elle doit être désignée par l'appellation « Pâte de ... », suivie du nom de chacun des fruits qui la constituent, dans l'ordre d'importance décroissante, et la proportion des constituants doit être indiquée sur l'étiquette de l'emballage élémentaire.

Exemple : « Pâte de figues et de dattes »
(figues 60 % — dattes 40 %) ;

3° Lorsque la pâte est aromatisée, elle doit être désignée par l'appellation « Pâte de ... », suivie de l'indication « à ... » indiquant le nom du ou des produits aromatisants (dans le cas d'emploi d'une essence artificielle l'étiquette doit porter la mention « arôme artificiel »).

Exemple : « Pâte de figues et de dattes à l'anis et à la cannelle »
(figues 60 % — dattes 40 %) ;

4° Lorsque la pâte est fourrée, elle doit être désignée par l'appellation : « Pâte de ..., fourrée aux ... » (désignation du ou des fruits incorporés, dans l'ordre d'importance décroissante) et la proportion des constituants doit être indiquée sur l'étiquette de l'emballage élémentaire.

Exemple : « Pâte de figues fourrées aux amandes grillées »
(figues 92 % — amandes grillées 8 %).

Si les différentes indications prévues ci-dessus sont portées sur une étiquette intérieure à l'emballage élémentaire, celle-ci doit être isolée du produit par une feuille de papier sulfurisé, de papier cristal, ou une pellicule souple et transparente.

CHAPITRE VII.

LÉGUMES DÉSHYDRATÉS

(autres que les piments doux et les piments forts moulus).

ART. 69. — *Matières premières.* — Les légumes déshydratés doivent provenir de produits frais, sains, de qualité parfaite et dans un état de maturité leur conférant une valeur optimale. Ils ne doivent

pas contenir de parties ligneuses, rouillées, sèches, et doivent être exempts de parties non comestibles et de corps étrangers.

ART. 70. — *Préparation.* — La déshydratation des légumes doit suivre aussitôt que possible leur récolte ; ils doivent être, au préalable, triés, nettoyés et, le cas échéant, épluchés, lavés et égouttés.

ART. 71. — *Qualité.* — Les caractères organoleptiques des légumes déshydratés doivent se rapprocher le plus possible de ceux du produit initial. Leur apparence doit être saine et agréable, leur couleur franche.

Ils doivent être uniformément secs, et exempts d'odeurs et de goûts anormaux.

Ils ne doivent contenir ni parasites, ni parties brunies, brûlées ou réduites en poussières, ni plus de 0,3 % de matières minérales insolubles.

Après trempage et cuisson, les légumes déshydratés doivent être comparables quant à l'aspect, la couleur, la consistance, l'odeur et la saveur, aux légumes frais cuits. Ils doivent être utilisables sans déchets et se prêter dans l'ensemble aux mêmes préparations culinaires que les légumes frais correspondants. Leur durée de cuisson doit être normale.

La teneur en eau des légumes déshydratés doit être au plus égale à 10 % à la sortie de l'appareil de déshydratation et après refroidissement. Toutefois, les produits sont acceptables lorsque leur teneur en eau est comprise entre 10 et 13 % si les autres caractères sont satisfaisants.

ART. 72. — *Préparations à base de légumes déshydratés :*

1° *Julienne :*

Il ne peut être fabriqué avec des légumes déshydratés que les trois types suivants de « julienne » :

CONSTITUANTS	TYPE I	TYPE II	TYPE III
Pommes de terre	20 %	40 %	0 %
Navets (au maximum)	10 %	10 %	25 %
Autres légumes (chacun au maximum) ...	30 %	30 %	30 %

2° *Potages complets :*

Pour la confection de potages, les légumes déshydratés présentés à l'état de granulations (farines ou semoules) peuvent être mélangés. Aucune formule de mélange n'est imposée.

ART. 73. — *Conditionnement.* — Les légumes déshydratés doivent être présentés soit entiers ou en tranches, rondelles, feuilles, lanières, cosselles ou cubes, soit à l'état de granulations (farines ou semoules) provenant de légumes déshydratés répondant aux normes de qualité exigées pour ceux-ci.

Sont seuls admis les emballages suivants :

a) Pour les quantités de légumes déshydratés supérieures ou égales à 1 kilo ;

Le sac en papier kraft, ou en papier imperméable, comprenant deux épaisseurs au minimum,

L'estagnon ou le fût métallique étanche.

A défaut, il pourra être toléré des emballages à fermeture aussi étanche que possible, revêtus intérieurement de pellicule souple ou de papier imperméable (caisses neuves ou fûts neufs en bois, en carton, etc.) ;

b) Pour les quantités de légumes déshydratés inférieures ou égales à 0 kg. 500, les boîtes étanches, les sachets ou paquets en pellicules souples ou en papier de préférence coloré, ou tout autre emballage agréé par le directeur de l'Office chérifien de contrôle et d'exportation, ces emballages élémentaires étant mis en caisses en bois ou en carton.

ART. 74. — *Marquage.* — Le marquage doit être conforme aux dispositions des articles 10 et 11 du présent arrêté.

La nature du produit doit être indiquée de la façon suivante :

a) Dans le cas d'un seul légume déshydraté, la nature exacte du légume ;

b) Dans le cas de julienne, la composition centésimale du mélange exprimée en légumes déshydratés, et répondant au type de julienne I, II ou III ;

c) Dans le cas de potage, la composition centésimale du mélange, exprimée en légumes déshydratés.

Le poids net à indiquer doit être le poids qu'aurait le produit si son humidité était égale à 10 %.

Facultativement peut être mentionnée l'équivalence en légumes frais épluchés (partie « bonne à manger »), à l'exclusion de toute équivalence en légumes frais non épluchés.

Outre les indications prévues à l'article 10 du présent arrêté, le mode d'emploi du produit doit être mentionné sur les emballages élémentaires.

CHAPITRE VIII.

NOYAUX ET AMANDONS DE NOYAUX.

ART. 75. — *Matières premières.* — Les noyaux et amandons de noyaux doivent provenir de fruits de bonne venue, ayant atteint sur l'arbre leur complet développement et leur pleine maturité.

ART. 76. — *Qualité.* — Les noyaux et amandons de noyaux doivent être sains, loyaux et marchands, propres, exempts de poussières, terre ou corps étrangers, de parasites internes ou externes, de lésions provenant de rongeurs ou parasites, de moisissures et de toutes lésions susceptibles de nuire à leur conservation, les tolérances suivantes étant admises.

A. — Noyaux :

Les noyaux ne doivent pas contenir plus de 1 % en poids d'impuretés, 10 % en poids de noyaux révélant au cassage la présence d'amandons avortés, rongés ou mous, 3 % en nombre de noyaux à amandons amers s'il s'agit de noyaux à amandons doux, 5 % en nombre de noyaux à amandons doux s'il s'agit de noyaux à amandons amers.

B. — Amandons de noyaux :

Les amandons de noyaux ne doivent pas contenir plus de 1 % en poids d'impuretés, 10 % en poids de brisures et 3 % en nombre d'amandons amers s'il s'agit d'amandons doux, 5 % en nombre d'amandons doux s'il s'agit d'amandons amers.

ART. 77. — *Conditionnement.* — Les noyaux et amandons doivent obligatoirement être conditionnés en sacs propres et en bon état, réglés à 50 kilos ou 75 kilos net.

ART. 78. — *Marquage.* — Le marquage doit être conforme aux dispositions des articles 10 et 11 du présent arrêté.

La nature du produit doit être indiquée de la façon suivante :

« Noyaux » ou « Amandons de noyaux », suivie, d'une part, de la mention du nom du fruit et, d'autre part, obligatoirement pour les abricots et s'il y a lieu pour les autres fruits, de la mention « doux » ou « amer ».

Exemples : « Noyaux d'abricots amers »,

« Amandons amers de noyaux d'abricots ».

CHAPITRE IX.

DISPOSITIONS DIVERSES.

ART. 79. — Le directeur de l'Office chérifien de contrôle et d'exportation est autorisé à accorder des dérogations aux dispositions du présent arrêté, s'il le juge nécessaire.

ART. 80. — Sont abrogés :

L'arrêté du directeur général de l'agriculture, du commerce et de la colonisation du 22 juin 1934 relatif au contrôle à l'exportation des amandes décortiquées ;

Le paragraphe B de l'arrêté du directeur général de l'agriculture du 27 mai 1936 relatif au contrôle des fruits à l'exportation ;

L'arrêté du directeur des affaires économiques du 2 juin 1939 relatif au contrôle technique des noix fraîches à l'exportation ;

L'arrêté du directeur de la production agricole, du commerce et du ravitaillement du 22 février 1941 relatif au contrôle technique des raisins secs à l'exportation ;

L'arrêté du directeur de la production agricole, du commerce et du ravitaillement du 22 février 1941, modifié par celui du 1^{er} octobre 1941, relatif au contrôle technique des figues sèches à l'exportation ;

L'arrêté du directeur de la production agricole, du commerce et du ravitaillement du 5 juin 1941 relatif au contrôle des fruits secs ;

L'arrêté du directeur de la production agricole, du commerce et du ravitaillement du 11 décembre 1941 relatif au contrôle des pâtes de fruits avec ou sans miel, sans sucre ;

L'arrêté du directeur du commerce et du ravitaillement du 16 octobre 1942 relatif au contrôle des noyaux de fruits à l'exportation ;

L'arrêté du directeur des affaires économiques du 27 avril 1944 portant interdiction de la fabrication des pains et pâtes de figues, de dattes et de pêches et prescrivant le recensement des stocks de ces produits.

ART. 81. — Le directeur de l'Office chérifien de contrôle et d'exportation, le chef du service de la défense des végétaux et le chef de l'administration des douanes et impôts indirects sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté.

Rabat, le 15 juin 1950.

SOULMAGNON.

Arrêté du directeur de l'agriculture, du commerce et des forêts du 20 juin 1950 relatif à la police sanitaire des végétaux ou produits végétaux à l'importation.

LE DIRECTEUR DE L'AGRICULTURE, DU COMMERCE ET DES FORÊTS,

Officier de la Légion d'honneur,

Vu le dahir du 20 septembre 1927 portant règlement de police sanitaire des végétaux en zone française de l'Empire chérifien ;

Vu l'arrêté du directeur des affaires économiques du 10 septembre 1936 relatif à la police sanitaire des végétaux à l'importation ;

Vu l'arrêté du directeur des affaires économiques du 9 décembre 1944 dispensant de l'inspection sanitaire à l'entrée en zone française de l'Empire chérifien certains produits d'origine végétale,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — L'importation ou le transit des produits ou objets énumérés à l'article 5 du dahir du 20 septembre 1927 ne peut, lorsque les prescriptions des articles 7 à 11 dudit dahir leur sont applicables, avoir lieu que par les ports de Casablanca ou de Port-Lyautey ou par le poste frontière d'Oujda, sauf les exceptions prévues aux articles 5 et 7 ci-dessous.

ART. 2. — Le résultat de l'inspection sanitaire auquel est subordonnée l'importation des produits ou objets visés à l'article précédent, conformément aux prescriptions des articles 7 et 11 du dahir du 20 septembre 1927, est consigné en un procès-verbal dressé par le fonctionnaire du service de la défense des végétaux chargé de cette inspection. Ce document, dont un duplicata peut être remis au destinataire ou à son représentant, porte, le cas échéant, mention de la désinfection ou de la fumigation.

Les opérations de désinfection ou de fumigation sont faites sous la direction du fonctionnaire précité. Le destinataire ou son représentant, doit en acquitter les frais à la caisse de la recette des douanes du lieu d'importation, avant l'enlèvement des produits ou objets désinfectés ou fumigés, faute de quoi, ceux-ci sont refoulés ou détruits.

Si les produits ou objets inspectés doivent être refoulés ou détruits, le service des douanes en informe le destinataire ou son représentant.

A l'expiration d'un délai de huit jours à compter de la notification et dans le cas où les opérations ordonnées n'auraient pas été exécutées par les intéressés, la destruction de ces objets ou produits est effectuée d'office à leurs frais. Le délai peut être réduit par le fonctionnaire du service de la défense des végétaux, chargé de l'inspection sanitaire, quand la conservation des objets ou produits constitue un danger pour la santé publique ou pour les cultures.

Toute destruction d'objets ou produits doit être constatée par procès-verbal.

ART. 3. — Les envois de plants, marcottes, boutures, greffes, oignons à fleurs, tubercules, bulbes, rhizomes et fleurs coupées, doivent être accompagnés d'une copie de la facture commerciale de l'envoi, certifiée conforme par l'expéditeur ou l'importateur, et mentionnant les espèces et les variétés botaniques, le nom et l'adresse de l'expéditeur et de l'établissement d'origine, le nom et l'adresse du destinataire, le poids des colis et le détail du contenu de chacun d'eux.

Un certificat d'inspection sanitaire est de plus exigé dans les cas, ou pour les espèces botaniques, définis dans l'article 4 ci-après.

ART. 4. — Les envois de pommes de terre, tomates ou aubergines ne doivent contenir aucun parasite, notamment :

Le doryphore (*Leptinotarsa decemlineata* Say.) ;

Le nématode doré de la pomme de terre (*Heterodera rostochiensis* Wollenveber.) ;

La gale verruqueuse (*Synchytrium endobioticum* Schilb.), ni être atteintes des maladies à virus suivantes :

Tubercules en fuseau (*Spindle tuber*) ;

Frisolée sans mosaïque ;

Balai de sorcière ;

Bigarrure canadienne ;

Calico,

ils doivent être en outre exempts de terre, fânes et autres débris.

Ces envois doivent satisfaire aux conditions suivantes :

a) Avoir été inspectés au port ou poste frontière d'expédition par un fonctionnaire du service officiel de la protection des végétaux du pays d'origine ;

b) Avoir été emballés sur les lieux précisés dans l'alinéa a) ci-dessus ;

c) Ne comporter que des sacs ou emballages plombés ou étiquetés sous le contrôle du fonctionnaire visé dans l'alinéa a) ;

d) Être accompagnés d'un certificat conforme au modèle annexé au présent arrêté.

ART. 5. — Par dérogation aux dispositions de l'article premier du présent arrêté :

a) Du 15 novembre au 30 avril inclus, les pommes de terre peuvent être inspectées à Rabat, Fedala, Mazagan, Safi, Mogador, Agadir, lorsque le poids des arrivages est égal ou supérieur à cent quintaux ;

b) Les sacs et emballages de bois à claire-voie (billots, cageots, caisses à claire-voie exclusivement) ayant contenu des produits végétaux, peuvent être inspectés à Rabat, Fedala, Mazagan, Safi, Mogador, Agadir, Souk-el-Arba-du-Rharb et Martimprey-du-Kiss, lorsque le poids des arrivages est égal ou supérieur à vingt quintaux. Ils peuvent être inspectés à Souk-el-Arba-du-Rharb et Martimprey-du-Kiss, lorsque le poids total des envois à examiner est inférieur à vingt quintaux, au cours d'une visite hebdomadaire unique de l'agent du service de la défense des végétaux ;

c) Les graines oléagineuses suivantes : arachides décortiquées (*Arachis hypogea* L.) ; cotonnier (*Gossypium* sp.) ; palmiste (*Blaeis guineensis* Jack.) ; karité (*Butyrospermum parkii* Kots.) ; neuk ou niger (*Guizotia abyssinica* Cass.) et le coprah (amande de *Cocos nucifera* L.) peuvent être inspectées à Fedala ou Safi, lorsque le poids des arrivages est égal ou supérieur à cinq cents quintaux.

ART. 6. — Toutes les fois que la fumigation ou la désinfection est prescrite par les fonctionnaires chargés de l'inspection sanitaire pour les envois prévus à l'article 5 ci-dessus, ils sont, au choix du destinataire, soit refoulés, soit réexpédiés selon le cas, sur Casablanca ou Port-Lyautey par voie de mer, ou sur Oujda par le territoire algérien.

L'inspection sanitaire ne peut avoir lieu dans les ports ou postes frontière désignés à l'article 5 que sous la condition expresse que les importateurs intéressés prennent à leur charge les frais de transport de l'inspecteur de la défense des végétaux, chargé de cette opération, de sa résidence au port ou poste frontière, ainsi que ses indemnités de déplacement décomptées suivant les tarifs officiels alors en vigueur.

ART. 7. — Les produits ou objets prévus à l'article premier peuvent être importés par voie aérienne par les aérodromes d'Oujda (Angad), Fès, Rabat (Salé), Casablanca (Camp-Cazes), dans les conditions suivantes :

1° L'importateur doit assurer :

a) Sous les conditions de surveillance fixées par l'administration des douanes, le transport des colis au bureau du service de la défense des végétaux pour les envois ou bagages adressés ou appartenant à une même personne et d'un poids égal ou inférieur à cinquante kilos de produits à inspecter ;

b) Le transport aller-retour de l'agent du service de la défense des végétaux pour les envois ou bagages adressés ou appartenant à une même personne et comportant plus de cinquante kilos de produits à inspecter ;

2° Si l'importation doit se faire par l'aérodrome de Fès, l'importateur ou son représentant devra prévenir quarante-huit heures à l'avance l'agent local du service de la défense des végétaux ;

3° Lorsque la désinfection est prescrite par l'agent chargé de l'inspection sanitaire, l'importateur doit assurer le transport de la marchandise :

a) Par véhicule fermé et sous escorte d'un agent des douanes, jusqu'à la station de fumigation lorsque l'importation se fait par Oujda ou Casablanca ;

b) Par air jusqu'à Oujda ou Casablanca, puis comme indiqué en a) lorsque l'importation se fait par Fès ou Rabat (Salé) ;

4° Toute marchandise n'ayant pas satisfait aux conditions d'importation énumérées aux paragraphes 1°, 2° et 3° du présent article est refoulée ;

5° Lorsque le refoulement est prescrit, les produits doivent être réexpédiés par voie aérienne, faute de quoi il est procédé à leur destruction.

ART. 8. — En application des dispositions de l'avant-dernier alinéa de l'article 7 du dahir susvisé du 20 septembre 1927, les produits énumérés ci-dessous ne sont pas soumis aux prescriptions des articles 6, 7 et 9 dudit dahir :

1° Les grains de céréales suivantes :

Blé (comprenant les espèces cultivées du genre *Triticum* L.) ;

Orge (comprenant les espèces cultivées du genre *Hordeum* L.) ;

Avoine (comprenant les espèces cultivées du genre *Avena* L.) ;

Seigle (*Secale cereale* L.) ;

Maïs (*Zea mays* L.) ;

Riz (*Oryza sativa* L.) ;

Sorgho (*Sorghum vulgare* Pers.) ;

Millet (*Panicum millaceum* L.) ;

2° Les graines de café (*Coffea arabica* L., *Coffea liberica* Bull et *Coffea stenophylla* Dox) ; les feuilles de thé (*Thea chinensis* Sims) ; les fèves de cacao (*Theobroma cacao* L.) ;

3° La lavande séchée (*Lavandula vera* D.C., *L. latifolia* Vall, *L. stoechas* L.) ; le romarin séché (*Rosmarinus officinalis* L.) ; le thym séché (*Thymus vulgaris* L.) ; le séné (*Cassia* sp. L.) ; les graines d'anis vert (*Pimpinella anisum* L.) et d'anis étoilé (*Illicium anisatum* L.) ; les déchets de fleurs de rosiers séchés ; les cônes de houblon (inflorescences femelles d'*Humulus lupulus* L. et d'*Humulus japonicus* Si et Zucc) ; le henné (feuilles et tiges séchées de *Lawsonia alba* Lam.) ; le bois de réglisse (rhizomes ou racines de *Glycyrrhiza glabra* L. et de *G. echinata* L.) ; la salsepareille séchée (*Smilax salsaparilla* L.) ;

4° Les gommés, les résines, les gommés-résines, l'encens, le benjoin, la résine d'aloès, les noix de galle diverses (galles de Chine, takaout, galles de chêne) ;

5° Les plantes médicinales et emballées en paquets ;

6° Les bois de toute nature à l'exclusion de ceux pouvant servir à la multiplication végétative (bois verts non écorcés pouvant être utilisés comme boutures, greffons, etc.) ou constituant tout ou partie des produits ou objets soumis à l'inspection sanitaire, les écorces sèches, les lièges, le tan et les produits tannants autres que ceux comportant des graines ou fruits entiers ;

7° Les prunes, figues, raisins, abricots, pommes, poires et pêches séchés ; les fruits en saumure, confits ou ayant subi une prépara-

tion industrielle autre que le séchage ; les farines de céréales, pâtes alimentaires, sons, tourteaux ; les pailles de blé, d'orge, d'avoine ou de seigle ; les foin en balles pressées mécaniquement et liées ; les farines de luzerne ; les fibres végétales, telles que le raphia, le sisal, le coton parfaitement égrené, le crin végétal et, d'une façon générale, les produits végétaux broyés ou pulvérisés ;

8° La tourbe, les algues ;

9° Les graines de sésame (*Sesamum indicum* L.) et de nigelle (*Nigella sativa* L.) ; les pistaches (graines de *Pistacia vera* L.) ; les graines de pin pignon (*Pinus pinea* L.) ; les châtaignes, les noix, les noisettes et amandes décortiquées (*Castanea sativa* Mill., *Juglans regia* L., *Corylus avellana* L., *Amygdalus communis* L.) ;

10° Les plantes et parties de plantes séchées, dites « stérilisées », traitées par la chaleur ou chimiquement ;

11° Les bactéries, levures et cryptogames d'intérêt économique ou sanitaire lorsqu'ils seront présentés dans les conditions prévues

par l'arrêté du directeur général de l'agriculture, du commerce et de la colonisation du 1^{er} mars 1928 ;

12° Les tabacs manufacturés, en boîtes et paquets ;

13° Les produits énumérés à l'article 6 de l'arrêté viziriel du 6 octobre 1942 réglementant l'importation des végétaux utilisés pour emballer les produits ou objets importés.

ART. 9. — Les arrêtés du directeur des affaires économiques du 10 septembre 1936 relatif à la police sanitaire des végétaux, ainsi que ceux le modifiant ou le complétant, et du 9 décembre 1944 dispensant d'inspection sanitaire à l'entrée en zone française de l'Empire chérifien certains produits d'origine végétale, sont abrogés et remplacés par le présent arrêté.

ART. 10. — Les dispositions du présent texte seront applicables trois mois après la date de leur publication au *Bulletin officiel*.

Rabat, le 20 juin 1950.

SOULMAGNON.

*
* *

Indication du pays

Désignation du service officiel
de la protection des végétaux

CERTIFICAT D'INSPECTION PHYTOSANITAIRE

Le soussigné (1)
certifie que les expéditions de pommes de terre, tomates, aubergines (2) comprises dans l'envoi décrit ci-dessous, ont été inspectées par ses soins et que cet envoi ne contient, à sa connaissance, aucun parasite dangereux susceptible de se propager dans les exploitations agricoles ou les vergers, notamment :

Le doryphore (*Leptinotarsa decemlineata* Say.) ;

Le nématode doré de la pomme de terre (*Heterodera rostochiensis* Wollenveber.) ;

La gale verruqueuse (*Synchytrium endobioticum* Schillb.),

et les maladies à virus suivantes :

Tubercules en fuseau (*Spindle tuber*) ;

Frisolée sans mosaïque ;

Balais de sorcière ;

Bigarrure canadienne ;

Calico.

Il certifie en outre :

Que ces pommes de terre ont été emballées à (3)

Qu'elles sont exemptes de terre, de fanes et autres débris ;

Que les sacs (ou emballages) ont été plombés ou étiquetés sous son contrôle.

4 le

Signature

(cachet officiel du service).

DESCRIPTION DE L'ENVOI :

Nom et domicile de l'expéditeur :

Nom et adresse du destinataire :

Nombre et nature des colis :

Marques des colis :

Poids brut des colis :

Date de l'inspection :

Origine des produits compris dans l'expédition :

Désignation des variétés :

(1) Nom, prénoms et qualité.

(2) Rayer les mentions inutiles.

(3) Port ou poste frontière d'expédition

Arrêté du directeur de l'agriculture, du commerce et des forêts du 20 juin 1950 modifiant l'arrêté du 13 mai 1950 relatif à la sortie des marchandises hors de la zone française de l'Empire chérifien.

LE DIRECTEUR DE L'AGRICULTURE, DU COMMERCE
ET DES FORÊTS,

Vu le dahir du 13 septembre 1938 sur l'organisation générale du pays, pour le temps de guerre, tel qu'il a été modifié ou complété, et, notamment, son titre IV ;

Vu l'arrêté résidentiel du 16 juillet 1946 relatif à la sortie des marchandises hors de la zone française de l'Empire chérifien, tel qu'il a été modifié ou complété ;

Vu l'arrêté directorial du 13 mai 1950 relatif à la sortie des marchandises hors de la zone française de l'Empire chérifien,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Sont supprimés de la liste annexée à l'arrêté directorial susvisé du 13 mai 1950, les produits désignés au tableau ci-après :

NUMERO de la nomenclature	DESIGNATION DES PRODUITS
Ex-o/04, 15, 17, à ex-o/04, 15, 16.	Poissons conservés en boîtes.

ART. 2. — Des décisions particulières fixeront les modalités d'exportation des poissons conservés en boîtes à destination de la France, de l'Algérie et des départements d'outre-mer de la Guadeloupe, de la Guyane, de la Martinique et de la Réunion.

Rabat, le 20 juin 1950.

Pour le directeur de l'agriculture,
du commerce et des forêts,

Le directeur délégué,

FÉLICI.

TEXTES PARTICULIERS

Dahir du 2 juin 1950 (15 chaabane 1369) autorisant la création d'un lotissement domanial à Khenifra et la vente des lots constituant ce lotissement.

LOUANGE A DIEU SEUL !

(Grand sceau de Sidi Mohamed)

Que l'on sache par les présentes — puisse Dieu en élever et en fortifier la teneur !

Que Notre Majesté Chérifienne

A DÉCIDÉ CE QUI SUIT :

ARTICLE PREMIER. — Est autorisée la création d'un lotissement domanial à Khenifra, sur l'immeuble dit « Centre de Khenifra », inscrit sous le n° I/UK au sommier de consistance des biens domaniaux de Khenifra, tel que ce lotissement est délimité par un liséré rouge au plan ci-annexé, et la vente, aux clauses et conditions du cahier des charges approuvé par le dahir du 12 juillet 1948 (5 ramadan 1367), des lots constituant ce lotissement.

ART. 2. — Les actes de vente devront se référer au présent dahir.

Fait à Rabat, le 15 chaabane 1369 (2 juin 1950).

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 19 juin 1950.

Le Commissaire résident général,

A. JUIN.

Arrêté viziriel du 2 juin 1950 (15 chaabane 1369) autorisant M. Bensouda Ali à assister et représenter les parties devant les juridictions makhzen.

LE GRAND VIZIR,

Vu le dahir du 10 janvier 1924 (2 joumada II 1342) instituant des défenseurs agréés près les juridictions makzen et réglant l'exercice de leur profession ;

Vu le dahir du 28 juillet 1945 (17 chaabane 1364) relatif à l'exercice de la profession de défenseur agréé et d'avocat près les juridictions makzen, non pourvues d'un commissaire du Gouvernement.

ARRÊTE :

ARTICLE UNIQUE. — M. Bensouda Ali, domicilié à Fès, est autorisé à assister et représenter les parties devant les juridictions makhzen.

Fait à Rabat, le 15 chaabane 1369 (2 juin 1950).

MOHAMED EL MOKRI.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 21 juin 1950.

Pour le Commissaire résident général
et par délégation,

Le ministre plénipotentiaire,
Délégué à la Résidence générale,

J. DE BLESSON.

Cautionnements.

Par arrêté du secrétaire général du Protectorat du 15 juin 1950, la Banque Ottomane, société anonyme au capital de 10 millions de livres sterling, a été autorisée à se porter caution personnelle et solidaire des marchés de l'Etat marocain ou des municipalités, en ce qui concerne le cautionnement provisoire, le cautionnement définitif et la retenue de garantie, dans les conditions fixées par la circulaire du 16 juin 1930.

Arrêté du secrétaire général du Protectorat du 20 juin 1950 autorisant la constitution de la Coopérative de pompage des Assalja.

LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DU PROTECTORAT,
Chevalier de la Légion d'honneur,

Vu le dahir du 8 juin 1938 autorisant la constitution de coopératives artisanales et agricoles indigènes et organisant le crédit à ces coopératives, tel qu'il a été complété par les dahirs des 19 mai 1939 et 24 août 1950 ;

Vu le projet de statuts de la coopérative de pompage des Assalja ;
Sur la proposition du directeur de l'intérieur, après avis du directeur de l'agriculture, du commerce et des forêts et du directeur des finances,

ARRÊTE :

ARTICLE UNIQUE. — Est autorisée la constitution de la coopérative de pompage des Assalja.

Rabat, le 20 juin 1950.

BARADUC.

Arrêté du secrétaire général du Protectorat du 21 juin 1950 arrêtant, pour l'année 1950, la liste des membres de la commission d'appel des sanctions administratives.

LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DU PROTECTORAT,
Chevalier de la Légion d'honneur,

Vu le dahir du 25 septembre 1944 relatif aux sanctions administratives en matière économique ;

Vu l'arrêté résidentiel du 27 septembre 1944 pris pour l'application du dahir susvisé et, notamment son article 12, tel qu'il a été modifié par l'arrêté résidentiel du 25 septembre 1948,

ARRÊTE :

ARTICLE UNIQUE. — La liste nominative des membres de la commission d'appel des sanctions administratives est arrêtée comme suit pour l'année 1950 :

Si Abdallah Sbihi, délégué de S. E. le Grand Vizir à l'agriculture et au commerce, représentant le Makhzen central, membre titulaire ;

Si Abbès el Maroufi, membre suppléant ;

MM. Petit, représentant la direction de l'intérieur, membre titulaire ;

Guillaume, membre suppléant ;

Dufour, représentant la direction de l'agriculture, du commerce et des forêts, membre titulaire ;

Bousser, membre suppléant ;

Paolantonacci, représentant la direction des finances, membre titulaire ;

Dubois de Prisque, membre suppléant ;

Coupric, représentant la direction des travaux publics, membre titulaire ;

Bochet, membre suppléant ;

Bureau, représentant la direction de la production industrielle et des mines, membre titulaire ;

Deiller, membre suppléant ;

le docteur Lhez, représentant la direction de la santé publique et de la famille, membre titulaire ;

le docteur Lummau, membre suppléant ;

Cambau, représentant de la section économique du secrétariat général du Protectorat, membre titulaire ;

Mazerolle, représentant la Fédération des chambres françaises d'agriculture, membre titulaire ;

Oleggini, membre suppléant ;

Rouché, représentant la Fédération des chambres françaises de commerce et d'industrie, membre titulaire ;

Felzinger, membre suppléant ;

Mendiberry, représentant le troisième collège, membre titulaire ;

Maurel, membre suppléant ;

Mohamed el Marnissi, représentant la Fédération des chambres marocaines d'agriculture, membre titulaire ;

Mustapha N'Haoussa, membre suppléant ;

El Hadj Omar Sebti, représentant la Fédération des chambres marocaines de commerce et d'industrie, membre titulaire ;

El Hadj Hamid ben Abdeljellil, membre suppléant ;

Abdelkrim ben Abdallah, représentant le troisième collège marocain, membre titulaire ;

Isaac Dahan, membre suppléant ;

Cazes, représentant l'Association des anciens combattants et victimes de la guerre du Maroc, membre titulaire ;

Ayache, représentant de la C.G.T., membre titulaire ;

Durel, membre suppléant ;

Lloret, représentant la Confédération française des travailleurs chrétiens, membre titulaire ;

Cagnon, membre suppléant ;

Serra Don Bernardin, représentant l'Union des syndicats Force ouvrière, membre titulaire ;

Cambon, membre suppléant ;

Costantini, représentant la Fédération des associations familiales françaises du Maroc, membre titulaire ;

Mauboussin, membre suppléant.

Rabat, le 21 juin 1950.

BARADUC.

RÉGIME DES EAUX.

Avis d'ouverture d'enquête.

Par arrêté du directeur des travaux publics du 22 juin 1950 une enquête publique est ouverte, du 10 juillet au 10 août 1950, dans la circonscription de contrôle civil de Marrakech-banlieue, à Marrakech, sur le projet de prise d'eau par pompage, dans la nappe phréatique, au profit de M. Mohamed ben Mansour, colon à Marrakech-banlieue.

Le dossier est déposé dans les bureaux de la circonscription de contrôle civil de Marrakech-banlieue, à Marrakech.

L'extrait du projet d'arrêté d'autorisation comporte les caractéristiques suivantes :

M. Mohamed ben Mansour est autorisé à prélever, par pompage dans la nappe phréatique, un débit continu de 8 l.-s., pour l'irrigation de la propriété dite « Bled Amezri-État », R.I. n° 9013 M., sise à Marrakech-banlieue.

Les droits des tiers sont et demeurent réservés.

ORGANISATION ET PERSONNEL
DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES

TEXTES COMMUNS

Dahir du 24 avril 1950 (6 rejeb 1369) complétant le dahir du 11 octobre 1947 (25 kaada 1366) sur les emplois réservés dans les cadres généraux des administrations publiques.

LOUANGE A DIEU SEUL !

(Grand sceau de Sidi Mohamed)

Que l'on sache par les présentes — puisse Dieu en élever et en fortifier la teneur !

Que Notre Majesté Chérifienne,

Vu le dahir du 11 octobre 1947 (25 kaada 1366) sur les emplois réservés dans les cadres généraux des administrations publiques,

A DÉCIDÉ CE QUI SUIT :

ARTICLE UNIQUE. — Les pensionnés, les veuves, les orphelins de guerre mineurs et orphelines de guerre mineures non mariées qui auront été recrutés en qualité de stagiaires en application de l'article premier du dahir susvisé du 11 octobre 1947, bénéficieront lors de leur titularisation, d'une bonification d'ancienneté égale à la durée de leur stage dans la limite d'un an.

Ces dispositions ne sont pas applicables aux fonctionnaires des catégories susvisées qui, en vertu de leur statut, ne sont astreints à aucun stage ou bénéficient déjà soit du rappel de leur stage, soit d'une bonification d'ancienneté analogue à celle prévue ci-dessus.

Fail à Rabat, le 6 rejeb 1369 (24 avril 1950).

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 22 juin 1950.

Pour le Commissaire résident général
et par délégation,

Le ministre plénipotentiaire,
Délégué à la Résidence générale,

J. DE BLESSON.

TEXTES PARTICULIERS.

DIRECTION DES SERVICES DE SÉCURITÉ PUBLIQUE

Arrêté du directeur des services de sécurité publique du 16 juin 1950 relatif à l'organisation de l'examen probatoire pour l'admission de certains agents dans le cadre de dames employées et de dames dactylographes de la direction des services de sécurité publique.

LE DIRECTEUR DES SERVICES DE SÉCURITÉ PUBLIQUE,
Commandeur de la Légion d'honneur,

Vu le dahir du 5 avril 1945 relatif à l'incorporation de certains agents de l'administration chérifienne dans les cadres de fonctionnaires, et ceux qui l'ont modifié ou complété et, notamment, le dahir du 27 octobre 1945 ;

Vu l'arrêté viziriel du 5 octobre 1931 formant statut du personnel auxiliaire des administrations publiques du Protectorat ;

Vu l'arrêté résidentiel du 10 août 1946 portant organisation du personnel des services actifs de la police générale ;

Vu l'arrêté directeur du 8 juillet 1949 fixant les modalités d'incorporation de certains agents dans le cadre de dames employées et de dames dactylographes de la direction des services de sécurité publique,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Un examen probatoire aura lieu le 18 août 1950, en vue de la titularisation, au titre de l'année 1949, de certains agents dans le cadre de dames employées et de dames dactylographes de la direction des services de sécurité publique.

ART. 2. — Pourront être autorisées à se présenter à cet examen les dames employées et dames dactylographes auxiliaires et temporaires en fonction à la direction des services de sécurité publique, qui remplissent les conditions fixées par l'arrêté susvisé du 8 juillet 1949, à l'exception de celle d'ancienneté de services énoncée à l'article 2 (paragraphe 3°) de cet arrêté, et qui peuvent se prévaloir des dispositions encore en vigueur de l'article 7 du dahir du 5 avril 1945.

ART. 3. — Les candidates devront adresser, avant le 28 juillet 1950, leur demande à la direction des services de sécurité publique (bureau du personnel).

ART. 4. — Cet examen comprendra les épreuves suivantes :

a) Pour le grade de dame dactylographe :

Une dictée (coefficient : 1) ;

Une épreuve de dactylographie (coefficient : 2) ;

b) Pour le grade de dame employée :

Une dictée.

ART. 5. — Le jury de l'examen, présidé par un sous-directeur, comprendra deux commissaires de police désignés par le directeur des services de sécurité publique.

ART. 6. — Cet examen sera organisé dans les conditions prévues par l'arrêté du secrétaire général du Protectorat du 28 mai 1930 portant règlement sur la police des concours et examens organisés par les services relevant du secrétariat général du Protectorat.

ART. 7. — Les compositions seront notées de 0 à 20. Sera éliminée toute candidate ayant obtenu une note inférieure à 6. Les candidates devront, pour être admises, avoir obtenu pour l'ensemble des épreuves et compte tenu des coefficients applicables à chacune d'elles, une moyenne au moins égale à 10 sur 20.

ART. 8. — Les nominations dans le cadre mentionné à l'article premier du présent arrêté seront prononcées après avis de la commission de classement prévue à l'article 4 de l'arrêté susvisé du 8 juillet 1949.

Rabat, le 16 juin 1950.

LEUSSIÉ.

DIRECTION DES FINANCES

Arrêté du directeur des finances du 19 juin 1950 fixant les conditions, les formes et le programme du concours pour l'emploi d'agent de poursuites du service des perceptions et recettes municipales.

LE DIRECTEUR DES FINANCES,

Vu l'arrêté viziriel du 21 mars 1930 portant organisation des cadres extérieurs du service des perceptions et recettes municipales et les textes qui l'ont modifié et complété, notamment l'arrêté viziriel du 28 juin 1949,

ARRÊTE

ARTICLE PREMIER. — Le concours pour l'emploi d'agent de poursuites du service des perceptions et recettes municipales est ouvert à toute époque où les nécessités du service l'exigent.

Les épreuves ont lieu à Rabat, la date du concours est arrêtée par le directeur des finances qui fixe en même temps :

1° Le nombre total des emplois mis au concours ;

2° Le nombre de places réservées aux bénéficiaires du dahir du 11 octobre 1947 ;

3° Le nombre des emplois réservés aux candidats marocains. L'arrêté du directeur des finances est publié au moins trois mois à l'avance au *Bulletin officiel* du Protectorat.

ART. 2. — Nul ne peut être admis à prendre part au concours :

1° S'il n'est citoyen français jouissant de ses droits civils ou sujet marocain ;

2° S'il est âgé de moins de 25 ans ou de plus de 30 ans à la date du concours, sous réserve des dispositions légales et réglementaires en vigueur ;

3° S'il n'a satisfait aux dispositions de la loi sur le recrutement de l'armée qui lui sont applicables ;

4° S'il n'a été autorisé à prendre part au concours.

ART. 3. — Tout candidat doit joindre à sa demande de participation, établie sur papier timbré, les pièces suivantes :

1° Un extrait, sur papier timbré, de son acte de naissance ;

2° Un certificat, sur papier timbré, délivré depuis moins de trois mois par les autorités du lieu de son domicile et constatant qu'il est de bonne vie et mœurs et qu'il jouit de la qualité de citoyen français ou de sujet marocain ;

3° Un extrait du casier judiciaire ayant moins de trois mois de date ou, pour les sujets marocains, un extrait de la fiche anthropométrique ;

4° Un certificat médical, dûment légalisé, délivré par le médecin-chef de l'hôpital civil ou militaire le plus voisin de sa résidence ou, à défaut, par un médecin assermenté. Ce certificat doit constater l'aptitude du candidat à servir au Maroc et préciser qu'il est indemne de toute affection tuberculeuse, cancéreuse ou mentale. Il ne dispense pas les candidats, avant leur nomination, de la contre-visite médicale prescrite par l'arrêté viziriel du 15 mars 1927 ;

5° Une pièce officielle établissant sa situation du point de vue du service militaire (état signalétique ou des services ou pièce en tenant lieu).

ART. 4. — Les demandes de participation au concours et les pièces annexes doivent être adressées, au plus tard un mois avant la date fixée pour les épreuves, au chef du service des perceptions et recettes municipales, à Rabat, qui arrête la liste des candidats autorisés à concourir.

Les intéressés sont informés de la décision prise à leur égard.

ART. 5. — Le concours comporte quatre épreuves écrites en français et une épreuve d'arabe parlé, celle-ci affectée du coefficient 3.

Les épreuves écrites comprennent :

1° Une dictée, servant en même temps d'épreuve d'orthographe, sur papier non réglé et sans le secours d'un transparent (coefficient : 2) ;

2° Deux problèmes d'arithmétique portant sur les quatre opérations élémentaires, les fractions ordinaires et décimales et les proportions (durée : 1 h. 30 ; coefficient : 4) ;

3° Une composition française sur un sujet d'ordre général choisi dans les matières du premier paragraphe du programme ci-après (durée : 2 h. 30 ; coefficient : 6) ;

4° La rédaction d'une note sur une question d'ordre technique choisie dans les matières du deuxième paragraphe du même programme (durée : 2 heures ; coefficient : 6).

Deux journées sont consacrées à ces compositions.

ART. 6. — Une commission, composée de deux ou plusieurs membres, dont l'un appartenant, au moins, au cadre des percepteurs ou à celui des chefs de service, est chargée de la surveillance des épreuves.

Les sujets des compositions, choisis par le chef du service, sont placés séparément sous plis cachetés. Ceux-ci sont remis, sous une seconde enveloppe cachetée, au président de la commission de surveillance.

Au commencement de chaque séance, le président de la commission ouvre le pli cacheté en présence des candidats et leur donne connaissance des sujets de composition.

ART. 7. — A l'ouverture de la première séance, le président donne lecture du dahir du 11 septembre 1938 réprimant les fraudes dans les examens et concours publics. Il prévient, en outre, les candidats qu'ils doivent s'abstenir de signer leurs feuilles de compositions, lesquelles ne doivent porter aucune mention ou indication susceptible de déceler leur identité.

Il les invite à inscrire sur un bulletin :

1° Leurs nom, prénoms, résidence ;

2° Une courte devise et un nombre de cinq chiffres qui devront être reproduits sur toutes leurs feuilles de compositions.

ART. 8. — Il est interdit aux candidats d'avoir recours à des livres ou notes d'aucune sorte.

Toute communication des candidats entre eux ou avec l'extérieur est formellement interdite. Toute fraude entraîne immédiatement l'exclusion du candidat qui la commet, sans préjudice de toutes autres sanctions.

ART. 9. — A la clôture de chaque séance, les candidats remettent leurs compositions aux membres de la commission de surveillance. Elles sont placées sous enveloppe cachetée.

L'enveloppe renfermant les bulletins et celles contenant les compositions sont revêtues de la signature du président de la commission et remises au chef du service avec le procès-verbal des opérations.

ART. 10. — L'appréciation des compositions et le classement des candidats sont faits par un jury présidé par le chef du service et comprenant, en outre, deux sous-directeurs régionaux ou inspecteurs principaux du service, deux agents du cadre des comptables et un agent du cadre supérieur de la direction des finances pour l'épreuve orale d'arabe parlé.

ART. 11. — Les compositions sont notées de 0 à 20. La note 6 est éliminatoire pour les épreuves écrites.

Une majoration de 10 % du total des points obtenus est accordée aux candidats titulaires du baccalauréat ou du brevet supérieur.

ART. 12. — Après appréciation définitive de toutes les compositions, le président du jury ouvre l'enveloppe contenant les bulletins et les rapproche des compositions.

Le jury procède ensuite au classement des candidats dans les conditions ci-après :

Trois listes sont dressées par le jury.

Sur une liste A est inscrit un nombre de candidats égal à celui des emplois mis au concours, les candidats étant classés d'après le nombre de points qu'ils ont obtenus, à quelque catégorie qu'ils appartiennent.

Sur une liste B sont inscrits les noms des candidats reconnus susceptibles de bénéficier des emplois réservés au titre du dahir du 11 octobre 1947, dans la limite des emplois qui leur sont réservés.

Sur une liste C sont inscrits les noms des candidats sujets marocains dans la limite du nombre des emplois à eux réservés au

titre du dahir du 14 mars 1939 et en vertu de l'arrêté résidentiel du 14 mars 1939.

Dans le cas où tous les candidats des listes B et C figurent également sur la liste A, celle-ci devient la liste définitive, chaque candidat conservant son numéro de classement.

Dans le cas contraire, les candidats inscrits sur les listes B et C sont appelés à remplacer les derniers de la liste A de manière que la liste définitive comprenne, dans les conditions prévues ci-dessus, autant de candidats bénéficiaires des emplois réservés qu'il y a d'emplois réservés au concours. Les bénéficiaires du dahir du 11 octobre 1947 sont alors classés entre eux conformément aux dispositions de ce texte. Ils ne peuvent figurer sur la liste définitive que jusqu'à concurrence du nombre d'emplois qui leur sont réservés ; si les résultats du concours laissent disponibles tout ou partie de ces emplois, ceux-ci sont attribués aux autres candidats classés en rang utile.

ART. 13. — Le directeur des finances arrête la liste, par ordre de mérite, des candidats admis définitivement.

Toutefois, sa décision ne pourra intervenir que quarante-huit heures, au moins, après communication de la liste proposée par le jury au directeur de l'Office marocain des anciens combattants et victimes de la guerre.

Rabat, le 19 juin 1950.

Pour le directeur des finances
et par délégation,

COURSON.

* * *

I. — Notions générales.

a) Organisation financière de l'Etat chérifien, des municipalités, des Offices et établissements publics gérés par les percepteurs (Budgets, principes fondamentaux de la comptabilité publique et municipale).

b) Organisation du service des comptables des perceptions :

Principales attributions des percepteurs, receveurs municipaux et agents comptables ou trésoriers des Offices ou établissements publics.

Assiette et recouvrement des impôts directs, taxes assimilées et taxes municipales.

Privilège du Trésor, des municipalités et de certains Offices et établissements publics.

Réclamations en matière d'impôts directs.

Amendes et condamnations pécuniaires.

c) Droit civil :

De la condition civile des Français et des étrangers au Maroc (dahir du 13 août 1913) ;

De la distinction des biens ; de la propriété et de l'usufruit, des différentes manières d'acquérir la propriété, des hypothèques (code civil, articles 516 à 636 et 711 à 717 ; dahir du 2 juin 1915 fixant la législation applicable aux immeubles immatriculés complété par le dahir du 27 mars 1923, articles 5 à 72 et 163 à 196) ;

Des successions, des donations, des dispositions testamentaires, legs et partages anticipés (code civil, articles 718 à 1100) ;

Des contrats (code civil n° 1101 à 1134) et (code des obligations et contrats n° 1 à 65, 228 à 287 et 461 à 477) ;

Des privilèges et des différentes espèces de créanciers (code des obligations et contrats n° 1241 à 1250).

II. — Notions spéciales.

a) Exercice des poursuites en matière de recouvrement (impôts directs, taxes assimilées, produits du domaine et autres créances recouvrées par les percepteurs, amendes, taxes municipales) ; divers degrés de poursuites ; délais à observer (dahir du 21 août 1935, dahir du 22 novembre 1924, dahir du 6 octobre 1926 sur les créances municipales, dahir du 14 septembre 1925 sur les amendes).

Formalités prescrites pour la rédaction et la signification des exploits.

Formalités substantielles, cas de nullité (dahir du 21 août 1935 ; code de procédure civile, articles 63 à 71, 1029 à 1033 ; dahir formant

code de procédure civile, notamment, articles 56, 57, 307, 308, 547, 549, 550, 551, 552, 552 bis, 552 ter, 552 quater).

Saisie-arrêt ou opposition (dahir formant code de procédure civile n° 316 à 328).

Saisies (dahir formant code de procédure civile, articles 329 à 356).

Offres de paiement et de consignation. Calcul des intérêts exigibles.

Incidents susceptibles de se produire au cours des procédures d'exécution.

Revendication d'objets saisis (dahir du 21 août 1935).

Compétence des tribunaux en matière administrative (dahir sur l'organisation judiciaire du 12 août 1913).

Vente des objets saisis (dahir du 21 août 1935).

Taxe des frais de poursuites.

Secrét professionnel.

b) Registre du commerce (dahir formant code de commerce et dahir du 1^{er} septembre 1926, B. O. n° 735, du 23 novembre 1926).

Vente et nantissement des fonds de commerce (dahir du 31 décembre 1914, B. O. n° 115, et dahir du 4 mai 1932, B. O. n° 1025).

Publicité des régimes matrimoniaux, des actes de constitution et de dissolution de sociétés, des déclarations de faillite, des mises en liquidation judiciaire, des renonciations à des successions et des acceptations sous bénéfice d'inventaire, des renonciations à la communauté (dahir formant code de commerce, articles 1^{er} à 9; textes sur le registre du commerce cités plus haut, articles 29 à 59, 197 à 261; dahir formant code de procédure civile, articles 514 à 523; code civil, articles 784 à 810, 1453 à 1466).

c) Poursuites contre des héritiers, des femmes mariées, des sociétés, des locataires, des tiers détenteurs ou des dépositaires publics, des faillis et des liquidés judiciaires (dahir du 21 août 1935; dahir formant code de commerce, articles 24 à 54 et articles sur faillite et liquidation judiciaire; dahir du 1^{er} septembre 1926 sur les sociétés à responsabilité limitée, B. O. n° 728; code des obligations et contrats, articles 1042 à 1050, articles 1070 et 1071).

Rectificatif au « Bulletin officiel » n° 1964, du 16 juin 1950, page 805.

Arrêté viziriel du 3 juin 1950 (16 chaabane 1369) fixant les traitements des contrôleurs principaux et contrôleurs des cadres extérieurs de la direction des finances et les conditions d'intégration dans ce nouveau cadre.

Au lieu de :

« ART. 4. — Est réparti le nombre d'emplois restant à pourvoir après cette intégration au profit des agents visés au paragraphe b) de l'article 2 ci-dessus, en deux groupes déterminés par arrêté du directeur des finances qui fixe également les conditions à remplir par les intéressés » ;

Lire :

« ART. 4. — Le nombre d'emplois restant à pourvoir après cette intégration est réparti au profit des agents visés au paragraphe b) de l'article 2 ci-dessus..... »

(La suite sans changement.)

DIRECTION DE L'AGRICULTURE, DU COMMERCE ET DES FORÊTS

Arrêté du directeur de l'agriculture, du commerce et des forêts du 16 juin 1950 modifiant et complétant l'arrêté directorial du 6 mars 1950 ouvrant un concours pour seize emplois d'ingénieur géomètre stagiaire.

Par arrêté directorial du 16 juin 1950 l'article premier de l'arrêté du 6 mars 1950 est modifié ainsi qu'il suit :

« Un concours pour le recrutement de dix-neuf ingénieurs géomètres adjoints stagiaires est ouvert à la direction de l'agriculture, du commerce et des forêts (division de la conservation foncière et du service topographique). »

(La suite sans modification.)

DIRECTION DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE

Arrêté du directeur de l'instruction publique du 9 juin 1950 fixant les formes et le programme de l'examen professionnel de fin de stage d'un météorologiste.

LE DIRECTEUR DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE,
Chevalier de la Légion d'honneur,

Vu l'arrêté viziriel du 1^{er} mars 1944 formant statut du personnel météorologiste chérifien, tel qu'il a été modifié ou complété et, notamment, ses articles 6 et 7 ;

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Un examen professionnel de fin de stage de météorologiste, prévu par l'arrêté viziriel susvisé du 1^{er} mars 1944, aura lieu à Casablanca, les 10 et 11 octobre 1950.

ART. 2. — Cet examen comporte des épreuves écrites, des épreuves orales, des épreuves de travaux pratiques, et la présentation d'une étude. Les notes obtenues pendant la durée du stage entrent également en ligne de compte. Les coefficients appliqués aux différentes notes, se répartissent ainsi :

A. — Épreuves écrites :

Météorologie générale, mécanique et thermodynamique de l'atmosphère, frontologie (coefficient : 50) ;
Climatologie et météorologie agricole (coefficient : 20) ;
Instruments (coefficient : 35) ;
Physique de l'atmosphère et physique du globe (coefficient : 30) ;
Océanographie physique (coefficient : 20).

B. — Interrogations :

Nuages, météores, systèmes nuageux (coefficient : 5) ;
Transmissions (coefficient : 5) ;
Géographie (coefficient : 5).

C. — Travaux pratiques :

Cartes météorologiques et prévisions du temps et de la houle (coefficient : 25) ;
Calculs (coefficient : 15).

D. — Présentation d'une étude (coefficient : 20).

E. — Notes de stages :

Moyenne des notes de travail :
Assiduité (coefficient : 35) ;
Expérimentation (coefficient : 35).
Total des coefficients : 300.

Le programme des matières sur lesquelles portent les épreuves écrites, orales et pratiques, qui est annexé à l'original du présent arrêté, peut être consulté à la section de physique du globe et de météorologie.

Le sujet de l'étude personnelle est choisi par le candidat, en accord avec le chef de la section de physique du globe et de météorologie. Il peut comprendre, soit une étude bibliographique d'une question de physique du globe ou de météorologie théorique ou

pratique, soit une étude sur un sujet d'exploitation : étude de ciels ou de nuages particuliers, étude de situations synoptiques, particulières, climatologie, etc.. Il sera tenu grand compte des qualités de présentation.

Les candidats devront remettre le texte de leur étude quinze jours avant l'examen.

ART. 3. — Les épreuves sont notées de 0 à 20. Un total d'au moins 3.000 points pour l'ensemble des notes, compte tenu des coefficients applicables, est exigé pour l'admission à l'examen.

ART. 4. — Le jury de l'examen comprend :

Le directeur de l'instruction publique, ou son délégué, président ;

Le directeur de l'Institut scientifique chérifien ;

Le chef de la section de physique du globe et de météorologie ;

Un docteur ès sciences, ayant exercé les fonctions supérieures dans un service de météorologie ou de physique du globe ;

Deux géophysiciens du service de physique du globe et de météorologie.

ART. 5. — Le jury propose l'admission éventuelle des candidats, qui est prononcée par le directeur de l'instruction publique.

Rabat, le 9 juin 1950.

THABAULT.

Rectificatif au « Bulletin officiel » n° 1960 bis, du 23 mai 1950, page 645.

Arrêté viziriel du 9 mai 1950 (21 rejeb 1369) fixant, à compter des 1^{er} janvier et 1^{er} juillet 1950, les traitements de certains personnels de l'enseignement musulman.

ARTICLE PREMIER. —

Au lieu de :

« les traitements de base suivants : » ;

Lire :

« les traitements globaux suivants : »

(La suite sans modification.)

OFFICE MAROCAIN DES ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE LA GUERRE

Arrêté résidentiel du 18 juin 1950 ouvrant un concours pour deux emplois de rédacteur stagiaire du cadre particulier de l'Office marocain des anciens combattants et victimes de la guerre.

Par arrêté résidentiel du 18 juin 1950 un concours est ouvert pour deux emplois au minimum de rédacteur stagiaire du cadre particulier de l'Office marocain des anciens combattants et victimes de la guerre.

Les épreuves écrites auront lieu à Rabat, le 14 novembre 1950.

La liste d'inscription, ouverte à l'Office marocain des anciens combattants et victimes de la guerre (bureau du personnel), à Rabat, sera close le 13 octobre 1950.

MOUVEMENTS DE PERSONNEL ET MESURES DE GESTION

Création d'emplois.

Par arrêté du secrétaire général du Protectorat du 24 juin 1950 est créé à la direction des finances, à compter du 1^{er} juillet 1950, par transformation de quarante emplois d'auxiliaires, quarante emplois de titulaires ci-après désignés :

CHAPITRE 44. — FINANCES (Personnel).

1° Administration centrale :

Un emploi de commis (bureau du budget) ;

Un emploi de commis (bureau du personnel) ;

Un emploi de commis (bureau de l'ordonnement) ;

Un emploi de commis (contrôle des engagements de dépenses) ;

2° Impôts directs :

a) Service central :

Une sténodactylographe ;

b) Services extérieurs :

Seize agents d'assiette ;

3° Perceptions et recettes municipales :

a) Service central :

Quatre agents de recouvrement ;

Une dactylographe ;

b) Services extérieurs :

Quatre agents de recouvrement ;

4° Enregistrement et timbre :

a) Service central :

Un agent de constatation et d'assiette ;

b) Services extérieurs :

Deux agents de constatation et d'assiette ;

5° Domaines :

Services extérieurs :

Trois agents de constatation et d'assiette.

CHAPITRE 47. — DOUANES ET IMPÔTS INDIRECTS (Personnel).

a) Service central :

Deux agents de recouvrement ;

b) Services extérieurs :

Deux agents de recouvrement.

Nominations et promotions.

SECRETARIAT GÉNÉRAL DU PROTECTORAT.

Est titularisé et nommé *commis de 3^e classe* du 25 janvier 1950 et reclassé au même grade du 25 janvier 1949, avec ancienneté du 27 décembre 1947 (bonification pour services militaires : 2 ans 28 jours) : M. Falco Louis, commis stagiaire. (Arrêté du secrétaire général du Protectorat du 5 juin 1950.)

Est titularisé et nommé *commis de 3^e classe* du 26 décembre 1949 et reclassé *commis de 2^e classe* du 26 décembre 1948, avec ancienneté du 16 mai 1946 (bonifications pour services militaires : 4 ans 7 mois 16 jours et pour services civils : 1 an 5 mois 24 jours) : M. Bernard Marceau, commis stagiaire. (Arrêté du secrétaire général du Protectorat du 5 juin 1950.)

JUSTICE FRANÇAISE

Sont nommés *commis stagiaires* du 1^{er} mai 1950 : M^{me} Brucra Yvonne, MM. Pelaprat Jean et Gaudet Roger, agents temporaires. (Arrêtés du premier président de la cour d'appel du 26 avril 1950.)

* *

DIRECTION DES AFFAIRES CHÉRIFIENNES.

Sont promus du 1^{er} janvier 1950 :

Secrétaire-greffier de 2^e classe : M. Bournine Georges, secrétaire-greffier de 3^e classe ;

Secrétaire-greffier de 3^e classe : M. Blanc Roger, secrétaire-greffier adjoint de 1^{re} classe ;

Secrétaire-greffier adjoint de 1^{re} classe : M. Lafond Jean, secrétaire-greffier adjoint de 2^e classe.

Sont promus :

Commis-greffier principal de classe exceptionnelle (avant 3 ans) du 1^{er} septembre 1949 : M. Driss ben Naceur, commis-greffier principal de 1^{re} classe ;

Commis-greffier principal de classe exceptionnelle (après 3 ans) du 1^{er} janvier 1950 : M. Estripeau Léonce, commis-greffier principal de classe exceptionnelle (avant 3 ans) ;

Commis-greffiers principaux de 1^{re} classe :

Du 1^{er} janvier 1950 : M. Baésa Célestin ;

Du 1^{er} mars 1950 : M. Bennaceur ben Aomar, commis-greffiers principaux de 2^e classe ;

Commis-greffiers principaux de 2^e classe :

Du 1^{er} février 1950 : M. Ali ben Moulay Ahmed ;

Du 1^{er} juin 1950 : M. Abdallah ou Lahcèn ;

Du 1^{er} juin 1950 : M. Khyii ou Lahcèn,

commis-greffiers principaux de 3^e classe ;

Commis-greffiers principaux de 3^e classe :

Du 1^{er} mai 1948 : M. Ali ou Raho ;

Du 1^{er} mai 1949 : M. Driss ou Mohand ou Laabar ;

Du 1^{er} mai 1950 : M. Mustapha Abdesslam ;

Du 1^{er} juin 1950 : M. Lhabib ben Mohamed Ghrissi, commis-greffiers de 1^{re} classe ;

Commis-greffiers de 1^{re} classe :

Du 1^{er} janvier 1950 : M. Driss ou Moha ou Lhadj ;

Du 1^{er} mai 1950 : M. Larbi ben Mohamed Lemachatt, commis-greffiers de 2^e classe ;

Commis-greffier de 3^e classe du 1^{er} juin 1950 : M. Bennaceur ben Ali, commis-greffier de 4^e classe.

Est titularisé et nommé *commis-greffier de 4^e classe des juridictions coutumières* du 1^{er} janvier 1950 : M. Moha ou Hamou, commis-greffier stagiaire.

(Arrêtés directoriaux du 6 juin 1950.)

Est incorporé dans le cadre des agents publics et nommé *agent public hors catégorie, 1^{er} échelon (maitre ouvrier)* du 1^{er} janvier 1950 : M. Segura Salvador, agent temporaire à contrat de catégorie B, du service du train automobile de S. M. le Sultan. (Arrêté viziriel du 30 mai 1950.)

* *

DIRECTION DE L'INTÉRIEUR.

Sont nommés dans le cadre des régies municipales :

Inspecteur de 2^e classe du 1^{er} avril 1950 : M. Lorrain Jean, inspecteur adjoint de 1^{re} classe ;

Agents principaux de constatation et d'assiette, 4^e échelon :

Du 1^{er} juillet 1950 : MM. Baque Irénée et Escude Jean, agents principaux 3^e échelon ;

Du 1^{er} août 1950 : M. Menot Georges, agent principal 3^e échelon ;

Agent principal de constatation et d'assiette, 3^e échelon du 1^{er} avril 1950 : M. Benayache Joseph, agent principal 2^e échelon ;

Agents principaux de constatation et d'assiette, 1^{er} échelon :

Du 1^{er} février 1950 : MM. Desmoutier Philippe et El Moktar ben el Yazid ;

Du 1^{er} avril 1950 : M. Canton Joseph ;

Du 1^{er} mai 1950 : M. Maître Thomas ;

agents 5^e échelon ;

Agents de constatation et d'assiette, 5^e échelon :

Du 1^{er} janvier 1950 : M. Helary François ;

Du 1^{er} mars 1950 : M. Vigneau Henri ;

Du 1^{er} mai 1950 : M. Lapébie Jean ;

Du 1^{er} juin 1950 : M. Ferré Georges,

agents 4^e échelon.

(Arrêté directorial du 16 juin 1950.)

Est réputé démissionnaire et rayé des cadres du personnel de la direction de l'intérieur du 16 mai 1950 : M. Cekaroli Claude, commis principal de 2^e classe en disponibilité. (Arrêté directorial du 19 mai 1950.)

* *

DIRECTION DES SERVICES DE SÉCURITÉ PUBLIQUE.

Est nommé *gardien de la paix stagiaire* du 1^{er} janvier 1950 : M. Urruty Théodore, gardien de la paix auxiliaire ;

Sont titularisés et reclassés :

Gardien de la paix de 1^{re} classe du 1^{er} juin 1949, avec ancienneté du 3 avril 1949 (bonification pour services militaires : 48 mois 28 jours) : M. Tosi Charles ;

Gardien de la paix de 2^e classe du 1^{er} juillet 1949, avec ancienneté du 7 novembre 1947 (bonification pour services militaires : 43 mois 9 jours) : M. Esclapez Sauveur ;

Gardien de la paix de 3^e classe du 1^{er} juin 1949, avec ancienneté du 12 avril 1948 (bonification pour services militaires : 12 mois 19 jours) : M. Tosi Noël,

gardiens de la paix stagiaires.

(Arrêtés directoriaux des 13, 25, 27 et 28 avril 1950.)

* *

DIRECTION DES FINANCES.

Sont nommés :

Percepteur hors classe du 1^{er} février 1950 : M. Vincinus Edmond, percepteur de 1^{re} classe, 3^e échelon ;

Percepteur de 1^{re} classe, 3^e échelon du 1^{er} mai 1950 : M. Daver Raoul, percepteur de 1^{re} classe, 2^e échelon ;

Percepteur de 1^{re} classe, 1^{er} échelon du 1^{er} mars 1950 : M. Devray Paul, percepteur de 2^e classe, 2^e échelon ;

Percepteur de 2^e classe, 2^e échelon du 1^{er} juin 1950 : M. Agucra Antoine, percepteur de 2^e classe, 1^{er} échelon ;

Chef de service de classe exceptionnelle du 1^{er} février 1950 : M. Vaills Louis, chef de service hors classe ;

Chefs de service hors classe :

Du 1^{er} février 1950 : M. Lachaud Jean ;

Du 1^{er} mai 1950 : M. Briant Jean,

chefs de service de 1^{re} classe, 2^e échelon ;

Chef de service de 1^{re} classe, 2^e échelon du 1^{er} août 1950 : M. Ollivier René, chef de service de 1^{re} classe, 1^{er} échelon ;

Sous-chefs de service de classe spéciale, 1^{er} échelon :

Du 1^{er} mai 1950 : M. Leca Toussaint ;

Du 1^{er} juin 1950 : M. Santucci Antoine ;

Du 1^{er} juillet 1950 : M. Cabannes Paul,
sous-chefs de service de 1^{re} classe ;

Contrôleur de 3^e classe du 1^{er} mars 1950 : M. Benoît Henri, contrôleur de 4^e classe ;

Contrôleurs de 4^e classe :

Du 1^{er} janvier 1950 : M. Roger Eugène ;

Du 1^{er} mars 1950 : M. De Chivre Henri,
contrôleurs de 5^e classe ;

Contrôleurs de 5^e classe :

Du 1^{er} mai 1950 : M. Rascol Julien ;

Du 1^{er} juillet 1950 : M. Touboul Jacques ;
contrôleurs de 6^e classe ;

Contrôleur de 6^e classe du 1^{er} mai 1950 : M. Chol Marcel, contrôleur de 7^e classe ;

Agent principal de poursuites de classe exceptionnelle, 2^e échelon du 1^{er} juin 1950 : M. Conventi Charles, agent principal de poursuites de classe exceptionnelle, 1^{er} échelon ;

Agents principaux de recouvrement, 3^e échelon :

Du 1^{er} juillet 1950 : M. Chauris Marcel ;

Du 1^{er} août 1950 : M. Torres Séverin,
agents principaux de recouvrement, 2^e échelon ;

Agent principal de recouvrement, 2^e échelon du 1^{er} mars 1950 : M. Wegler Jean, agent principal de recouvrement, 1^{er} échelon ;

Agents principaux de recouvrement, 1^{er} échelon :

Du 1^{er} mars 1950 : MM. Bernabeu Vincent et Delattre Marius ;

Du 1^{er} avril 1950 : M. Ben Jelloun Abdesslem ;

Du 1^{er} août 1950 : M. Lopez Manuel,
agents de recouvrement, 5^e échelon ;

Agents de recouvrement, 5^e échelon :

Du 1^{er} février 1950 : M^{lle} Péraldi Antoinette ;

Du 1^{er} mars 1950 : MM. Muller Louis, Richard André et Pinton Henri ;

Du 1^{er} avril 1950 : M. Kiener Robert ;

Du 1^{er} mai 1950 : MM. Antona Antoine et Barthelet Claude,
agents de recouvrement, 4^e échelon ;

Agents de recouvrement, 4^e échelon :

Du 1^{er} mars 1950 : M. Baldes François ;

Du 1^{er} juillet 1950 : M. Cailhol Alexandre,
agents de recouvrement, 3^e échelon ;

Agents de recouvrement, 3^e échelon :

Du 1^{er} février 1950 : M. Colonna Dominique ;

Du 1^{er} juin 1950 : M. Pochard Jacques,
agents de recouvrement, 2^e échelon ;

Du 1^{er} janvier 1950 :

Avec ancienneté du 19 juillet 1948 : M. Giudicelli Paul ;

Avec ancienneté du 8 juillet 1948 : M. Rolland Noël ;

Avec ancienneté du 29 octobre 1948 : M. D'Hervez Guillaume ;

Avec ancienneté du 7 novembre 1948 : M. Bougouin Louis,
collecteurs de 1^{re} classe ;

Agent de recouvrement, 2^e échelon du 1^{er} janvier 1950, avec ancienneté du 10 février 1947 : M. Barbara René, commis de 3^e classe ;

Fqih de 3^e classe du 1^{er} août 1950 : M. Mustapha ben Kaddour, fqih de 4^e classe ;

Chaouch de 5^e classe du 1^{er} août 1950 : M. Djillali ben Larbi, chaouch de 6^e classe.

Sont reclassés du 1^{er} janvier 1948 :

Agent principal de recouvrement, 1^{er} échelon, avec ancienneté du 4 décembre 1946, et nommé agent principal de recouvrement, 2^e échelon du 1^{er} novembre 1949 : M. Giudicelli Toussaint, commis principal de 2^e classe ;

Agent de recouvrement, 5^e échelon, avec ancienneté du 16 août 1946, et nommé agent principal, 1^{er} échelon du 1^{er} octobre 1949 : M. Amalou Mohamed, commis principal de 3^e classe ;

Agent principal de recouvrement, 1^{er} échelon, avec ancienneté du 31 janvier 1947, et nommé agent principal de recouvrement, 2^e échelon du 1^{er} mai 1950 : M. Bernard Joseph, commis principal de 2^e classe ;

Agent principal de recouvrement, 1^{er} échelon, avec ancienneté du 9 mars 1946, et nommé agent principal de recouvrement, 2^e échelon du 1^{er} juin 1949 : M. Nicoli Don Camille, collecteur principal de 3^e classe.

(Arrêtés directoriaux des 5 mai et 5 juin 1950.)

Sont reclassés :

Commis de 2^e classe du 1^{er} février 1946, avec ancienneté du 15 février 1945, commis de 1^{re} classe et agent de recouvrement, 4^e échelon du 1^{er} janvier 1948 : M. Lasserre Yvon, commis de 3^e classe ;

Commis de 2^e classe du 1^{er} janvier 1947, avec ancienneté du 5 novembre 1945, agent de recouvrement, 3^e échelon du 1^{er} janvier 1948, avec la même ancienneté, et nommé au 4^e échelon de son grade du 1^{er} novembre 1948 : M. Franceschi Mathieu, commis de 3^e classe ;

Commis de 1^{re} classe du 1^{er} mai 1947, avec ancienneté du 31 mai 1945, agent de recouvrement, 3^e échelon du 1^{er} janvier 1948, avec la même ancienneté, et nommé au 4^e échelon de son grade du 1^{er} septembre 1948 : M. Thomas Roland, commis de 2^e classe ;

Commis de 1^{re} classe du 1^{er} juillet 1947, avec ancienneté du 25 mai 1947, agent de recouvrement, 4^e échelon du 1^{er} janvier 1948, avec la même ancienneté : M. Barthelet Claude, commis de 2^e classe.

(Arrêtés directoriaux des 28 avril et 16 mai 1950.)

Sont reclassés *agents principaux de recouvrement, 2^e échelon* :

Du 1^{er} janvier 1950, avec ancienneté du 1^{er} décembre 1948 : M. Allard Guy ;

Du 1^{er} septembre 1949, avec ancienneté du 1^{er} décembre 1947 : M. Fouche Marcel ;

Du 1^{er} janvier 1950, avec ancienneté du 1^{er} juin 1947, et nommé au 3^e échelon de son grade du 1^{er} juin 1950 : M. Larrieu Gérard,
collecteurs principaux de 2^e classe ;

Agent principal de recouvrement, 4^e échelon du 1^{er} août 1949, avec ancienneté du 1^{er} août 1946, et nommé au 5^e échelon de son grade du 1^{er} novembre 1949 : M. Rives René, commis principal de classe exceptionnelle (avant 3 ans).

(Arrêtés directoriaux du 5 juin 1950.)

Est élevé à la 4^e classe de son grade du 1^{er} mars 1950 : M. M'Hamed ben Driss el Azzâoui, fqih de 5^e classe des domaines. (Arrêté directorial du 17 mai 1950.)

Rectificatif au Bulletin officiel n° 1964, du 16 juin 1950, page 812.

Au lieu de :

« Sont nommés à l'administration centrale de la direction des finances :

« *Inspecteurs de comptabilité de 3^e classe* :

« Du 1^{er} janvier 1950 : MM. Soubiran Jean et Combaut Félix, contrôleurs principaux à l'échelon exceptionnel ;

« Du 1^{er} juillet 1950 : MM. Delage Jean et Fabre André, contrôleurs principaux de comptabilité de classe exceptionnelle (2^e échelon) » ;

Lire :

« Sont nommés à l'administration centrale de la direction des finances :

« *Inspecteurs de comptabilité de 1^{re} classe :*

« Du 1^{er} janvier 1950 :

« Avec ancienneté du 1^{er} mars 1946 : M. Soubiran Jean ;

« Avec ancienneté du 1^{er} février 1945 : M. Combaut Philippe,
« contrôleurs principaux à l'échelon exceptionnel ;

« Du 1^{er} juillet 1950 :

« Avec ancienneté du 1^{er} mai 1948 : M. Delage Jean ;

« Avec ancienneté du 1^{er} février 1945 : M. Fabre André,

« contrôleurs principaux de comptabilité de classe exceptionnelle, 2^e échelon. »

(Arrêtés directoriaux du 2 juin 1950.)

* * *

DIRECTION DES TRAVAUX PUBLICS.

Est titularisée et nommée *commis de 3^e classe* du 1^{er} juillet 1950 : M^{me} Lefèvre Renée, *commis stagiaire*. (Arrêté directorial du 7 juin 1950.)

L'ancienneté de M. Drevet Pierre, agent technique de 3^e classe, est fixée au 10 décembre 1947 (bonification pour services militaires : 11 mois 22 jours.) (Arrêté directorial du 4 mai 1950.)

Est nommé *ingénieur adjoint de 4^e classe (1^{er} échelon)* du 16 avril 1950 : M. Grenard Pierre, en service détaché au Maroc. (Arrêté directorial du 5 mai 1950.)

Application du dahir du 5 avril 1945 sur la titularisation des auxiliaires.

Est titularisé et nommé *sous-agent public de 3^e catégorie, 6^e échelon (barcassier)* du 1^{er} janvier 1947, avec ancienneté du 1^{er} août 1945 : M. Lahcèn ben el Larbi ben Hamou. (Arrêté directorial du 10 février 1950.)

* * *

DIRECTION DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE ET DES MINES.

Est nommé *géologue stagiaire* du 1^{er} février 1950 : M. Kuntz Paul. (Arrêté directorial du 17 mai 1950.)

* * *

DIRECTION DE L'AGRICULTURE, DU COMMERCE ET DES FORÊTS.

Est nommé *ingénieur du génie rural de 4^e classe* du 1^{er} juillet 1950 : M. Goujat Roger, *ingénieur adjoint du génie rural de 2^e classe*. (Arrêté directorial du 16 mai 1950.)

Est intégrée dans le cadre des *commis*, en application de l'arrêté viziriel du 30 juillet 1947, et reclassée *commis principal de 1^{re} classe* du 1^{er} janvier 1950, avec ancienneté du 1^{er} octobre 1949 : M^{me} Allard Inéda, *dame dactylographe de 2^e classe*. (Arrêté directorial du 23 mai 1950.)

Sont nommés :

Infirmiers vétérinaires de 1^{re} classe :

Du 1^{er} mars 1949 : M. Mohamed ben Si el Mekki ;

Du 1^{er} août 1949 : M. Ali ben Si Maati,

infirmiers vétérinaires de 2^e classe.

Chaouch de 4^e classe du 1^{er} novembre 1950 : M. Aïssa ben Ali, *chaouch de 5^e classe ;*

Chaouch de 5^e classe du 1^{er} janvier 1949, avec ancienneté du 1^{er} septembre 1948 : M. Mohamed ben Omar, *chaouch de 6^e classe ;*

M. Abderrahman ben Breck, *infirmier vétérinaire de 4^e classe*, dont la démission est acceptée, est rayé des cadres du 1^{er} juillet 1950.

(Arrêtés directoriaux des 3 et 6 juin 1950.)

Sont nommés :

Moniteur agricole de 7^e classe du 1^{er} juillet 1949 : M. Chapron Jacques, *moniteur agricole auxiliaire*. (Arrêté directorial du 30 novembre 1949.)

Vétérinaire inspecteur stagiaire de l'élevage du 16 février 1950 : M. Aldebert Jean-Claude, élève boursier de l'école vétérinaire de Toulouse. (Arrêté directorial du 25 mars 1950.)

Sont promus :

Inspecteur adjoint des eaux et forêts de 1^{re} classe du 1^{er} août 1950 : M. Lestringant Bernard, *inspecteur adjoint de 2^e classe ;*

Brigadier des eaux et forêts de 1^{re} classe du 1^{er} juillet 1950 : M. Mons Désiré, *brigadier de 2^e classe ;*

Brigadier des eaux et forêts de 2^e classe du 1^{er} août 1950 : M. Chevassu Georges, *brigadier de 3^e classe ;*

Brigadier des eaux et forêts de 3^e classe du 1^{er} août 1950 : M. Ourliac André, *brigadier de 4^e classe ;*

Sous-brigadiers des eaux et forêts de 1^{re} classe :

Du 1^{er} juillet 1950 : MM. Faurie Marc, Franceschi Paul, Mathonet Jean et Versini Toussaint ;

Du 1^{er} août 1950 : M. Dupuy Alfred,

sous-brigadiers de 2^e classe ;

Sous-brigadiers des eaux et forêts de 3^e classe du 1^{er} août 1950 : MM. Tartelin Georges et Franceschetti Louis,

sous-brigadiers de 4^e classe ;

Garde hors classe des eaux et forêts du 1^{er} août 1950 : M. Leca Ignate, *garde de 1^{re} classe des eaux et forêts ;*

Est élevé à la 7^e classe de son grade du 1^{er} juillet 1950 : M. Abdelaiz ben Baïs, *cavalier de 8^e classe des eaux et forêts*.

(Arrêtés directoriaux du 1^{er} juin 1950.)

Est reclassé, en application de l'article 8 du dahir du 5 avril 1945 et de l'instruction résidentielle du 4 avril 1946, *commis de 3^e classe des eaux et forêts* du 26 décembre 1948, avec ancienneté du 5 décembre 1945, et élevé à la 2^e classe du 1^{er} janvier 1949 : M. Lopez Rémi, *commis de 3^e classe des eaux et forêts*. (Arrêté directorial du 28 avril 1950.)

Sont reclassés, en application de l'article 8 du dahir du 5 avril 1945 et de la circulaire 11/SP. du 31 mars 1948 :

Cavalier de 6^e classe du 1^{er} janvier 1950, avec ancienneté du 22 novembre 1949 : M. Bouazza ben Abdelkader ;

Cavalier de 6^e classe du 1^{er} janvier 1950, avec ancienneté du 7 novembre 1949 : M. Mohamed ben Lahcèn ;

Cavalier de 8^e classe du 1^{er} octobre 1947, avec ancienneté du 1^{er} octobre 1946, au même grade du 1^{er} janvier 1948, avec ancienneté du 24 mars 1944, et élevé à la 7^e classe du 1^{er} janvier 1948 : M. Mohamed ben Ali,

cavaliers de 8^e classe des eaux et forêts.

Cavalier de 7^e classe du 1^{er} janvier 1945, avec ancienneté du 1^{er} mars 1943, élevé à la 6^e classe du 1^{er} mars 1947 et reclassé à la 6^e classe du 1^{er} janvier 1948, avec ancienneté du 22 novembre 1945 : M. El Maati ben Larbi, *ex-cavalier de 7^e classe des eaux et forêts ;*

Cavalier de 3^e classe du 1^{er} février 1948, avec ancienneté du 5 septembre 1947 : M. Ahmed ben Lhassèn ben Mohamed ;

Cavalier de 7^e classe du 1^{er} juillet 1949, avec ancienneté du 15 octobre 1946, et élevé à la 6^e classe du 1^{er} juillet 1950 : M. Abdelkader ben Mohamed ;

Cavalier de 8^e classe du 1^{er} janvier 1947, avec ancienneté du 1^{er} avril 1947, de 7^e classe du 1^{er} janvier 1948, avec ancienneté du 1^{er} avril 1946, et élevé à la 6^e classe du 1^{er} avril 1950 : M. Sliman ben Larbi ;

Cavalier de 8^e classe du 1^{er} mars 1946, avec ancienneté du 1^{er} mars 1943, élevé à la 7^e classe du 1^{er} juillet 1946, reclassé à la 7^e classe du 1^{er} janvier 1948, avec ancienneté du 8 septembre 1945, et élevé à la 6^e classe du 1^{er} février 1949 : M. Hassan ben Mohamed, cavaliers de 8^e classe des caux et forêts.

(Arrêtés directoriaux du 1^{er} mai 1950.)

Sont titularisés et nommés du 1^{er} janvier 1949 :

Sous-agent public de 2^e catégorie, 4^e échelon (porte-mire chasseur), avec ancienneté du 27 août 1946 : M. Mohammed ben Saïd ben el Mati ;

Sous-agent public de 3^e catégorie, 4^e échelon (porte-mire), avec ancienneté du 25 novembre 1946 : M. Brahim ben Mohamed ben Ali ;

Sous-agent public de 3^e catégorie, 2^e échelon (porte-mire), avec ancienneté du 5 janvier 1947 : M. Maati ben Bouazza ben Mohamed ;

Sous-agent public de 3^e catégorie, 2^e échelon (porte-mire), avec ancienneté du 16 décembre 1946 : M. M'Barek ben Brahim ben Bouchaïb.

(Arrêtés directoriaux du 22 avril 1950.)

Application du dahir du 5 avril 1945 sur la titularisation des auxiliaires.

Est titularisée et nommée *dame employée de 3^e classe du 1^{er} janvier 1949, avec ancienneté du 1^{er} avril 1947 : M^{me} Massat Rosalie, dame employée auxiliaire.* (Arrêté directorial du 20 mars 1950.)

* *

DIRECTION DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Sont pérennisés dans leurs fonctions et prennent le titre de *professeur de cours complémentaire* du 1^{er} janvier 1950 :

Avec 5 ans 3 mois d'ancienneté : MM. Contestin Antonin et Milou Georges, M^{me} Pipyn Jeanne et Bosc Marthe ;

Avec 5 ans 11 mois d'ancienneté : M. Juillet Joseph ;

Avec 6 ans 3 mois d'ancienneté : M. Laney Camille.

(Arrêté directorial du 8 juin 1950.)

Sont reclassés :

Instituteur de 6^e classe du cadre particulier du 1^{er} juin 1948, avec 1 an 9 mois d'ancienneté (majoration pour suppléances : 1 an 9 mois) : M. Méliani Djelloul. (Arrêté directorial du 10 mai 1950.)

Instituteur de 6^e classe du 1^{er} janvier 1950, avec 11 mois d'ancienneté (bonification pour services militaires : 11 mois) : M. Marchisio André. (Arrêté directorial du 11 mai 1950.)

Mouderrès de 6^e classe (cadre unique) du 1^{er} décembre 1947, avec 2 ans 1 mois 23 jours d'ancienneté (bonifications pour suppléances et stage : 2 ans 1 mois 23 jours) : M. Hocceïn ben Hassan. (Arrêté directorial du 25 mai 1950.)

* *

OFFICE DES POSTES, DES TÉLÉGRAPHES ET DES TÉLÉPHONES.

Sont nommés :

Contrôleur principal 4^e échelon du 1^{er} octobre 1948 : M^{me} Faivre Rose ;

Contrôleurs :

1^{er} échelon du 1^{er} octobre 1948 : M^{me} Thomarat Hélène ;

2^e échelon du 1^{er} octobre 1948 et 3^e échelon du 16 février 1949 : M. Et Tayebi ben el Moktar ben Et Thami ben Djerrari ;

Agents d'exploitation :

Stagiaire du 1^{er} novembre 1948 et 1^{er} échelon du 1^{er} novembre 1949 : M. Moralès Ange ;

Stagiaire du 11 novembre 1948 : M. Lloret Gabriel ;

Agents d'exploitation stagiaires du 16 janvier 1950 : M^{me} Rabineau Yolande et M. Ohayoun Jacques.

(Arrêtés directoriaux des 27 décembre 1949, 15 janvier, 24 mars, 22 avril, 12, 24 et 27 mai 1950.)

Est promu *commis 12^e échelon* du 1^{er} octobre 1949 : M. Assouline Hayme. (Arrêté directorial du 25 mai 1950.)

Sont reclassés :

Inspecteur-rédacteur 4^e échelon du 1^{er} janvier 1949 et 3^e échelon du 1^{er} octobre 1949 : M. Provost Michel ;

Inspecteurs :

2^e échelon du 1^{er} janvier 1949 et 1^{er} échelon du 16 janvier 1950 : M. Agrimier Joseph ;

3^e échelon du 1^{er} janvier 1949 et 2^e échelon du 16 mai 1950 : M. Cellier Paul ;

2^e échelon du 1^{er} février 1947 et 1^{er} échelon du 1^{er} février 1949 : M. Niot Paul ;

3^e échelon du 1^{er} janvier 1949 : M. Merendet Jean ;

2^e échelon du 1^{er} janvier 1949 et 1^{er} échelon du 16 janvier 1950 : M. Le Perche François ;

Inspecteur adjoint 5^e échelon du 1^{er} janvier 1949 et promu inspecteur 3^e échelon du 1^{er} juillet 1949 : M. Étienne Albert ;

Inspecteur adjoint 5^e échelon du 1^{er} janvier 1949 et promu inspecteur 3^e échelon du 1^{er} juin 1949 : M. Lévy Joseph ;

Inspecteurs adjoints :

Élève du 7 janvier 1949 et 1^{er} échelon du 11 janvier 1950 : M. Amoros Francis ;

Élève du 1^{er} janvier 1949 et 1^{er} échelon du 26 janvier 1949 : M. Amzallag Haïm ;

1^{er} échelon du 1^{er} janvier 1949 : M. Fuhrer Charles ;

1^{er} échelon du 1^{er} janvier 1949 et 2^e échelon du 26 juin 1949 : M. Guillouzic Jean ;

2^e échelon du 1^{er} janvier 1949 et 3^e échelon du 26 juin 1949 : M. Oliver Joseph ;

2^e échelon du 1^{er} janvier 1949 et 3^e échelon du 6 mars 1950 : M. Rumeur François ;

2^e échelon du 1^{er} janvier 1949 et 3^e échelon du 6 avril 1949 : M. Gérault Maurice ;

2^e échelon du 1^{er} janvier 1949 et 3^e échelon du 26 juin 1949 : M. Moreau Robert ;

3^e échelon du 1^{er} janvier 1949 : M. Simon Maurice ;

3^e échelon du 1^{er} janvier 1949 et 4^e échelon du 6 juin 1949 : M. Gour Albert ;

3^e échelon du 1^{er} janvier 1949 et 4^e échelon du 21 mai 1949 : M. Corse François ;

3^e échelon du 1^{er} janvier 1949 et 4^e échelon du 21 juin 1950 : M. Scaglia Bonaventure ;

3^e échelon du 1^{er} janvier 1949 et 4^e échelon du 1^{er} novembre 1949 : M. Aillaud Gaston ;

3^e échelon du 1^{er} janvier 1949 et 4^e échelon du 1^{er} juin 1949 : M. Pisquet Roger ;

4^e échelon du 1^{er} janvier 1949 et 5^e échelon du 21 août 1949 : M. Petit André ;

4^e échelon du 1^{er} janvier 1949 et 5^e échelon du 11 avril 1950 : M. Rapin Jean ;

5^e échelon du 1^{er} janvier 1949 : MM. Defosse Charles, Claudel Jean, Sabatier Nemours, Pincet Marcel, Coleno Georges, Baillet Georges, Roudil Sylvain, Métois Raymond et Vidal Jules ;

Surveillantes :

4^e échelon du 1^{er} octobre 1948 : M^{mes} Bergé Marie et Ros Clo-tilde ;

4^e échelon du 1^{er} juillet 1949 : M^{mes} Dalmas Louise, Lacore Jeanne et Melisson Artémise ;

4^e échelon du 1^{er} janvier 1949 : M^{me} Barrau Joséphine.

(Arrêté directeur du 13 mai 1950.)

Sont nommés :

Soudeur 7 échelon du 1^{er} mai 1950 : M. Vincenti Paul, ouvrier temporaire ;

Agents des lignes stagiaires : MM. Garcia Joseph et Cousson André, ouvriers auxiliaires ;

Sous-agent public de 1^{re} catégorie, 3^e échelon du 1^{er} janvier 1948 et 4^e échelon du 1^{er} mai 1949 : M. Ali ben Keroune, ouvrier numéroté ;

Sous-agents publics 2^e catégorie :

2^e échelon du 1^{er} janvier 1948 et 3^e échelon du 1^{er} juillet 1950 : M. Mohamed ben M'Barck ben el Houssine ;

6^e échelon du 1^{er} janvier 1948 et 7^e échelon du 1^{er} avril 1950 : M. Abdesslam ben Mohamed ben el Hachmi,

distributeurs ruraux.

(Arrêtés directoriaux des 1^{er} janvier, 1^{er} février et 1^{er} mai 1950.)

Sont promus :

Receveur de 3^e classe, 1^{er} échelon du 1^{er} janvier 1949 : M. Paindavoine Marcel, receveur de 4^e classe, 1^{er} échelon ;

Contrôleurs principaux :

4^e échelon du 1^{er} mars 1950 : M^{me} Pelat Simone ;

4^e échelon du 6 mai 1950 : M^{me} Lair Paulette ;

4^e échelon du 16 juin 1950 : M^{me} Potaufeu Suzanne ;

Sont reclassés :

Inspecteur adjoint 2^e échelon du 11 juin 1949 et nommé inspecteur-rédacteur 7^e échelon du 16 décembre 1949 : M. Berton Roger ;

Inspecteurs :

3^e échelon du 1^{er} janvier 1949 : M. Pestel Jean ;

3^e échelon du 1^{er} janvier 1949 et 2^e échelon du 1^{er} mars 1949 : M. Joly Edmond ;

3^e échelon du 1^{er} janvier 1949 et 2^e échelon du 1^{er} mai 1950 : M. Bonfli Edouard ;

Inspecteurs adjoints :

1^{er} échelon du 16 août 1949 : M. Lamy Jean ;

1^{er} échelon du 21 mars 1949 et 2^e échelon du 1^{er} février 1950 : M. Lenne Pierre ;

1^{er} échelon du 1^{er} novembre 1949 : M. Ménard Jacques ;

1^{er} échelon du 1^{er} janvier 1949 et 2^e échelon du 16 avril 1949 : M. Enard Michel ;

1^{er} échelon du 1^{er} janvier 1949 et 2^e échelon du 26 janvier 1950 : M. Huvet Marcel ;

2^e échelon du 1^{er} janvier 1949 : M. Morel Gilbert ;

5^e échelon du 1^{er} janvier 1949 : MM. Jarrige Jean et Badets Gilbert ;

1^{er} échelon du 7 novembre 1949 et 2^e échelon du 21 février 1950 : M. Gruet Jean ;

1^{er} échelon du 1^{er} mai 1949 et 2^e échelon du 26 mars 1950 : M. Sapède Henri ;

2^e échelon du 16 août 1949 : M. Antomori Louis ;

4^e échelon du 24 août 1949 : M. Vétillard Henri ;

Inspecteurs élèves du 1^{er} janvier 1949 et 1^{er} échelon du 16 août 1949 : MM. Rasle Marius et Ambrosino Jean ;

Agents d'exploitation :

2^e échelon du 21 février 1950 : M. Décéa Gilbert ;

Stagiaire du 1^{er} avril 1949 et 1^{er} échelon du 1^{er} avril 1950 : M. Roca Richard ;

Receveurs de 6^e classe :

2^e échelon du 1^{er} janvier 1950 : M. Chiari Jean ;

7^e échelon du 11 septembre 1948, 5^e échelon du 1^{er} janvier 1950 et 4^e échelon du 6 mai 1950 : M. Delphino Joseph ;

1^{er} échelon du 1^{er} janvier 1950 : M. Raimbault Auguste ;

2^e échelon du 1^{er} janvier 1950 : M. Mekki ben Hadj Abdelkadèr Tadiil.

(Arrêtés directoriaux des 13, 27, 31 mai et 7 juin 1950.)

*Sont titularisés :**Agents des installations, 10^e échelon :*

Du 19 janvier 1950 : M. Loria Paul ;

Du 18 février 1950 : M. Canivet Jacques ;

Du 27 février 1950 : MM. Jourliac Guy et Perrin Yves ;

Agent d'exploitation, 5^e échelon du 1^{er} mai 1950 : M^{me} Rastoll Marie ;

Agent des lignes, 8^e échelon du 1^{er} février 1950 : M. Bernardini Christophe.

(Arrêtés directoriaux des 24 mai et 7 juin 1950.)

Est nommé inspecteur adjoint (I.E.M.), 5^e échelon du 23 février 1950 : M. Farnoux Abel, inspecteur adjoint (I.E.M.) en service détaché. (Arrêté directeur du 28 février 1950.)

Admission à la retraite.

M. Raïda Casimir, secrétaire d'administration principal de classe exceptionnelle de la direction des finances, est admis sur sa demande à faire valoir ses droits à la retraite et rayé des cadres du 1^{er} juillet 1950. (Arrêté directeur du 22 juin 1950.)

M. Payeur Charles, adjudant-chef de 1^{re} classe des eaux et forêts, est admis à faire valoir ses droits à la retraite et rayé des cadres du 1^{er} juillet 1950.

M. Arnouil Pierre, adjudant-chef de 1^{re} classe des eaux et forêts, est admis à faire valoir ses droits à la retraite et rayé des cadres du 1^{er} août 1950.

(Arrêtés directoriaux du 25 mai 1950.)

M. Neboit Gaston, inspecteur de police hors classe, est admis à faire valoir ses droits à la retraite et rayé des cadres du 1^{er} juillet 1950. (Arrêté directeur du 24 mai 1950.)

M. L'Henaff Jean, lieutenant 1^{er} échelon du corps des sapeurs-pompiers professionnels, est admis à faire valoir ses droits à la retraite et rayé des cadres de la direction de l'intérieur du 1^{er} juin 1950.

M. Mohamed Sadok ben Hadj Abdelkadèr Douèche, collecteur principal hors classe des régies municipales, est admis à faire valoir ses droits à la retraite et rayé des cadres du 1^{er} juillet 1950.

(Arrêtés directoriaux du 7 juin 1950.)

M. Ovsienko Gabriel, agent des installations intérieures, 1^{er} échelon, est admis à faire valoir ses droits à la retraite et rayé des cadres du 1^{er} août 1950. (Arrêté directeur du 5 avril 1950.)

Résultats de concours et d'examens.

Concours pour l'emploi de vétérinaire inspecteur stagiaire de l'élevage (session des 18 et 19 avril 1950).

Candidats admis :

MM. Ducommun Guy et Gilles Jacques.

Liste complémentaire.

M. Morelon Paul.

AVIS ET COMMUNICATIONS

DIRECTION DES FINANCES.

Service des perceptions et recettes municipales.

Avis de mise en recouvrement des rôles d'impôts directs.

Les contribuables sont informés que les rôles mentionnés ci-dessous sont mis en recouvrement aux dates qui figurent en regard et sont déposés dans les bureaux de perception intéressés.

Le 30 JUIN 1950. — *Supplément à l'impôt des patentes* : Agadir, rôle spécial 10 de 1950 ; Beni-Mellal, rôle spécial 2 de 1950 ; Casablanca-centre, rôles spéciaux 27 et 28 de 1950 ; Casablanca-nord, rôles spéciaux 18, 19 et 20 de 1950 ; Casablanca-ouest, rôles spéciaux 7 et 8 de 1950 ; Casablanca-sud, rôle spécial 4 de 1950 ; Fès-médina, rôle spécial 6 de 1950 ; circonscription de Marrakech-banlieue, rôle spécial 2 de 1950 ; Marrakech-Guéliz, rôles spéciaux 14, 15 et 16 de 1950 ; Marrakech-médina, rôle spécial 9 de 1950 ; Meknès-médina, rôles spéciaux 3 et 4 de 1950 ; Meknès-ville nouvelle, rôles spéciaux 12, 13 et 16 de 1950 ; Mogador, rôle spécial 5 de 1950 ; Ouezzane, rôle spécial 2 de 1950 ; Oujda-nord, rôle spécial 4 de 1950 ; Rabat-nord, rôles spéciaux 7, 8 et 10 de 1950 ; Rabat-sud, rôles spéciaux 14, 15 et 16 de 1950 ; Safi, rôle spécial 8 de 1950 ; Salé, rôle spécial 6 de 1950 ; cercle de Souk-el-Arba, rôle spécial 5 de 1950 ; Rabat-sud, rôle spécial 17 de 1950.

Le 5 JUILLET 1950. — *Patentes* : Rabat-banlieue (pachalik), 2^e émission 1950 ; Meknès-médina, 4^e émission 1948 et 5^e émission 1947 ; Safi, 7^e émission 1948 et 5^e émission 1949 ; Mazagan, 6^e émission 1949 ; Meknès-ville nouvelle, 13^e émission 1949 ; Casablanca-centre, 12^e émission 1949 ; Rabat-banlieue (hors pachalik), 2^e émission 1950 ; Moulay-Idriss, 3^e émission 1947 et 3^e émission 1948 ; Ksar-es-Souk, 2^e émission 1947 ; annexe de Tamanar, 4^e émission 1947 et 2^e émission 1948 ; centre de Rissani, 3^e émission 1948 ; Moulay-Bouazza, 3^e émission 1948 ; Ain-Taoujdate, 2^e émission 1948 ; annexe d'El-Hammam, 6^e émission 1948 ; cercle de Zagora, 2^e émission 1949 ; annexe d'El-Hammam, 4^e émission 1949 ; Marchand, 4^e émission 1949 ; Témara, 2^e émission 1949 ; souk Khemis-des-Zemamra, 2^e émission 1949 ; Sidi-Bennour, 2^e émission 1949 ; Boujad-banlieue, 2^e émission 1949.

Taxe d'habitation : Mazagan, 2^e émission 1949 ; Casablanca-centre, 12^e émission 1949 ; Meknès-ville nouvelle, 15^e émission 1949.

Taxe urbaine : Mazagan, émission primitive 1950 (domaine maritime).

Supplément à l'impôt des patentes : Port-Lyautey, rôles 7 de 1947 et 7 de 1948 ; Meknès-médina, rôles 11 de 1947, 10 de 1948 et 7 de 1949 ; Rabat-nord, rôle spécial 9 de 1950 ; Casablanca-centre, rôle spécial 29 de 1950.

Taxe de compensation familiale : Casablanca-ouest, émission primitive 1950 (art. 9001 à 9307) ; Casablanca-centre, articles 5001 à 5261 ; Rabat-sud, émission primitive 1950 (art. 1 à 303) ; Taza-banlieue, 1^{re} émission 1948 et émission primitive 1949 ; Midelt et Ksar-es-Souk, émission primitive 1950 ; Port-Lyautey, émission primitive 1950 ; El-Kbab, 1^{re} émission 1950.

Complément à la taxe de compensation familiale : Casablanca-ouest, rôles 4 de 1948 et 3 de 1949 ; cercle des Zemmour, rôle 1 de 1950 ; Salé-banlieue, rôles 1 de 1949 et 1 de 1950 ; Meknès-ville nouvelle, rôle 1 de 1950.

Prélèvement sur les excédents de bénéfices : Casablanca-nord, rôle 17 de 1945.

Prélèvement sur les traitements et salaires : Casablanca-ouest, rôle 5 de 1946 ; Marrakech-Guéliz, rôle 6 de 1948 ; Marrakech-médina, rôle 6 de 1948 ; Rabat-sud, rôle 1 de 1949 ; Rabat-Aviation, rôle 2 de 1948.

Le 10 JUILLET 1950. — *Patentes* : cercle de Taroudannt, articles 3501 à 3859 ; cercle d'Inezgane, articles 2501 à 2742 ; Meknès-ville nouvelle, émission spéciale 1950 (Américains) et 14^e émission 1949 ; Midelt, 2^e émission 1948 ; Safi, 1^{re} émission 1950 (domaine public maritime) ; Bir-Jdid-Chavent, émission primitive 1950.

Taxe d'habitation : Meknès-ville nouvelle, émission spéciale 1950 (Américains) ; Safi, 1^{re} émission 1950 (domaine public maritime).

Taxe urbaine : Safi, émission primitive 1950 (domaine public maritime) ; Bir-Jdid-Chavent, émission primitive 1950.

Le 15 JUILLET 1950. — *Patentes* : centre de Ksiba, émission primitive de 1950 ; Boujad-banlieue, émission primitive 1950 ; cercle d'Azilal, émission primitive 1950 ; annexe de Beni-Mellal, émission primitive de 1950 ; circonscription d'Ouaouizarth, émission primitive de 1950 ; cercle de Tiznit, émission primitive de 1950.

Le 20 JUILLET 1950. — *Patentes* : Casablanca-nord, 1^{re} émission 1950 (art. 194001 à 194549) (10) ; Casablanca-sud, émission primitive 1950 (art. 137001 à 138236) (10).

Taxe d'habitation : Casablanca-nord, émission primitive 1950 (art. 190001 à 191480) (10) ; Casablanca-sud, émission primitive 1950 (art. 130001 à 132212) (10).

Taxe urbaine : Casablanca-nord, émission primitive 1950 (art. 190001 à 191342) (10) ; Casablanca-sud, émission primitive 1950 (art. 130001 à 132028) (10) ; Casablanca-nord, émission primitive 1950 (art. 1 à 79) (10).

Tertib et prestations des européens 1949 (émission supplémentaire).

Le 30 JUIN 1950. — Région de Casablanca : circonscription de Fedala et de Casablanca-banlieue.

Le chef du service des perceptions,

M. BOISSY.

Concours pour le recrutement d'inspecteurs adjoints stagiaires de l'agriculture, de l'horticulture, de la défense des végétaux et de la répression des fraudes au Maroc.

La direction de l'agriculture, du commerce et des forêts au Maroc, service de l'agriculture, organise des concours pour le recrutement de quatre inspecteurs adjoints stagiaires de l'agriculture, de l'horticulture, de la défense des végétaux et de la répression des fraudes.

Un emploi est réservé aux bénéficiaires du dahir du 11 octobre 1947 sur les emplois réservés dans les cadres généraux des administrations publiques.

Un emploi est réservé aux candidats marocains.

Ces concours auront lieu les 3, 4 et 5 octobre 1950.

Les épreuves écrites auront lieu simultanément à Rabat, Paris, Lyon, Marseille, Bordeaux et Alger ; les épreuves orales exclusivement à Rabat.

Les conditions d'admission aux concours sont fixées par l'arrêté viziriel du 20 décembre 1946 (B. O. n° 1783, du 27 décembre 1946, page 1180).

Tous renseignements sur la carrière des inspecteurs de l'agriculture de l'horticulture, de la défense des végétaux et de la répression des fraudes, ainsi que sur le programme et les conditions des concours seront fournis sur demande adressée au directeur de l'agriculture, du commerce et des forêts, service de l'agriculture, Résidence générale, à Rabat, ou aux directeurs des Offices du Protectorat de la République française au Maroc, à Paris, Lyon, Marseille et Bordeaux.

Les demandes d'inscription doivent parvenir à la direction de l'agriculture, du commerce et des forêts, service de l'agriculture, à Rabat, au plus tard un mois avant la date des concours.

**Concours pour l'emploi de commis stagiaire
de la direction de l'Intérieur.**

Un concours pour quinze emplois de commis stagiaire de la direction de l'intérieur aura lieu à partir du 26 octobre 1950.

Les épreuves écrites auront lieu simultanément à Rabat, Casablanca, Fès, Marrakech, Meknès, Oujda et Agadir.

Les épreuves orales auront lieu exclusivement à Rabat.

Ce concours est ouvert à tous les candidats justifiant des conditions énumérées à l'article 12 de l'arrêté résidentiel du 1^{er} décembre 1949 formant statut du personnel de la direction de l'intérieur, et qui auront été autorisés par le directeur de l'intérieur à s'y présenter.

Sur les quinze emplois prévus, cinq sont réservés aux candidats bénéficiaires du dahir du 11 octobre 1947 sur les emplois réservés dans les cadres généraux des administrations publiques.

Les demandes des candidats, accompagnées de toutes les pièces réglementaires exigées, devront parvenir à la direction de l'intérieur (bureau du personnel administratif), à Rabat, avant le 26 septembre 1950, date de clôture du registre des inscriptions.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

Ministère de la défense nationale.

SECRETARIAT D'ÉTAT CHARGÉ DE LA MARINE.

**DIRECTION CENTRALE DES TRAVAUX IMMOBILIERS
ET MARITIMES.**

Avis d'ouverture d'un concours

**pour le recrutement d'ingénieurs des directions de travaux de 2^e classe
des travaux maritimes.**

Un concours pour le recrutement de sept ingénieurs des directions de travaux de 2^e classe des travaux maritimes sera ouvert aux dates ci-après, dans les différents ports militaires et à Casablanca, les 16, 17, 18 et 19 octobre 1950.

Conditions d'admission :

1^o Être Français ou naturalisé Français ;

2^o Être âgé de vingt ans au moins, de trente ans au plus le 1^{er} janvier 1950. Cette limite d'âge étant augmentée de la durée totale des services accomplis comme militaire ou en qualité d'agent technique des travaux maritimes ou d'ouvriers de la marine, antérieurement à la date du 1^{er} juin 1950 ;

Toutefois, cette dernière mesure ne peut avoir pour effet de reculer l'âge limite au delà de trente-six ans, sauf pour les candidats qui peuvent prétendre au bénéfice des dispositions de l'ordonnance du 15 juin 1945 relative aux candidats aux services publics ayant été empêchés d'y accéder par suite d'événements de guerre ;

3^o Avoir accompli le temps de service militaire actif déterminé par les lois en vigueur. Les candidats des classes 1939 à 1945 inclus qui n'ont pas accompli leur temps de service militaire légal, mais qui sont considérés comme ayant satisfait à leurs obligations militaires, sont autorisés à se présenter, s'ils réunissent, par ailleurs, les autres conditions exigées.

Les demandes d'admission au concours doivent être adressées, avant le 15 septembre 1950, à M. le directeur des travaux maritimes, enceinte de la marine nationale, boulevard Sour-Djedid, à Casablanca, accompagnées du dossier d'admission.

Pour tous renseignements complémentaires sur les pièces nécessaires à la constitution du dossier d'admission, les épreuves du concours et le programme des matières, écrire également à M. le directeur des travaux maritimes.

Accord commercial franco-portugais du 17 novembre 1949.

Commission mixte du 16 mai 1950.

La commission mixte franco-portugaise créée par l'accord du 17 novembre 1949, s'est réunie à Paris du 27 avril au 16 mai 1950.

Du procès-verbal de cette réunion, nous relevons les décisions suivantes qui intéressent plus particulièrement le Maroc :

I. — *Importations au Maroc de produits portugais.*

Les contingents supplémentaires suivants ont été attribués au Protectorat :

PRODUITS	CONTINGENTS	BÉNÉFICIAIRES
	Escudos	
Réchauds à pétrole, lampes tempête et pièces détachées	500.000	A.S.M.I.Q.
Vins de Porto et de Madère	750.000	Vins et alcools.
Divers	1.700.000	CMM/App. généraux.

II. — *Exportations vers le Portugal de produits de la zone franc.*

Parmi les produits repris aux listes A¹ et A² qui sont ajoutés pour les quantités ou valeurs y figurant, à la liste A de l'accord du 17 novembre 1949, on peut noter notamment :

PRODUITS	CONTINGENTS de la zone franc
Gélatine	10 T.
Huiles essentielles et matières aromatiques pour la parfumerie	20.000.000 de fr.
Extraits tannants	200 T.
Tapis	10.000.000 de fr.
Chocolat et confiserie	2.000.000 —
Épices et autres condiments, notamment : câpres, vanille, cumin, carvi, coriandre, etc., et moutarde	3.000.000 —
Articles de sport	20.000.000 —
Divers	180.000.000 —
Produits à base de graphite en suspension colloïdale	3.500.000 —
Pigments, oxydes naturels et oxydes synthétiques et couleurs fines	10.000.000 —

Accord de paiement franco-uruguayen du 22 mars 1950.

Un accord de paiement entre la France et l'Uruguay a été signé à Montevideo le 22 mars 1950.

Cet accord, qui reconduit pratiquement celui qui avait été conclu en septembre 1946, précise cependant que les comptes des puissances contractantes sont libellés en dollars U.S.A., monnaie de compte, au lieu de l'être en pesos.

À l'importation au Maroc aucun contingent spécial n'a été réservé au Protectorat, mais des crédits pourront lui être consentis sur le poste « Divers », au cas où il désirerait importer des marchandises en provenance de l'Uruguay.

À l'exportation, on notera que l'Uruguay semble être acheteur, en particulier, de :

1^o Plâtre, produits pharmaceutiques de base, huiles essentielles, graines et semences, conserves de poisson, tissus de laine, livres, journaux et revues, et ce, assez libéralement ;

2^o Et plus parcimonieusement de :

Certaines spécialités pharmaceutiques et plantes aromatiques, tapis, conserves de luxe, olives, vins et liqueurs.

Accord commercial franco-tchécoslovaque du 26 avril 1950.

A la suite des négociations qui se sont déroulées à Prague en novembre 1949, un accord commercial franco-tchécoslovaque a été signé à Paris, le 26 avril 1950.

Cet accord, mis provisoirement en application le 1^{er} mai 1950, viendra à expiration le 30 avril 1951.

I. — Importations au Maroc de produits tchécoslovaques :

PRODUITS	CONTINGENTS en 1.000 cr	BÉNÉFICIAIRES
20. — Sucre (dont 50 % en pains)	16.000 T.	CMM/Bur. alimentation.
21. — Houblon	11 T.	CMM/Industries.
34. — Bois de caisserie	1.500	E. et F.
36. — Meubles en bois courbé et autres	500	id.
37. — Meubles en tubes d'acier, meubles pour hôpitaux et écoles	150	CMM/Appr. généraux.
38. — Instruments de musique et pièces détachées	600	id.
42. — Articles divers en bois	500	E. et F.
45. — Carreaux de revêtement	180 T.	A.S.M.I.Q.
48. — Articles de porcelaine	850	CMM/Appr. généraux.
49. — Articles de faïence	50	A.S.M.I.Q.
54. — Blanc de titane	5 T.	D.P.I.M.
67. — Bleu d'outre-mer	10 T.	id.
73. — Chaussures en caoutchouc	1.500	CMM/Industries.
75. — Articles pour cordonnerie	150	CMM/Appr. généraux.
77. — Matériel pour industrie du cuir	1.100	CMM/Industries.
83. — Jouets de toutes sortes	900	CMM/Appr. généraux.
84. — Papiers, cartons et articles en papier	2.500	id.
86. — Rubans pour machines à écrire et papiers carbone	20	id.
87. — Crayons ordinaires et chimiques, crayons de couleur, mines, pastels et gommes	600	id.
88. — Filés de coton	500	CMM/Industries.
92. — Tissus de laine et couvertures de laine	250	CMM/Appr. généraux.
102. — Serpillères	75	id.
103. — Fils à coudre en coton	100	id.
110. — Menus objets en métal de toutes sortes	500	id.
111. — Gobeletterie en verre et en cristal moulé, soufflé, uni ou travaillé....	1.000	id.
112. — Verrerie d'éclairage y compris réflecteurs argentés et cheminées de lampes	750	Commerce et électricité.
118. — Vitrification (perles, rocailles, bijouterie en verre, ornements de Noël, etc.)	500	CMM/Appr. généraux.
119. — Bijouterie fausse en métal	150	id.
122. — Corans	150	id.
125. — Moteurs à combustion, moteurs Diesel et pièces de rechange.....	1.000	A.S.M.I.Q.
127. — Matériel d'huilerie	300	CMM/Industries.
129. — Machines-outils pour travailler les métaux et pièces de rechange.....	2.000	U.D.
129 bis. — Presses hydrauliques	P.M.	id.
130. — Outillage à main de métier et domestique	200	A.S.M.I.Q.
132. — Instruments et appareils de médecine, de chirurgie et pour l'art dentaire	60	Santé.
134. — Motocyclettes 250 centimètres cubes	150 unités.	CMM/Appr. généraux.
135. — Motocyclettes 350 centimètres cubes et plus	150 unités.	id.
136. — Pièces détachées et de rechange pour motocyclettes.....	700	id.
137. — Axes, moteurs d'axions et leurs pièces détachées.....	1.200	T. P.
139. — Tracteurs agricoles	20 unités.	P. A.
140. — Machines agricoles à remorquer par tracteur	500	id.
141. — Autres machines agricoles	5.200	id.
142. — Pièces détachées et de rechange pour machines agricoles et tracteurs..	1.000	id.
144. — Machines pour les industries alimentaires autres que minoterie.....	500	CMM/Industries.
145. — Machines pour minoteries	300	O.G.I.C.
148. — Machines à coudre et têtes de machines à coudre.....	800	CMM/Appr. généraux
149. — Machines à écrire et pièces de rechange	350	id.
150. — Matériel mécanographique	500	id.
151. — Armes de chasse et armes spéciales de tir	200	id.
152. — Douilles, amorces, détonateurs	1.000	id.
154. — Munitions complètes de chasse	200	id.
157. — Appareils et instruments scientifiques, d'optique, de précision, de laboratoire, de météorologie et de contrôle, électriques et autres, et leurs pièces détachées	100	id.
158. — Articles de ménage en tôle, émaillés et galvanisés	3.200	A.S.M.I.Q.
160. — Lampes tempête	100	id.

PRODUITS	CONTINGENTS en 1.000 cr.	BENEFICIAIRES
161. — Quincaillerie de bâtiment, ouvrages en fer et en métal.....	200	A.S.M.I.Q. 1/2 A.S.M.I.Q. 1/2 E. et F. Commerce et électricité.
162. — Machines-outils à travailler le bois	800	
164. — Matériel électrique divers	800	
166. — Aciers fins et spéciaux, aciers fins en barres, travaillés ou non, pièces estampées ou forgées, usinées ou non, en aciers spéciaux et métal dur, etc.	230 T.	
167. — Marchandises diverses	3.000	D.P.I.M. CMM/Appr. généraux.

II. — Exportations vers la Tchécoslovaquie de produits de la zone franc.

Parmi les produits repris à la liste A nous relevons notamment les marchandises suivantes qui semblent plus particulièrement intéresser les exportateurs du Protectorat :

PRODUITS	CONTINGENTS de la zone franc (quantités ou valeurs en millions de francs)
4. — Huile d'olive	P.M.
5. — Figues sèches	10 T.
7. — Noix	P.M.
8. — Agrumes	P.M.
10. — Semences de trèfles incarnat	50 T.
11. — Semences de vesces	P.M.
12. — Semences de sainfoin	30 T.
13. — Semences diverses	20
16. — Crin végétal	2.000 T.
18. — Plantes médicinales	7
20. — Cire animale	P.M.
21. — Boyaux de mouton	14
23. — Vins de consommation courante et vins d'appellation	8.000 Hl.
24. — Vins à distiller	7.000 Hl.
25. — Cognac	300 Hl.
26. — Liqueurs	P.M.
28. — Eaux minérales	4
29. — Conserves de sardines à l'huile	200 T.
30. — Farine de poisson	2.000 T.
35. — Liège brut	200 T.
36. — Déchets de liège	1.000 T.
39. — Craie lavée et pulvérisée	800 T.
40. — Oxyde de fer naturel et synthétique.....	10
41. — Ogres et autres terres colorantes	600 T.
42. — Mica	P.M.
45. — Phosphates naturels	60.000 T.
46. — Bentonites	1.000 T.
55. — Manganèse métal	20 T.
69. — Extraits tannants naturels	1.000 T.
70. — Gélatine	20 T.
74. — Spécialités pharmaceutiques en emballages originaux, produits pharmaceutiques et semi-pharmaceutiques	70
76. — Produits chimiques divers	55
77. — Huiles essentielles et produits aromatiques naturels	70
82. — Articles manufacturés en caoutchouc, ébénite et amiante	35
88. — Tissus de coton	28
90. — Blousses de laine	200 T.
91. — Déchets de laine et effilochés de laine	250 T.
92. — Chiffons de laine	100 T.
93. — Laine peignée	1.800 T.
94. — Fils de laine peignée et cardée.....	30
95. — Tissus de laine	35
98. — Poils de chèvres	20 T.
104. — Peaux d'ovins tannées, notamment basanes	30

PRODUITS	CONTINGENTS de la zone franc (quantités ou valeurs en millions de francs)
138. — Instruments de musique et pièces détachées, y compris roseaux et cordes de boyaux	7
140. — Disques enregistrés	3,5
141. — Livres et éditions	84
142. — Articles de l'artisanat nord-africain.....	7
143. — Produits divers de l'Afrique du Nord....	30
144. — Marchandises diverses	210

III. — Compensations.

Les opérations de compensation privée, qui ne donnent pas lieu à transfert, sont interdites ; toutefois, il pourra être procédé, avec l'approbation des deux gouvernements, à des échanges compensés, à la condition expresse qu'il ne s'agisse que d'affaires portant sur des marchandises qui ne sont pas reprises sur les listes de l'accord ou dont les contingents auraient été épuisés.

Accord commercial franco-danois.

Commission mixte du 8 au 13 mai 1950.

La commission mixte prévue par l'accord commercial franco-danois du 31 octobre 1949 s'est réunie à Copenhague du 8 au 13 mai 1950.

Du procès-verbal de cette réunion, nous détachons les décisions suivantes qui intéressent plus particulièrement le Maroc :

1° Importations au Maroc de produits danois :

Les contingents supplémentaires suivants ont été attribués au Protectorat :

PRODUITS	CONTINGENTS	BENEFICIAIRES
Beurre	200 T.	CMM/Bureau de l'alimentation
Fromage	1.000 T.	id.
Piles sèches	30.000 C.D.	CMM/Approvisionnements généraux
Machines à traire ..	30.000 C.D.	P.A.
Eoliennes	100.000 C.D.	id.
Divers	1.300.000 C.D.	CMM/Approvisionnements généraux

En ce qui concerne les beurres et fromages les demandes d'autorisation d'importation établies sur papier libre seront reçues à la direction de l'agriculture, du commerce et des forêts (bureau de l'alimentation) jusqu'au 30 juin 1950, terme de rigueur.

Elles devront être accompagnées, sous peine de rejet :

1° D'une facture *pro forma* établie en double exemplaire par le vendeur danois, indiquant le prix unitaire *job port* d'embarquement, ainsi que les caractéristiques des produits offerts et leur composition ;

2° D'une formule d'engagement, dont le modèle est tenu à la disposition des importateurs au bureau de l'alimentation à Rabat, au service du commerce, rue Colbert, à Casablanca, et dans toutes les chambres françaises et marocaines de commerce et d'industrie.

Les intéressés seront avisés, par lettre individuelle, de la quote-part qui aura pu être réservée sur ces contingents et devront établir leur demande de licence dans la forme habituelle.

2° *Exportations vers le Danemark de produits de la zone franc :*

a) Parmi les produits repris à la liste A1, qui sont ajoutés, pour les quantités ou valeurs y figurant, à la liste A de l'accord commercial du 31 octobre 1949, nous relevons notamment :

PRODUITS	CONTINGENTS de la zone franc
Orge d'Afrique du Nord	3.000 T.
Spécialités pharmaceutiques	200.000 C.D.
Tissus divers	1.500.000 C.D.
Gobeletterie	100.000 C.D.
Verrerie d'emballage et bocaux	400.000 C.D.
Jeux et jouets	50.000 C.D.

b) Le procès-verbal de la commission mixte franco-danoise donne également des précisions sur le régime d'importation des produits de la zone franc susceptibles d'être livrés au Danemark.

I. — *Listes des produits libérés à l'importation au Danemark :*

Boyaux, plumes et duvets, épices, orge, avoine, semences potagères et florales, cire d'abeilles, tourteaux d'oléagineux, farine de poissons, crin végétal, phosphates bruts, bentonites et terres décolorantes, ocres et terres colorantes, gypse brut, plâtre, graphite, produits auxiliaires pour l'industrie textile, la tannerie, la teinturerie, extraits tannants, vitamines A, huiles essentielles, produits chimiques à usage pharmaceutique, laine peignée, chiffons, déchet de laine, effilochés, filés de laine peignée et cardée, fils de laine pour tricotage à la main, verre moulé, cordes de boyaux.

II. — *Listes des produits soumis encore au contingentement à l'importation au Danemark :*

Légumineuses non moulues (pois, haricots, lentilles), conserves, oignons à fleurs, huile d'olive, vins et spiritueux, extraits et concentrés d'agrumes, articles de parfumerie, spécialités pharmaceutiques,

maroquinerie, basanes, liège et articles en liège, placages, contre-plaqué, tissus de laine, tissus d'ameublement, tapis, articles textiles finis divers, gobeletterie, y compris gobeletterie et mouleurs trempés, verrerie d'emballage et bocaux, combinaisons chimiques contenant de l'or, de l'argent ou du platine, superphosphates de chaux, craie blanche, colles et gélatines, appareils photographiques, pipes et articles de fumeurs, articles de Paris, articles de bureau, bijouterie de fantaisie, livres, etc., avec texte danois, éditions artistiques (reproductions, lithographies, eaux-fortes, etc.).

3° *Règlements en livres sterling :*

Dans certains cas, des exportations vers le Danemark pourront être réglées en livres sterling, en dehors même de l'accord, notamment pour les céréales et les aliments pour le bétail.

Arrangement commercial franco-italien du 11 mars 1950.

En complément des contingents à l'importation d'Italie attribués au Maroc dans le cadre de l'accord franco-italien du 11 mars 1950, le Protectorat bénéficie du poste supplémentaire suivant :

PRODUIT	MONTANT	BENEFICIAIRE
Tracteurs.	65.000.000	Production agricole.

D'autre part, la liste des exportations de la zone franc vers l'Italie doit être complétée ainsi qu'il suit :

PRODUITS	QUANTITÉS ou valeurs
Bovins	5.000 têtes
Porcs à engraisser	2.000 —
Viande de porcs	300 T.
Caroubes	60.000.000 de fr.
Sardines à l'huile du Maroc	20.000.000 —
Anchois en saumure	10.000.000 —

Toutes dispositions utiles ont été prises par les autorités italiennes pour que l'importation de ces contingents puisse être réalisée immédiatement.

Accord commercial franco-suédois du 15 décembre 1949.

Commission mixte du 1^{er} au 6 mai 1950.

La commission mixte, prévue par l'accord commercial franco-suédois du 15 décembre 1949, s'est réunie à Alger du 1^{er} au 6 mai 1950.

Du procès-verbal de cette réunion nous détachons les décisions suivantes qui intéressent plus particulièrement le Maroc :

1° *Importations au Maroc de produits suédois :*

Les contingents supplémentaires suivants ont été attribués au Protectorat :

PRODUITS	CONTINGENTS	BENEFICIAIRES
Bière	30.000 C.S.	CMM/Industries
Poudres pour la fabrication d'entremets (à base d'albumine de lait)	50.000 C.S.	CMM/Bureau alimentation
Ciment	10.000 T.	D.P.I.M.
Goudron végétal	50 T.	CMM/MMP
Bois sciés	500 standards	E. et F.
Pâtes à papier chimiques	1.000 T.	CMM/Approvisionnements généraux
Papier kraft	2.500 T.	id.
Papiers et cartons divers	1.000 T.	id.
Outils à main	100.000 C.S.	A.S.M.I.Q.
Lames de scies pour machines, lames de scies à main, couteaux mécaniques	50.000 C.S.	id.
Réchauds à pétrole, lampes à pétrole et pièces détachées	200.000 C.S.	id.
Compresseurs et pompes	100.000 C.S.	id.
Armoires frigorifiques à pétrole	100.000 C.S.	U.D.
Réfrigérateurs électriques et pièces de rechange	70.000 C.S.	Commerce électricité
Machines à cigares et cigarettes, machines à emballer les cigarettes	100.000 C.S.	Régie des tabacs
Chassis de camions et pièces de rechange	350.000 C.S.	CMM/Approvisionnements généraux
Matériel mécanique et électrique divers	150.000 C.S.	U.D.
Divers général	1.000.000 C.S.	CMM/Approvisionnements généraux

2° Exportations vers la Suède de produits de la zone franc.

Parmi les produits repris à la liste A qui sont ajoutés, pour les quantités ou valeurs y figurant, à la liste A de l'accord commercial du 15 décembre 1949, nous relevons notamment :

PRODUITS	CONTINGENTS de la zone franc en 1.000 C.S.
Pulpes de fruits	100
Pommes de terre (qui devaient être importées avant le 1 ^{er} juin 1950)	300
Divers général	1.500

NOTA. — Les négociations pour établir le programme des échanges de marchandises entre la France et la Suède, pour la période du 1^{er} décembre 1950 au 30 novembre 1951, s'engageront à Stockholm dans le courant du mois d'octobre prochain.

Accords commercial et monétaire franco-finlandais du 5 juin 1950.

Des accords commercial et monétaire ont été signés à Paris, le 5 juin 1950, entre la France et la Finlande.

Leur durée de validité s'étend du 1^{er} juin 1950 au 31 mai 1951.

1° Importations au Maroc de produits finlandais :

PRODUITS	CONTINGENTS	BÉNÉFICIAIRES
3. — Fromages	350 T.	CMM/Bureau alimentation E. et F.
13. — Bois de mines	P.M.	
15. — Poteaux de télécommunication	500 T.	id.
16. — Bois sciés	2.500 standards	id.
17. — Emballages en bois ..	1.000 T.	id.
18. — Panneaux isolants	75 T.	id.
25. — Papier kraft	300 T.	CMM/Appr. généraux
26. — Papier simili-sulfurisé.	150 T.	id.
27. — Papier au bisulfite ..	200 T.	id.
28. — Papier pour impression et écriture, sans et avec bois	400 T.	id.
29. — Autres papiers	50 T.	id.
30. — Cartons	1.000 T.	id.
Divers (1)	15.000.000 de fr.	id.

(1) Le poste « Divers » pourra également être utilisé pour la délivrance des licences d'importation pour des produits dont les postes sont affectés de la mention « P. M. » ou épuisés.

En ce qui concerne les fromages, les demandes d'autorisation d'importation, établies sur papier libre, seront reçues à la direction de l'agriculture, du commerce et des forêts (bureau de l'alimentation) jusqu'au 15 juillet 1950, terme de rigueur.

Elles devront être accompagnées, sous peine de rejet :

1° D'une facture *pro forma* établie en double exemplaire par le vendeur finlandais, indiquant le prix unitaire *job* Finlande port d'embarquement ainsi que la caractéristique du produit offert ;

2° D'une formule d'engagement, dont le modèle est tenu à la disposition des importateurs au bureau de l'alimentation, à Rabat, au service du commerce, rue Colbert, à Casablanca, et dans toutes les chambres françaises et marocaines de commerce et d'industrie.

Les intéressés seront avisés, par lettre individuelle, de la quote-part qui aura pu être réservée sur ce contingent et devront établir leur demande de licence dans la forme habituelle.

2° Exportations vers la Finlande des produits de la zone franc :

Parmi les produits repris à la liste A nous relevons, notamment, les marchandises suivantes qui semblent plus particulièrement intéresser les exportateurs du Protectorat :

PRODUITS	CONTINGENTS de la zone franc
Agrumes, dattes et figues	50.000.000 de fr.
Épices diverses	3.000.000 —
Graines potagères, fourragères et autres	1.000.000 —
Plantes médicinales	2.000.000 —
Huile d'olive	50 T.
Cire d'abeilles	P.M.
Crin végétal	P.M.
Vins et spiritueux	500.000.000 de fr.
Tourteaux	P.M.
Produits agricoles et alimentaires divers	10.000.000 de fr.
Ocre et terres colorantes	200 T.
Craie	200 T.
Gypse	4.000 T.
Plâtre	500 T.
Phosphates bruts	100.000 T.
Phosphates moutus	10.000 T.
Bentonites	400 T.
Graphite	5 T.
Gélatine	3.000.000 de fr.
Spécialités pharmaceutiques (y compris pénicilline)	35.000.000 —
Produits chimiques à usages pharmaceutiques.	40.000.000 —
Huiles essentielles, produits aromatiques alimentaires	30.000.000 —
Albumine de sang	150 T.
Films cinématographiques impressionnés	P.M.
Produits chimiques divers	50.000.000 de fr.
Peaux tannées	70.000.000 —
Liège brut et en plaques	5.000.000 —
Livres et imprimés, éditions artistiques et musicales	15.000.000 —
Laines lavées, blousses, déchets de laine et effilochés	200 T.
Laines peignées	200 T.
Fils de laine peignée	500 T.
Fils de laine cardée	50 T.
Fils de laine mercerie	40 T.
Tissus de laine	50.000.000 de fr.
Tissus d'ameublement laine et coton	15.000.000 —
Articles textiles finis divers	25.000.000 —
Appareils photographiques, etc.	10.000.000 —
Divers	50.000.000 —

Il y a lieu de préciser que les autorités finlandaises auront la faculté de ne délivrer, jusqu'à nouvel ordre, des licences d'importation de produits de la zone franc que dans la limite de 70 % des contingents de la liste A. (liste des exportations vers la Finlande des produits en provenance de la zone franc).